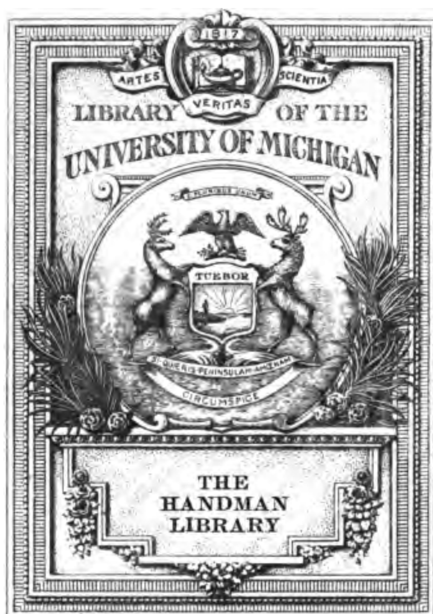
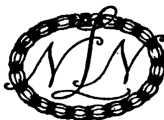

1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE
THE
HANDMAN
LIBRARY

GEORGES VALOIS

L'ÉCONOMIE NOUVELLE

LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES DÉCHUS
CRITIQUE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE
CRITIQUE DE LA THÉORIE DE LA LUTTE DES CLASSES
ET DES DOCTRINES SOCIALISTES MARXISTES.
L'ÉCONOMIE NOUVELLE
LE TRAVAIL — LES FACTEURS DE LA PRODUCTION — LA VALEUR
LES SALAIRES — LES PRIX — LE CAPITAL
LA NOUVELLE ORGANISATION ÉCONOMIQUE
LA CONTRAINTE MUTUELLE — LES GROUPES ÉCONOMIQUES
LA MÉTHODISATION DE LA PRODUCTION
LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA PRODUCTION
QUESTIONS PRATIQUES : LA VIE CHÈRE



PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3

L'ÉCONOMIE NOUVELLE

A LA MÊME LIBRAIRIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'Homme qui vient. Philosophie de l'autorité. (Couronné par l'Académie française).

La Monarchie et la classe ouvrière. La Révolution sociale ou le Roi. Les résultats d'une enquête. Nouvelle édition augmentée d'une préface inédite. Les enseignements de cinq ans : 1909-1914.

Le Père. Philosophie de la Famille.

Le Cheval de Troie. Réflexions sur la philosophie et sur la Conduite de la guerre.

La Réforme économique et sociale.

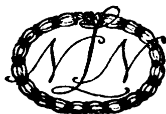
EN COLLABORATION AVEC FRANÇOIS RENIÉ.

Les Manuels scolaires. Études sur la religion des primaires.

GEORGES VALOIS

L'ÉCONOMIE NOUVELLE

La victoire, en chantant...



PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

3, PLACE DU PANTHÉON, 3

MCMXIX

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
SUR VERGÉ TEINTÉ DES PAPETERIES LAFUMA
FILIGRANÉ AU MONOGRAMME
DE
LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
CENT EXEMPLAIRES RÉIMPOSÉS ET NUMÉROTÉS A LA PRESSE
LES EXEMPLAIRES SOUSCRITS AVANT LA MISE EN VENTE
PORTANT LE NOM DU SOUSCRIPTEUR
IMPRIMÉ FACE AU TITRE

A LÉON DAUDET

Mon cher ami,

Il n'est pas un Français, ami ou adversaire de notre pensée et de nos volontés communes, qui ne comprenne, en voyant votre nom en tête de ce livre, les raisons qui me portent à vous offrir l'hommage de ces réflexions sur le travail de l'après-guerre. Je vous exprime ici la reconnaissance que doivent les soldats et les travailleurs français à l'auteur de l'Avant-Guerre, *à l'homme qui a su reconnaître la préparation militaire allemande sous le masque des entreprises industrielles et commerciales, à l'homme qui, après la stabilisation des fronts, a, le premier, compris que l'Allemagne organisait en France cette guerre d'arrière-front par laquelle elle voulait abattre notre volonté de vaincre. Vous avez reconnu l'ennemi à l'intérieur; vous l'avez poursuivi; vous l'avez empêché de nous poignarder dans le dos.*

L'organisation de la victoire militaire eût été impossible si la France n'avait d'abord gagné la guerre à l'intérieur, grâce à votre action, engagée et poursuivie dans des conditions infiniment plus périlleuses que celles où nous étions, nous autres combattants.

Il ne m'appartient pas de vous dire l'étendue de la reconnaissance que vous doivent les Français. L'acclamation populaire le dira. Mais il m'est permis de vous exprimer la reconnaissance personnelle d'un soldat qui a combattu sans angoisse parce qu'il savait que, avec Maurras, vous veilliez à l'intérieur.

Il m'est également permis de vous dire l'affectueuse et profonde gratitude d'un homme que votre amitié reprit à la mort qui le saisissait déjà, ce jour où vos prières obtinrent du grand Cazin qu'il tentât ce que nul n'osait tenter pour sauver une existence, et que son art, sa science et sa bonté firent réussir.

G. V.

LA SALUTATION A LA PAIX

La Victoire, en chantant...

Nous avons travaillé, avant 1914, dans l'attente de la guerre. Depuis 1914, nous avons combattu pour la paix. Sommes-nous satisfaits, camarades? Recevons-nous des messieurs en redingote la paix que nous avions imaginée sous nos capotes boueuses? Non. Nous voulions que la victoire et la paix apportassent à la France et à ses enfants le paiement de leurs souffrances, de leurs pertes, de leurs ruines. Nous avons conquis la gloire. Mais les biens qui devraient l'accompagner nous échappent. Sommes-nous déçus, camarades? Non. Car si nous avons souvent rêvé à la douceur d'une paix digne de nos sacrifices, nous savions bien que les idées au nom desquelles on disait nous onduire au combat nous priveraient, notre pays et nous, des biens que nous conquérions. Notre aison, depuis le 2 août 1914, n'a cessé de nous appeler que la signature de la paix ne serait pas

le signal du repos, et que la paix serait aussi dure que la guerre.

Nous avons combattu sans illusions. Nous entrons dans la paix sans déception. Pendant ces longues années de guerre, dont chaque jour, dont chaque événement confirmait l'avertissement du premier jour, nous avons conquis des biens que nul ne pourra nous ravir et qui seront notre salut. Nous avons amassé au ciel de France d'immenses trésors que ne peuvent atteindre ni le porteur de torches ni le porteur de chèques. Nous avons conquis la victoire, camarades! L'esprit de la victoire est désormais avec nous. C'est sous le signe de la victoire que nous nous mettons au travail. Nous entrons avec la victoire dans le monde nouveau créé par la guerre. Aucune force ne prévaudra contre celle qui nous possède et que nous possédons.

Avec le secours de cette force, nous pouvons allègrement faire front contre les deux barbaries qui nous menacent : la barbarie ploutocratique et la barbarie marxiste. Il se trouvera des cœurs lâches pour se donner à l'une par terreur de l'autre; des cœurs troublés pour se donner à la seconde par haine de la première. Mais il y a, en France, des nobles, des bourgeois, des ouvriers et des intellectuels, combattants de l'avant-guerre et

combattants de la Grande Guerre pour lutter contre les deux et les vaincre. Au surplus, les deux barbaries n'en font qu'une : fruits, l'une et l'autre, du désordre de l'esprit, du tumulte des passions et du déchaînement des appétits, la barbarie ploutocratique et la barbarie bolcheviste sont filles d'un même sang corrompu. Sœurs ennemies et amies, l'une riche, possédée par les biens du monde, l'autre pauvre, envieuse des richesses de la première, l'une et l'autre également agitées par la passion de jouir et par le désir d'échapper à la loi du travail, l'une et l'autre vivant de rapines et de pillages, l'une agissant au coin des banques, l'autre au coin des rues, elles se jalousent, se redoutent, se combattent en se ménageant, s'appuient l'une sur l'autre et se servent l'une de l'autre. Pour lutter contre le fer et le sang, ses éternels ennemis, la barbarie ploutocratique fournit de l'or à la barbarie bolcheviste, qui le reçoit pour lutter contre les chefs du vrai travail. Que l'une ou l'autre triomphe, et les peuples sont dissociés, par la corruption de l'or ou par le déchaînement des passions. Debout, camarades de combat! debout, camarades de travail! contre la double barbarie. En ces jours de paix, où le monde fête la mort de la barbarie germanique, rappelons-nous pourquoi nous nous sommes battus! Que

d'autres s'abandonnent devant l'apparente exploitation de la paix par la barbarie riche, devant les hurlements de la barbarie pauvre, nous, soldats et travailleurs, nous serons fidèles aux serments que nous avons faits devant les Croix de bois. Fils de la France des camps et des champs, guerre à la barbarie. Vive Proudhon contre Marx! « Il faut que l'homme travaille », il faut que l'homme combatte. Le fer à la main, pour creuser la terre, pour façonner les matériaux, comme pour défendre l'Esprit qui anime notre race, unissons-nous : au travail, et nous vaincrons! Frères, la victoire est notre richesse, la victoire nous donne l'avenir!

Au travail! Il y a, en France, dans la profonde transformation qui s'opère sous nos yeux, une admirable fièvre de création. C'est ce qu'un barbare a discerné dans ce qu'il a nommé « l'empoisonnement de la victoire ». Les chefs d'entreprise, à part quelques-uns, gorgés d'or par les profits de la guerre, les chefs d'entreprise se sont mis au travail avec une ardeur magnifique. Fait remarquable, les menaces révolutionnaires ne les font plus trembler ; ils ne se défendent plus; ils travaillent, ils agissent, ils créent. Que l'appât des bénéfices futurs les entraîne, c'est possible, et il

faut que cela soit. Mais j'affirme que c'est chez eux une considération secondaire. Dans la crise où nous sommes, ils sont possédés par la volonté de surmonter les immenses difficultés qui leur sont opposées. Voilà le plus puissant moteur des Français aujourd'hui. Ils ont gagné la guerre; ils veulent gagner la paix, afin de montrer au monde que ceux qui ont triomphé sur la Marne et à Verdun sont aussi courageux au travail qu'au combat. C'est l'esprit de victoire qui les anime.

Leurs collaborateurs, ouvriers et employés, à part ceux qui ont délibérément échappé aux risques de la guerre, ou, les ayant subis, ont tremblé devant la Face terrible, leurs collaborateurs, eux aussi, sont soulevés par une ardeur nouvelle. Éclairés par la guerre sur eux-mêmes, conscients de leur force et de leur valeur, ils sont devenus plus ardents dans l'expression de leurs volontés et ils veulent avoir des chefs dignes d'eux, capables de les conduire à la prospérité. Mais l'appel aux passions révolutionnaires ne fait plus que les effleurer; il ne les touche pas au cœur; il atteint à peine leur esprit. La victoire les a vaccinés contre la fièvre révolutionnaire. Eux aussi sont saisis par la volonté de créer; ils savent qu'ils appartiennent à un peuple-chef. Ils ont été dans la guerre à la tête de tous les peuples de la terre; ils

veulent conserver cette primauté par le travail. C'est l'esprit de victoire qui les anime.

Fondons notre confiance sur la connaissance de ces profondes réalités. C'est par elles que nous serons sauvés dans la paix comme nous l'avons été dans la guerre. Ce sont elles qui vont ordonner le monde nouveau où nous entrons. Le système capitaliste, qui a régenté notre économie pendant plus d'un siècle, est désormais une chose morte. Il avait séparé la nation en classes ennemies. La nation a retrouvé, dans la guerre, sa loi et le sens de ses destinées. Le cycle de ses erreurs, ouvert par la guerre, se ferme par la guerre. C'est en combattant que le peuple français découvre l'erreur qui l'avait jeté dans un système militaire et social absurde et redécouvre les liens qui unissent, au travail comme au combat, les chefs et les soldats. Il a compris que l'or est le pire et le plus faux des maîtres. Sur le champ de bataille comme à l'usine, ce qui compte, ce qui commande, ce n'est pas l'Or, c'est la valeur humaine, c'est le chef, c'est l'homme. L'un commande, l'autre obéit, tous sont soumis à la loi du salut commun, les uns et les autres sont unis, par-dessus les différences de commandement, par le dévouement à une même œuvre. Sur ces souvenirs, sur cette connaissance

vécue des conditions de la vie et de l'action, l'ordre du salut public s'établira. Non sur la basse soumission au chef. Mais sur la confiance dans le chef. Chacun voulant son dû. Non par envie, non par récrimination, mais selon la connaissance de sa valeur et selon l'honneur. Car, — c'est encore une chose que ne comprend pas le barbare qui dit le pays empoisonné par la victoire, — un grand sentiment rentre dans la vie nationale, le sentiment de l'honneur. Retrouvé dans les combats, l'honneur reprend sa place dans le travail. L'homme qui travaille ne se présentera plus devant son patron dans l'attitude humble de celui qui est devant son protecteur; il viendra la tête haute, le regard droit, comme le soldat devant son chef. Le même sentiment de l'honneur le meut. S'il est là, c'est parce qu'il veut vivre en travaillant comme il était prêt à mourir en combattant.

Tu as raison, barbare, c'est bien la victoire qui ordonne les actes des Français. C'est bien elle qui gonfle leur cœur et les conduit à la conquête de l'avenir. C'est bien elle qui va ordonner leurs créations. C'est elle qui va féconder leur travail. Au travail, au travail! Nous vaincrons!

En ce jour de la signature de la paix, 28 juin 1919.

PREMIÈRE PARTIE

LES DOCTRINES

L'ÉCONOMIE NOUVELLE

CHAPITRE PREMIER

AU COMMENCEMENT EST LE VERBE

Au commencement de toutes choses est le verbe. L'action prend la direction que lui donne l'esprit, qui projette ses pensées et ses images devant les désirs, les passions et l'énergie de l'homme. Vous voulez refaire un État, restaurer une nation? Faites appel aux puissances de l'esprit. Vous voulez utiliser la victoire, mettre de l'ordre dans la maison, intensifier la production, doubler, tripler la force économique de la France? Faites d'abord appel aux mêmes puissances, à l'intelligence, qui analyse et éclaire le monde, à l'imagination, qui crée des formes, à la volonté, qui engendre l'action.

Rien n'est plus faux que cette conception matérialiste de l'histoire que Marx et ses disciples ont introduite dans la pensée socialiste. Ce n'est

pas, comme le croyait Marx, le mode de production qui détermine les formes de la vie morale, politique et intellectuelle : c'est la vie intellectuelle morale et politique qui détermine les formes de la vie économique. C'est la pensée, c'est l'idée que nous nous faisons de la production et de son objet qui nous donnent les directions de notre action.

Nous voici au seuil d'une vie nouvelle. La guerre a révélé aux Français, d'un même coup, et leur impréparation économique d'avant-guerre, et leur force, et leurs étonnantes ressources. Il s'agit maintenant de tirer parti de nos découvertes. Quelles directions allons-nous prendre ? D'excellents esprits nous conseillent de nous « organiser », de nous donner à nous-mêmes une organisation qui dépasse l'organisation allemande. Fort bien. Mais selon quelles méthodes, et en vue de quoi ? Comment vous organiserez-vous, comment lierez-vous les efforts de tous si vous n'appuyez pas ce travail sur une doctrine qui fournisse un joint d'ensemble ? Et si vous avez une doctrine et des méthodes, comment vous en servirez-vous si une vue ou une vision d'avenir ne vous meuvent pas ?

Le secret de l'activité économique de l'Allemagne, que certains ont cru être le génie de

l'organisation, n'est pas une chose bien mystérieuse : c'est une doctrine, une méthode de travail (nous pouvons faire beaucoup mieux en France), et, par-dessus tout, une *idée*, celle de l'Allemagne conductrice et dominatrice des peuples. Voilà ce qui animait les laboratoires, les usines et les bureaux de la Germanie. Le peuple de pillards d'outre-Rhin travaillait depuis près d'un siècle sous le commandement d'une idée. Idée monstrueuse, mais idée. Au commencement de toutes choses sont les créations de l'esprit.

La première question est de savoir si ces forces spirituelles animent la France. Si elles ne soufflent pas sur ce pays, lois, décrets, projets d'organisation, plans et méthodes demeureront inefficaces à modeler une pâte sans levain. Il ne nous resterait plus qu'à nous admirer dans notre grandeur passée et à attendre, dans une inquiétude grandissante, le jour où une Allemagne qui n'a point perdu sa force d'expansion (et qui pourra l'employer tant qu'elle sera une) partirait de nouveau à la conquête du monde.

Avons-nous donc le goût de l'action, le sens de la grandeur de la France, le sens du rôle qu'elle peut jouer dans le monde, l'idée des

bienfaits qu'elle peut répandre sur la planète? Si nous l'avons, mettons-nous au travail hardiment. Le reste nous sera donné par surcroît.

Ce serait faire une violente injure à la plupart des Français que de douter un seul instant de leur volonté de préparer un avenir glorieux à la France. Avant la guerre et pendant la guerre, il y a eu chez nous autre chose que la seule volonté de ne pas mourir pour conserver ce qui est déjà acquis. On a voulu vaincre en vue de l'avenir, en vue de donner à la France une grandeur nouvelle, non dans cette pensée de domination universelle qui était celle de l'Allemagne, mais dans cette conception de l'équilibre des foyers de la civilisation où la France rivalise avec les plus élevées des nations dans les arts de la paix.

Mais cette volonté est-elle générale? Existe-t-elle dans ces parties de la nation où l'on a tant douté de la France, des Français et de leurs vertus, où l'on prenait une sorte de plaisir à s'avouer inférieurs, tantôt aux Anglo-Saxons, tantôt aux Allemands? On aurait pu hésiter à répondre il y a quelques années, peut-être même au cours de la guerre. Aujourd'hui, on peut dire que cette volonté anime les Français.

L'auteur de ce livre, depuis qu'il est rendu à la vie civile, a pu mener une assez longue

enquête auprès d'un grand nombre d'hommes qui participent, à des titres divers, à la vie économique. Dans la corporation du Livre à laquelle il est attaché professionnellement, comme dans vingt autres corporations, il a pu saisir les mêmes pensées, il a pu observer les mêmes faits : les Français qui dirigent la vie économique sont dominés par la pensée qu'ils ont mission d'assurer à la France un rôle de premier rang; jamais on ne les a vus subordonner consciemment leurs entreprises particulières au bien général comme ils le font aujourd'hui; jamais on ne les a vus tant sacrifier de temps et d'argent aux entreprises collectives de progrès technique et d'expansion nationale. La guerre est terminée. Ils ne croient pas le moment venu de se reposer: c'est au contraire pour eux le moment de doubler les efforts. On peut l'affirmer : l'esprit souffle. Les Français se mettent au travail avec une ardeur nouvelle. Mais possèdent-ils une doctrine favorable à l'action d'ensemble heureuse et féconde? Voilà la seconde question.

Disons-le sans détours : la doctrine manque. Elle s'élabore; elle est en formation nette sur certains points. Mais c'est encore la nébuleuse. Et la plupart des Français ont l'esprit plein des idées les plus contradictoires, s'ils ne vivent pas

tout simplement dans le respect du bric-à-brac de l'économie libérale. Lorsque l'on voit des syndicats se fonder ou se réunir en fédérations ou en confédérations pour réclamer le retour à la liberté du commerce, ou le respect de la liberté du travail, on se demande quelle idée les membres de ces syndicats se font du syndicalisme ouvrier ou patronal. Ce seul fait révèle l'absence de doctrine ou la coexistence de deux doctrines que les intéressés ne savent pas inconciliables.

Nous pourrions nous désintéresser de l'absence de doctrine si nous nous trouvions dans d'autres conditions que celles où nous sommes. Un peuple jeune, plein de goût pour l'action, ardent au travail, agissant d'un seul élan, et vivant sur un territoire peu peuplé, peut fort bien fournir un travail intense; ses actions ne seront pas très coordonnées, mais il peut atteindre la puissance et, chemin faisant, la doctrine se fait, l'ordre s'établit. Il en est tout autrement pour un peuple riche en traditions, et en traditions contraires, et chez qui un groupe important représente une doctrine très nette qui veut s'imposer à toute la production. Dans un pays comme le nôtre, où une doctrine économique, le socialisme marxiste, formée sur des vues étrangères à la production,

prétend régenter le travail, il serait grave que les producteurs ne fussent pas en mesure de se donner une doctrine propre à éclairer et à guider leur action.

Le lecteur entend parfaitement que nous ne nous soucions pas de savoir si le socialisme marxiste menace ou non les intérêts d'une classe ou d'une autre. Il ne s'agit pas de prendre en considération particulière les intérêts privés de la classe dite bourgeoise, aussi respectables qu'ils puissent être. L'intérêt de la production nous occupe seul. Or, s'il est évident, pour les personnes éclairées, que le marxisme appliqué au travail détermine une baisse énorme de la production, il est non moins évident qu'une partie des classes ouvrières est agitée par les socialistes marxistes. Comment donnera-t-on une forte organisation à la production sans une doctrine assez forte pour retirer au marxisme son influence? Comment luttera-t-on contre une Allemagne reformée, capable d'utiliser le marxisme contre la production française, si l'on ne possède une doctrine assez puissante pour retirer ıt moyen d'action à la propagande allemande ıez les producteurs français? Enfin, dans quelle fériorité sera-t-on, au seul point de vue de ›rganisation générale et corporative, si l'on

en est encore à chercher une doctrine, des méthodes, dans quelques années, au moment où les Allemands auront pu reprendre l'exécution de leurs plans réfléchis de l'avant-guerre?

Organisons-nous toutefois sans attendre l'achèvement d'un bel édifice doctrinal. Nous connaissons tous la direction générale : c'est la voie syndicale. Mais, parallèlement, poursuivons vigoureusement les recherches intellectuelles : Comment et pourquoi nous produisons? quelles sont les conditions morales, sociales, économiques d'une production que nous devons accroître? Telles sont les questions que nous devons résoudre si nous voulons être en mesure de résoudre pratiquement le problème économique que la guerre pose à la France : *augmenter la production avec quinze cent mille producteurs en moins.*

Techniquement, il semble bien que ce que l'on appelle les méthodes modernes de travail nous fournissent la solution du problème. La méthodisation du travail, l'organisation des services collectifs corporatifs permettent d'augmenter la production dans une proportion considérable et, parallèlement, d'augmenter les salaires et appointements, sans augmenter les prix de vente. On peut conclure qu'il suffit de généraliser ces pro-

cédés pour atteindre la solution cherchée. Mais l'application générale rencontre deux obstacles. Exactement, deux doctrines : chez les chefs d'industrie, l'économie libérale; chez les ouvriers, le socialisme marxiste. La généralisation des nouvelles méthodes de production exige une collaboration *technique* étroite des groupes, des syndicats de producteurs, patronaux et ouvriers (collaboration qui n'exclut nullement la conscience des antagonismes naturels) ; or, chez les patrons, les survivances de l'économie libérale s'opposent, premièrement, à l'établissement strict d'une discipline corporative en vue des perfectionnements techniques, deuxièmement, à la reconnaissance définitive du syndicalisme ouvrier. Le chef d'industrie formé par l'économie libérale se conçoit comme une sorte de souverain qui ne veut ni recevoir les lois de ses pairs ni traiter avec ceux dont il dirige le travail. Avec les hommes de cette formation, il est aussi impossible d'organiser la collaboration technique des chefs d'industrie que d'assurer des rapports constants entre syndicats patronaux et ouvriers.

Dans une partie active des classes ouvrières, autre opposition : une doctrine, le marxisme, impose l'union entre ouvriers, mais interdit la collaboration, fût-elle technique, avec des indi-

vidus ou des syndicats appartenant aux classes bourgeoises. L'ouvrier marxiste regarde les bourgeois, ou plutôt les chefs actuels de l'économie, comme des ennemis condamnés à la disparition, soit par l'évolution économique, soit par une révolution politico-économique.

Dans de telles conditions, où se manifeste une opposition d'apparence irréductible, comment agir heureusement? Il apparaîtrait, aux yeux de l'être qui arriverait de Sirius, qu'aucune action n'est possible et que nous allons vers un conflit certain entre les éléments de la production. Nous pensons au contraire, que l'action est parfaitement possible. Et l'on s'en rend compte dès que l'on analyse les forces qui s'opposent : l'économie libérale n'est plus qu'une doctrine négative que l'on ne respecte guère que par habitude; le socialisme marxiste a gardé quelque force dans certains groupements ouvriers, mais il a perdu toute force dans les milieux intellectuels où il a été créé et qui l'avaient propagé. L'intelligence contemporaine rejette ces deux doctrines. Il reste à remplacer ces idéologies mourantes; il reste à donner aux Français de nos jours une doctrine positive qui rendra possible leur collaboration dans cette rénovation de la production nationale sans

laquelle la victoire ne serait rien d'autre qu'un glorieux souvenir.

Nous travaillons ici à cette réforme intellectuelle, selon la règle souveraine à l'Action française, en dehors des préjugés, des intérêts et des caprices du sentiment, en considérant seulement l'intérêt de la production, et, particulièrement de la production française. Nous ne sommes pas sans guides sûrs dans nos recherches : avec Le Play et la Tour du Pin que nous honorons, avec Proudhon et Sorel que nous connaissons mieux, que nous avons plus commentés que ceux qui se croient leurs disciples, nous ne sommes pas sans moyens de parvenir à la vérité.

CHAPITRE II

INTRODUCTION A L'ÉTUDE DES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX AU XXe SIÈCLE

Où il est montré que les conflits sociaux des XIXe et XXe siècles s'expliquent par le choc de deux conceptions de l'homme et du monde et non par la lutte de classes.

RECONNAISSANCE INTELLECTUELLE

Évolution, marche inéluctable de l'humanité vers la plus grande liberté, matérialisme historique, subordination des idées et des actes humains aux conditions de vie, fables! Fables pour les esprits arriérés du XIXe siècle! L'espri souffle où il veut. L'esprit : je ne dis pas la raison. La force agit, l'énergie commande, la passion meut, la raison éclaire et enseigne,

l'esprit règne et gouverne. L'esprit; je dis : l'esprit qui crée des pensées, des images, des représentations du monde passé ou futur, qui invente l'avenir, et dirige l'homme et les peuples. Mais l'esprit qui souffle contre les lois du monde conduit l'homme et les peuples à la ruine et la mort; l'esprit qui souffle selon ces lois porte l'homme et les peuples vers la vie et la prospérité. Qui connaît ces vérités connaît sa liberté et ses conditions, son pouvoir et ses limites. Ni le sort contraire, ni les événements décevants ne l'arrêteront ni ne l'abattront. Une pensée claire, une vision d'avenir l'habitent : il sait que sa volonté vaincra et lui soumettra la fortune.

Ainsi pouvons-nous demeurer le cœur ferme devant le chaos de l'Europe nouvelle. Quiconque a l'idée de la mission de la France ne sentira pas le sol se dérober sous ses pieds. Nationalismes exaspérés, mouvements sociaux destructeurs, il n'y a rien là qui puisse nous donner ce vertige où sombrent les esprits qui doutent. Ne nous demandons pas où nous allons, en cherhant où nous portent les événements. Nous ons où nous voudrons, avec l'aide de Dieu et secours de la raison. Mais ce ne sera pas sans avoir où nous sommes, où sont les forces

contraires qu'il nous faut vaincre pour aller vers la grandeur que nous cherchons. Comme une armée en marche, nous avons à reconnaître le terrain, la force des armes qui nous sont hostiles et l'esprit qui les anime.

I

LA PRÉTENDUE LUTTE DES CLASSES

A l'issue de la première partie de la Grande Guerre, le monde est secoué par des mouvements économiques et sociaux d'une fréquence et d'une profondeur telles que certains y voient les signes d'une grande guerre sociale succédant à la guerre des nations. L'internationale ouvrière déclarerait la guerre à l'internationale capitaliste et particulièrement au capitalisme anglo-saxon auquel serait subordonné le capitalisme français. Ce serait l'aboutissement de la lutte des classes que Karl Marx a dit être la grande loi du mouvement historique.

Devant l'annonce d'une telle nouvelle, les uns sont saisis par la peur, les autres par l'enthousiasme messianique. La peur conduit les premiers à céder devant toute menace révolutionnaire ou à réclamer les plus violentes répres-

sions. Les moins tremblants et ceux qui se croient habiles pensent que des concessions faites en temps utile retarderont l'échéance de la révolution, qui viendrait ainsi après eux; tous ces malheureux esprits croient au caractère fatal de l'évolution du monde vers le socialisme. Il est heureusement d'autres hommes qui conservent leur liberté d'esprit devant ces sursauts de l'Europe et qui ne les regardent pas comme les signes précurseurs de la venue d'un dieu nouveau. Ayons la tête froide pour faire le travail de reconnaissance nécessaire. Nous nous échaufferons plus tard, au moment de l'assaut. Mais il est essentiel que nous examinions la situation avec sérénité, si nous voulons nous donner des directions utiles et d'heureuses formations. Toute notre action sera subordonnée aux résultats de notre reconnaissance. Y a-t-il lutte de classes? Il faut nous former en classes, et en classes internationales. La lutte des classes est-elle une fable? Nous renforçons nos formations nationales et nous nous donnons, à l'intérieur, l'organisation économique et sociale qui découle de la solidarité --tionale entre les groupes de la nation. Une -eur de jugement peut nous entraîner au dé-stre, si elle nous fait prendre les armes contre i nous ne devons pas les lever.

Terreur panique des uns, espérance délirante des autres aux bruits qui viennent des steppes, folies égales ! Que ce mouvement venu du Nord se propage, et ce pourrait être la chute de l'Europe dans une nouvelle nuit barbare. Mais ce n'est point là ni le déclenchement de la guerre sociale, ni l'aube de la révolution prolétarienne. Que le bolchevisme ait été déchaîné au nom de la lutte des classes, vérité ! Qu'il soit un mouvement prolétarien, issu de la lutte des classes, mensonge ! Qu'il se soit répandu en Europe sous le couvert de la solidarité ouvrière, évidence. Qu'il soit l'expression des mouvements ouvriers, erreur. Qu'il gouverne au nom du prolétariat international, vérité de fait. Mais qu'il soit une dictature ouvrière, gouvernant au profit d'une classe ouvrière, mensonge, duperie, artifice de carnaval.

Que cette expérience proche de nous, contemporaine, nous serve de premier enseignement. Ce mouvement que l'on nous présente comme un mouvement de classe, reposant sur la lutte des classes, établissant sur tout un pays la dictature du prolétariat, ce n'est qu'une aventure politique de même nature que les aventures politiques qui ont ensanglanté l'Europe. Conduit par des hommes issus de toutes les classes

sociales, soulevé et soutenu par des passions ethniques, il aboutit à une dictature strictement militaire, appuyée sur des éléments non-nationaux (Lettons et Chinois) mêlés à des éléments nationaux (gardes rouges russes) formés avec des hommes à haute paye, exactement comme les troupes d'hommes soldés des aventuriers de toute époque. Cette guerre dite sociale n'est qu'une guerre civile, mais dont les proclamations sont faites au nom des dogmes sociaux marxistes, et qui utilise pour sa réussite les passions sociales, comme, au surplus, tous les conducteurs de guerre civile l'ont fait, sincèrement ou par calcul; comme tout chef de bande le faisait auprès des paysans soumis au seigneur qu'il attaquait.

Que les chefs du bolchevisme russe aient voulu faire la révolution sociale, ou qu'ils n'aient été que des aventuriers, le sens des mouvements russes demeure le même. Sous le couvert de la dictature du prolétariat, il n'y a qu'un gouvernement de guerre civile, où doctrinaires et aventuriers sont confondus, et qui, ayant gagné une certaine force, gouverne aussi bien contre la classe au nom de laquelle il prétend régner que contre celle qu'il a prétendu déposséder. Plus il dure, et plus ses actes deviennent de

simples actes de gouvernement, semblables, bien que plus féroces, à ceux du tsarisme qu'il a renversé, et avec cette différence qu'il les applique dans un pays qu'il a ruiné lui-même.

Ce sont là les résultats les plus visibles de la révolution russe, ceux qui sont connus de tous. Si l'on observe les faits moins connus, on distingue dans l'explosion, l'établissement et la propagation du bolchevisme une série de faits auxquels la volonté du prolétariat russe est étrangère, mais que la volonté de certains capitalismes étrangers a singulièrement servis. Que l'Allemagne, comme puissance belligérante, ait soutenu le bolchevisme pendant ses trois phases, ceci est incontestable et incontesté. Qu'elle le soutienne encore, la paix étant signée, alors qu'elle-même écrase chez elle son bolchevisme, le spartakisme, ceci révèle quel intérêt, comme puissance économique capitaliste, elle trouve à un régime qui anéantit l'économie industrielle de sa voisine. Que le groupe capitaliste judéo-américain qui a si fortement agi sur la politique wilsonienne ait pour le bolchevisme des égards évidents et qu'il prenne des hypothèques sur les richesses de la terre russe, cela révèle comment les groupes capitalistes voient le bolchevisme comme un moyen de faire régresser une nation

à l'état politico-économique qui en fait une terre de colonisation ou une colonie d'exploitation.

En résumé, doctrines et visions d'intellectuels, appétits d'aventuriers, action politique et économique d'États ou de groupes capitalistes, voici les moteurs et les ressorts qui font jouer les ouvriers et les paysans russes. Où sont, dans cet affreux mélange, la lutte de classes, le mouvement de classes, la dictature du prolétariat? Exclusivement dans le vocabulaire de la révolution accomplie. Lénine, s'il est l'authentique marxiste que l'on dit, voit sa révolution conduire le peuple russe ou à la ruine ou à la servitude, sous le capitalisme germano-judéo-américain.

Aussi bien la lutte de classes est-elle une des plus lourdes erreurs de la sociologie marxiste; toute action basée sur ce dogme historique ne peut que conduire à la catastrophe, non point à la catastrophe qui transforme une société bourgeoise en une société prolétarienne, mais à la catastrophe qui transforme une nation prospère en une nation misérable. Je me garderai d'opposer à l'idée de la lutte de classes les arguments sentimentaux qui lui sont communément opposés. Que l'on dise de la lutte de classes qu'elle est odieuse, fratricide, monstrueuse, cela ne fait

guère qu'une accumulation d'épithètes. Que l'on condamne la lutte de classes au nom des « crimes abominables » de la Révolution russe, je demande ce qu'y gagnerait la vérité historique et la science politique, surtout lorsque cette condamnation est faite par les héritiers des Grands Ancêtres. Ce romantisme anti-socialiste est sans efficacité. Il est préférable, il est plus juste de condamner la révolution russe parce que faite au nom d'une idée fausse, celle de la lutte de classes, elle se retourne contre le prolétariat qu'elle a cru servir.

Marx s'est trompé, et sa pensée a été génératrice de massacres aussi odieux qu'inutiles. C'est un des plus singuliers spectacles que de voir un mouvement historique engendré par la pensée d'un homme qui a fondé la doctrine du matérialisme historique : ce n'est pas la lutte de classes qui a fait agir le prolétariat russe ; c'est le dogme, l'idée de la lutte de classes, l'idée de la révolution sociale (ce que Sorel nomme le mythe social), c'est ce dogme, cette idée, ce mythe, qui, maniés par des intellectuels et des aventuriers, ont soulevé les classes ouvrières et les ont soumises à la dictature du militarisme bolcheviste. Des événements d'une portée considérable ont été ordonnés par la doctrine d'un homme qui ne

voyait dans les doctrines que des expressions de mouvements. La doctrine reposant sur une erreur, la nation qui l'a subie est ruinée.

La première conclusion à tirer de l'expérience russe est que, si l'on veut lutter contre les mouvements dits de lutte de classes menés au nom du prolétariat, il faut diriger l'action non contre le prolétariat, mais contre ceux qui agissent sur son esprit pour se subordonner la force qu'il représente. Ce prétendu mouvement économique, c'est un mouvement idéologique. Ses chefs prétendent exprimer la volonté du prolétariat. Ils ne font qu'exploiter ses besoins et ses passions. La prétendue lutte des classes est menée, non point selon les intérêts des classes ouvrières, mais selon les directions de la doctrine des intellectuels marxistes. Les hommes qui voudront la combattre ne devront donc pas s'organiser en groupe de classe pour se dresser contre les classes ouvrières; leur mode de formation devra être intellectuel et politique; leur action devra viser le groupe intellectuel et politique qui fabrique et répand l'idéologie marxiste.

core une fois : esprit contre esprit, et non sse contre classe.

II

LE DOGME MARXISTE DE LA LUTTE DES CLASSES

Répétons qu'il ne s'agit pas de savoir si la lutte des classes est odieuse ou non. Elle est vraie ou fausse. Les disciples de Marx la présentent comme la loi du développement des sociétés humaines. A leurs affirmations, il n'a guère été opposé que des déclarations sentimentales. Il en est résulté que l'interprétation marxiste des phénomènes historiques, ne rencontrant aucune barrière sérieuse, a conquis une assez grande autorité dans le monde de l'intelligence, même chez des hommes très éloignés de la pensée marxiste. Les bourgeois qui réclament une confédération du patronat, tout en s'élevant contre la lutte des classes, subissent pratiquement le marxisme, auquel les entraînent, sans qu'ils le voient, les politiciens marxistes. Par ailleurs, la conception matérialiste de l'histoire a pénétré chez des historiens très hostiles aux conceptions marxistes. L'étonnante fortune du marxisme, produit intellectuel de qualité inférieure, est évidemment due au fait que la doctrine n'a jamais rencontré de critique qualifié

Les historiens ont dédaigné d'étudier et de critiquer une doctrine historique qui leur paraissait appartenir plus à l'économie et à la politique qu'à l'histoire; les économistes ont dédaigné une doctrine historique qui leur paraissait appartenir plus à la politique et à l'histoire qu'à l'économie. Au surplus, économistes et historiens libéraux étaient peu qualifiés pour mener à bien la critique de l'œuvre marxiste, contre les erreurs de laquelle ils n'étaient nullement immunisés[1].

La critique de Marx ne peut être faite que par des hommes dépourvus des préjugés évolutionnistes, libéraux ou égalitaires qui encombrent l'esprit des historiens et des économistes de la bourgeoisie libérale et démocratique. Les catholiques n'ayant pas entrepris le travail, ou l'ayant mené en dehors des méthodes rationnelles, la critique scientifique du marxisme n'a jamais été faite en France, sinon par quelques hommes, comme Georges Sorel et quelques-uns de ses

1. Le 2 août 1919, à la Sorbonne, au cours de la cérémonie pour le cinquième anniversaire de la guerre, on a pu voir M. Lavisse, éminent représentant de la bourgeoisie démocratique, neurer sans force contre le marxisme, et réduire la lutte ıre le bolchevisme et l'ordre humain à une opposition entre volontés qui voudraient arrêter le mouvement de progrès ial et celles qui voudraient l'accélérer. C'est le préjugé évolunniste.

amis; encore n'en ont-ils critiqué qu'une faible partie et n'ont-ils jamais abandonné la doctrine de la lutte des classes.

Ce silence de la raison et de la science devant le marxisme a fortifié les jeunes esprits autrefois touchés par Marx dans leur croyance à la valeur scientifique de l'œuvre marxiste; les idées marxistes ont pu ainsi circuler assez librement et n'ont trouvé d'opposition irréductible que chez les catholiques très cultivés et chez les nationalistes de l'*Action française*, possesseurs d'une doctrine historique politique et sociale d'une force éprouvée et dont les principes mêmes excluent l'idéologie marxiste.

Le fil conducteur de l'œuvre historique marxiste qui conduit à son œuvre économique, c'est ce que l'on a nommé la conception matérialiste de l'histoire. Marx le donne lui-même dans la préface à sa *Critique de l'économie politique* : « Le résultat général qui me servit de fil conducteur dans mes études peut se résumer brièvement de la façon suivante : Dans la production sociale de leur vie, les hommes contractent certains rapports indépendants de leur volonté, nécessaires, déterminés. Ces rapports de production correspondent à un certain degré de développement de leurs forces produc-

tives matérielles. La totalité de ces rapports forme la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle répondent des formes sociales et déterminées de conscience : *Le mode de production de la vie matérielle détermine d'une façon générale, le procès social politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale qui détermine sa conscience* [1] ».

Sur cette idée, à laquelle il joignit l'idée de la plus-value capitaliste tirée d'une fausse théorie de la valeur, Marx construit la théorie de la lutte des classes dont Engels parle avec un respect religieux qui nous paraît aujourd'hui d'un haut comique :

« Marx découvrit le premier la grande loi du mouvement historique, loi suivant laquelle toutes les luttes historiques, menées sur le terrain politique, religieux, philosophique, ou sur tout autre terrain idéologique, ne sont, en fait, que l'expression plus ou moins exacte des com-
[illegible]ts que se livrent entre elles les classes sociales,
[illegible] en vertu de laquelle l'existence de ces classes,

1. *Critique de l'Économie politique*, trad. française, Paris, [illegible]leicher, 1899, p. V.

ainsi que leurs conflits, sont conditionnés par le degré de développement de leur état économique, par leur mode de production et enfin par le mode d'échange qui dérive de ce dernier. Cette loi, en histoire, a autant d'importance que la loi de la transformation de l'énergie dans les sciences naturelles [1] ».

De ce côté-ci du Rhin, de telles énormités font penser beaucoup plus à la dégradation de l'intelligence qu'à la transformation de l'énergie, surtout lorsque l'on voit Marx regarder « les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois comme les époques progressives, de la formation économique de la société », l'aboutissement bourgeois constituant « la dernière forme antagonique du procès de production de la société » et marquant la clôture « de la préhistoire de la société humaine », après quoi doit venir la dictature du prolétariat. L'époque féodale vue comme une époque de la production progressive par rapport au monde antique, c'est évidemment une des plus joyeuses inventions de l'histoire économique marxiste. On voit assez combien ce déroulement « progressif » de l'his-

1. Engels, préface à la troisième édition allemande du *XVIII Brumaire de Louis Bonaparte*, de Marx. Trad. française, Paris, Schleicher, 1900, p. 189.

toire est apparenté aux inventions de l'évolutionnisme philosophique du XIXe siècle.

Ainsi, pour Marx, le jeu de l'histoire n'est que la lutte des classes pour la possession du pouvoir politique par où s'exprime un mode de production : lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme, lutte du prolétariat contre la bourgeoisie capitaliste. Mais le sens de cette interprétation de l'histoire échapperait si l'on ne savait que Marx considère que ce mouvement est une action révolutionnaire par laquelle les classes exploitées se libèrent successivement des classes exploitantes, l'exploitation étant entendue non comme *mise en valeur*, mais comme *vol*. Patriciens, nobles, bourgeois vivent « aux dépens du prolétariat ». Le mouvement historique n'est plus pour lui que l'histoire des libérations économiques successives et progressives, qui doivent aboutir à la libération du prolétariat, — comme, pour les démocrates, le mouvement historique n'est que l'histoire des libérations politiques successives et progressives, qui doivent aboutir à la libération politique de l'homme.

On voit que la philosophie historique marxiste est de même ordre que la philosophie évolutionniste démocratique, dont elle n'est qu'une transposition dans le domaine économique. La

conception matérialiste de l'histoire est fondée sur les mêmes principes que la conception évolutionniste des prétendus rationalistes. Un imaginaire Prolétariat y tient la place que tient la déesse Raison dans l'évolutionnisme. Les deux conceptions sont sœurs ; elles portent des images où l'on voit, dans le mouvement universel, l'homme partir du plus sombre esclavage pour atteindre une lumineuse et intégrale libération dans une sorte d'état paradisiaque où aucune contrainte morale ou matérielle ne pèse sur l'humanité.

L'une touchant l'économie, l'autre la politique, se complètent et s'unissent pour offrir à l'humanité, comme but dernier de son effort, l'anarchie politique, économique et sociale, où les hommes gouverneront leurs passions par la seule Raison dans la cité sans Prince, et travailleront selon leurs libres accords dans l'atelier sans maître. Voyez comme ces deux philosophies se soutiennent, et quels liens existent entre Marx et M. Woodrow Wilson. Si elles diffèrent, ce n'est que sur l'explication du mouvement et le lieu où il se produit : les démocrates évolutionnistes l'attribuent au développement général de l'esprit humain (et, plus exactement, au développement progressif de la raison humaine) et le

situent dans la vie politique; Marx l'attribue au « mode de production », et le situe dans la vie économique. Et c'est son erreur initiale et propre. Pour le reste, il appartient bien aux générations de l'évolutionnisme, dont il partage en toutes choses l'indigence intellectuelle.

III

L'ERREUR DE MARX SUR LE CARACTÈRE DES LUTTES DU XIXe SIÈCLE

Luttes de partis et non luttes de classes.

Il est utile de voir cette parenté entre Marx et les évolutionnistes rationalistes pour bien comprendre que la conception du mouvement historique par la lutte des classes repose, non sur une analyse des faits historiques, mais sur un postulat de même ordre que le postulat de l'évolutionnisme. De même que les évolutionnistes rationalistes considèrent que tous les pouvoirs politiques basés sur la contrainte ne sont que des moyens, pour les Princes et les Castes, d'exploiter politiquement les peuples (et que ces pouvoirs seront superflus dès que l'homme aura conquis ou reconquis les lumières dont le privaient Castes et Princes), de même Marx considère que les pouvoirs économiques ne sont pour

les classes que des moyens d'exploiter le prolétariat, qu'ils ne jouent aucun rôle productif, et que, dès que la mission historique de la bourgeoisie sera accomplie, par la concentration des entreprises et des capitaux, le prolétariat, qui aura alors réalisé son unité internationale, sera en mesure d'assurer la production générale; il cessera proprement d'exister et deviendra l'humanité, qui ne contiendra plus de classes. Les changements de mode de production ne sont pour Marx que des stades successifs et progressifs de l'évolution économique qui contraint les classes exploitantes à s'éliminer l'une l'autre jusqu'à l'avènement du prolétariat.

C'est ce pauvre roman historique que des personnes sérieuses ont pris pour une découverte scientifique. Cela indique à quel degré s'était abaissée la culture intellectuelle du XIXe siècle. Je montrerai sur quelle erreur économique énorme repose cette conception première de Marx. L'œuvre de Marx est un tissu d'erreurs, et il est difficile de montrer l'une sans faire apparaître l'autre. Ayant signalé l'erreur économique qui préside à l'erreur historique, je me bornerai à suivre ici l'interprétation de l'histoire par les changements de mode de production et par les luttes de classes.

Tout d'abord, il convient de souligner l'étrange erreur que Marx commet en subordonnant les changements politiques aux changements économiques, dont les premiers ne seraient que l'expression. La vérité est que la création politique précède la création économique, quelle que soit, au reste, la forme de celle-ci. Avant de passer au travail, à la production, l'homme crée un gouvernement. L'homme, être guerrier, ne se soumet à la loi du travail que lorsqu'un pouvoir lui impose la paix nécessaire au travail.

Les créations politiques précèdent les créations économiques.

Politique d'abord. Le principe est aussi vrai aux origines qu'en l'an 1919. A l'abri de l'État pacificateur, tous les changements économiques peuvent se produire; il n'est pas nécessaire que la forme essentielle de l'État soit modifiée pour qu'un changement de mode de production soit réalisé. Les transformations économiques entraîneront des modifications juridiques, voire sociales et politiques, mais toujours d'ordre secondaire. Si elles paraissent toucher la forme même de l'État, comme en 1789, c'est qu'elles sont pré-

cédées ou suivies d'un mouvement purement intellectuel. Il y a plus : de grandes transformations économiques sont entièrement subordonnées aux transformations qu'accomplit la politique. Le mode de production féodal, que Marx regarde comme une progression quant au mode antique, et qui est une régression, est déterminé par l'écroulement politique du monde romain, et c'est à l'abri des créations politiques féodales que s'établit un nouveau mode de production qui utilise les sécurités données au travail, par la féodalité, dans un monde ravagé par les invasions.

Si, plus tard, la bourgeoisie, industrielle et commerçante, peut instaurer le mode de production capitaliste, c'est seulement après que la monarchie française, ayant réussi à donner à la France un ordre politique national, substitué à l'ordre local et régional de la féodalité, il existe en France un ordre général qui permet l'expansion des entreprises économiques ; c'est parce que la sécurité générale créée par l'État français libère, au bénéfice de la pensée et du travail, les énergies réclamées auparavant par les nécessités militaires des temps féodaux ; c'est enfin parce que, dans cette sécurité, les progrès scientifiques et techniques, c'est-à-dire les acquisitions nou

velles de l'esprit humain, peuvent se produire et être utilisés pour le travail. Création politique d'abord, créations intellectuelles ensuite, créations économiques enfin. La création politique ne fait pas naître, n'invente pas les autres ; mais elle leur permet d'être, de se manifester, de se développer. Et il n'y a pas trace dans ces faits d'une lutte de classes par laquelle le mode de production bourgeois expulse le mode de production de la féodalité.

Quand Engels, résumant l'interprétation de son maître et ami, écrit que « la France a ruiné le féodalisme dans sa grande Révolution et a donné à l'empire de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'il n'a atteint dans aucun autre pays », il imprime une creuse sottise. Il y avait longtemps que le féodalisme était ruiné en France lorsque se produisit la grande Révolution. Le féodalisme était mort le jour où, la monarchie ayant fait régner en France la paix royale, les garanties de paix locale que donnaient les institutions féodales avaient été dépassées et avaient perdu leur raison d'être. En 1789, il n'en restait que des survivances, dont le sens échappait à la majorité des Français qui ne voyaient pas exactement les anciennes charges militaires féodales, transformées en service dû au Roi, liées aux

bénéfices féodaux qui demeuraient. Mais il est exact que ces survivances constituaient une gêne économique pour le nouveau mode de production devenu possible dans les nouvelles conditions politiques de la vie française. Y avait-il là antagonisme de classe? En aucune façon. Il n'y avait qu'un simple phénomène humain de survivance d'usage, dont la disparition ne devait pas nécessairement entraîner la substitution d'une classe à une autre.

La Révolution de 1789 est-elle une révolution « bourgeoise » ?

En fait, y a-t-il, en 1789 et depuis, substitution d'une classe à une autre ? La Révolution est-elle bourgeoise ?

Est-elle faite pour donner à la bourgeoisie cet empire dont parle Engels? Les socialistes le déclarent et, avec eux, des hommes qui ont accepté, sans y prendre garde, l'interprétation marxiste. Mais quelle erreur ! Il n'y a pas plus d'empire bourgeois au XIXe siècle, qu'il n'y avait d'empire féodal ou de domination noble avant la Révolution.

Il n'y a pas là substitution de classe; il n'y a eu que modification de la fonction des chefs, des

éternels chefs, qui président au travail et l'organisent. Aux temps féodaux, le chef a été, fréquemment, en même temps chef du travail et chef militaire ; au XIXe siècle, les deux fonctions sont nettement séparées, du fait que l'état politique permet qu'elles le soient. Pour les gouvernements qui se succèdent au XIXe siècle, monarchie parlementaire, république, empire, ces chefs remplissent leur fonction économique, *mais ils ne règnent, ni ne gouvernent*. Les hommes politiques, les Say, les Cousin, les Royer-Collard, les Benjamin Constant, les Guizot, ceux dont Marx disait que la société bourgeoise les avait créés comme ses vrais interprètes, ses vrais porte-parole, ces hommes ne sont pas plus les délégués de la bourgeoisie que Jaurès, Lénine, Renaudel et Longuet n'ont été ou ne sont les délégués des classes ouvrières. Intellectuels et hommes politiques, ils constituent ce groupe social particulier qu'ont vu naître les démocraties et qui comprend les doctrinaires, les politiciens et les aventuriers dont la profession est de conquérir le pouvoir et d'en vivre, en flattant les passions des groupes sociaux sur lesquels ils s'appuient et qu'ils exploitent.

Les luttes du XIX*e* *siècle ne sont pas des luttes de classes ; elles sont des luttes de partis.*

Marx croit voir dans les mouvements politiques du XIXe siècle, les signes des luttes que se livrent successivement les classes sociales ; l'aristocratie financière, menée par Laffitte, triomphe aux Trois Glorieuses, la bourgeoisie industrielle s'affirme par la campagne des Banquets, la petite bourgeoisie se révèle en 1848, le prolétariat s'annonce de février à juin 1848, toutes les fractions de la bourgeoisie s'unissent après juin 1848, pour former le parti de l'ordre ou grand parti bourgeois dont Louis-Napoléon Bonaparte devient le syndic. Luttes sociales, ces accidents historiques? Luttes résultant d'antagonismes de classes? Antagonismes économiques s'exprimant par des luttes politiques? C'est être singulièrement dupe de grossières apparences que d'en donner une telle interprétation. Ces luttes sont strictement politiques et résultent du jeu normal de la vie démocratique. Ces prétendues luttes de classes sont des luttes de partis démocratiques. Voilà la grande vérité, dont la démonstration est d'une extrême simplicité.

Les partis jouant les uns contre les autres dans un régime où le pouvoir est conquis à l'aide du plus grand nombre de voix, se chassent les uns les autres en s'appuyant électoralement sur la fraction la plus nombreuse du pays, l'objet étant d'exploiter l'État ou la fraction la plus riche du pays. Contre le parti qui gouverne en s'appuyant sur l'aristocratie financière et foncière un parti fait appel aux ressources et aux passions de la bourgeoisie industrielle ; un autre vient qui utilise la petite bourgeoisie, et ainsi de suite. A chaque groupe, chaque parti promet une large satisfaction apparente de ses convoitises immédiates. Aux industriels et aux commerçants, les partis donnent la liberté du commerce et de l'industrie ; au prolétariat, les partis promettent les biens de la bourgeoisie. Nominalement, les partis font toujours triompher « le plus grand nombre ». En fait, le triomphe est celui des partis, au bénéfice momentané d'une fraction de classe sociale quelconque, toujours aux dépens de l'État.

Ainsi les luttes observées par Marx au ıxᵉ siècle sont-elles de fausses luttes de classes. ;e ne sont que des luttes de clans et de partis ù l'on ne voit d'intérêts de classe que lorsque es chefs de parti jugent utile de les faire surgir

pour le bénéfice de leurs luttes politiques. Marx a pris des vessies pour des lanternes. Mais on conçoit que les écrivains appartenant à la bourgeoisie démocrate soient fort embarrassés pour critiquer à fond les conceptions marxistes. Ils seraient obligés de faire apparaître les ressorts de la démocratie.

Il faudrait dire plus : au-dessus des partis démocratiques ou à côté d'eux, on trouve toujours une force ploutocratique. Marx rappelle, à propos de Juillet 1830, le mot de Laffitte : *Maintenant le règne des banquiers va commencer.* Le règne ouvert en 1830 n'a jamais cessé. Depuis près de cent ans, les partis au pouvoir ont presque toujours eu partie liée avec les groupes financiers, c'est-à-dire avec ceux qui, disposant toujours de capitaux importants, sont toujours en état d'alimenter les caisses des partis. Il ne faut même pas dire : la Finance ou la Haute Banque. Ce sont des groupes qui agissent, groupes de financiers et groupes de partis politiques, alliés ou ennemis, se faisant chanter les uns les autres, toujours unis pour piper les voix du peuple, sous le couvert d'une doctrine, quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle assure la majorité, et pour rafler l'épargne du peuple et les capitaux de la petite, de la moyenne et de la haute bour-

geoisie. Ces groupes fonderaient le parti des mendigots, si ceux-ci étaient assez nombreux en France pour constituer une majorité électorale ; ils patronent indifféremment les opportunistes et les socialistes. Briand lancé par les Péreires, le journal de Jaurès fondé avec l'argent d'une dizaine de financiers, la propagande révolutionnaire alimentée par des banquiers, quelle lumière sur l'histoire de notre temps !

Ce n'est pas la lutte des classes qui fait notre histoire, c'est la lutte des partis, dont nous sommes tous les victimes, nobles, bourgeois et ouvriers, et avec nous, l'État, la nation, et la civilisation elle-même.

IV

CARACTÈRE IDÉOLOGIQUE DES LUTTES POLITICO-SOCIALES

La conception marxiste de l'histoire est donc fausse : où Marx a cru découvrir des luttes de classes, il n'y a que des luttes de partis, et le mouvement engagé sous le nom de la lutte des classes, pour le compte des classes ouvrières, n'est encore qu'un mouvement de parti. Mais il faut poursuivre l'analyse pour comprendre comment la lutte des partis peut se poursuivre jusque

sous le couvert de la lutte des classes, et comment des groupes financiers ou bourgeois peuvent aller jusqu'à faire alliance étroite avec des partis qui tendent à la révolution sociale. L'étrange tendresse du président Wilson pour les bolchevistes ne peut s'expliquer seulement par la perspective des bénéfices que pourront réaliser des hommes d'affaires américains dans une Russie désorganisée. Chefs de partis, chefs de groupes financiers n'ignorent pas que la propagande ou l'action révolutionnaire qu'ils dirigent ou soutiennent peuvent, à la longue, provoquer une catastrophe mondiale. Il se peut qu'ils pensent qu'un minimum d'ordre durera toujours autant qu'eux, et que le monde peut sauter au moment où l'on ouvrira leur testament. Explications insuffisantes. Au-dessus des luttes de partis, dépassant les calculs des clans et des groupes, entraînant les uns et les autres au delà de leurs projets, il y a une lutte plus haute : c'est celle de l'esprit.

Marx ne pouvait la soupçonner, lui qui subordonnait tous les événements historiques aux luttes économiques. Marx manquait d'imagination : il ne connaissait des choses que les aspects extérieurs ; l'essence spirituelle des événements lui était inaccessible. De même que, dans sa théorie de la valeur, il ne tient compte que des

quantités et des temps, ignorant la qualité, de même, dans les mouvements sociaux, il ne voit que les nombres et les choses. Comment aurait-il pu expliquer cette alliance constante, constatée au cours de tout le XIXe siècle, entre des fractions de classes dites par lui antagonistes? Comment expliquer, par la lutte des classes, l'alliance *consciente,* entre ploutocrates, bourgeois de toutes sortes, intellectuels de toute origine, ouvriers et paysans contre une coalition formée des mêmes éléments, mais fondée sous un autre signe? Toutes les campagnes démocratiques du siècle dernier, toutes les grandes affaires politico-sociales, boulangisme, affaire Dreyfus, affaire Ferrer, défaitisme pendant la grande guerre, sont conduites en dehors de toute idée de classe, et réunissent des fractions de toutes classes, formant un bloc, contre d'autres fractions de toutes classes, formant un autre bloc. Coalitions conscientes, affirmées avec éclat périodiquement, coalitions tacites permanentes, que ne brisent jamais les prétendus antagonismes de classes. De nos jours, comment expliquer, par la lutte les classes, la coalition Caillaux où entrent, onsciemment, des syndicalistes révolutionnaires éoriciens de la lutte des classes, des intellec-uels et politiciens socialistes et radicaux, des

grands bourgeois de la grosse métallurgie, des représentants de la grande presse, de grands financiers et, par surcroît, des représentants de la canaille boueuse et de la canaille dorée ? Coalition inexplicable par la lutte de classes, et que l'on ne peut expliquer par les seules luttes de partis. Que ces groupes s'assemblent avec l'arrière-pensée de se servir les uns des autres, cela n'est pas douteux. Mais qu'ils puissent même s'assembler un instant, quelle impossibilité, si l'on ne voit que la lutte des classes !

Le vrai caractère des luttes politico-sociales est idéologique. — Choc de deux métaphysiques, de deux conceptions du monde.

La vérité, la grande vérité, c'est que la lutte des classes est une illusion, et que la vraie lutte, profonde, ardente, qui dépasse tous les intérêts de classe et de parti, est une lutte idéologique, disons même : religieuse. Depuis un siècle et demi, c'est elle qui secoue la France, l'Europe et maintenant le monde.

Deux conceptions du monde sont opposées, sans conciliation possible. Les conflits politiques et sociaux du monde moderne sont causés par le choc de deux métaphysiques, de deux religions ennemies.

Les mouvements révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle, du XIXe et du commencement de ce siècle, qu'ils soient politiques ou économiques et sociaux, sont commandés par une même métaphysique; les mouvements qui leur sont opposés, par une autre. Il est d'une psychologie de primaire de dire que les révolutionnaires ne sont mus que par l'appétit de la violence, ou de la destruction, comme de dire que les défenseurs de l'ordre ne sont mus que par le souci de leurs intérêts matériels ou par leurs préjugés. Le vrai est que les uns et les autres veulent « l'ordre » dans le monde et la prospérité de l'humanité. Mais, ces deux biens, ils les veulent par des moyens différents, parce qu'ils ont deux conceptions différentes de l'homme et du monde. C'est ce qui fait que les uns et les autres apportent tant d'ardeur dans leurs luttes. Si l'on va jusqu'au risque de la vie, c'est que les partis en présence sont soulevés par une passion qui dépasse infiniment la chance d'une augmentation de salaire ou la conservation d'un titre de rente ou d'un livret de caisse d'épargne. Les deux partis ont conscience de participer à la génération des grands événements historiques. L'enjeu, c'est l'ordre du monde, que se disputent deux conceptions de l'homme.

Les révolutionnaires ont une vue optimiste sur l'homme; ils croient au dogme de la perfectibilité humaine; ils croient que l'homme, l'individu, n'a pas besoin ou ne doit plus avoir besoin, dans l'avenir, d'être contraint, soutenu, encadré par les institutions politiques, économiques et sociales pour vivre, prospérer, travailler, assurer la continuité de la civilisation et de l'espèce. Ils croient que le mouvement historique est un mouvement par lequel l'homme se libère progressivement des contraintes, des soutiens, des cadres que lui ont donnés les prêtres, les princes, les castes et les classes. Une première grande révolution a permis à l'homme de conquérir la liberté politique qui a laissé subsister une domination économique, en même temps qu'elle conservait les cadres nationaux. Une deuxième grande révolution, internationale celle-là, embrassant le genre humain, abattra la dernière domination économique et, toutes contraintes étant désormais abolies, l'humanité entrera dans la période glorieuse de la liberté totale. C'est le roman de l'évolutionnisme, dont la trame est intellectuelle pour les rationalistes, économique et matérialiste pour les marxistes.

Les catholiques, les esprits réalistes et scien-

tifiques ont, au contraire, une vue pessimiste sur l'homme. Ils conçoivent que l'homme, subissant les conséquences du péché originel, ou limité par l'imperfection de sa nature, ne peut vivre, prospérer, travailler, durer, que s'il est contraint, soutenu, encadré par les institutions religieuses, intellectuelles, politiques, économiques et sociales créées par l'expérience des siècles. Ils voient que le mouvement historique est plein des luttes que l'homme soutient contre lui-même pour conserver ses propres acquisitions; que l'ordre éternel mène contre l'éternelle anarchie pour maintenir l'humanité sous les voies de sa grandeur et empêcher les sociétés de sombrer dans la décadence, vers laquelle la faiblesse humaine les porte sans cesse.

Voilà les deux métaphysiques qui se combattent aujourd'hui dans les centres de la civilisation, au-dessus des partis, au-dessus des classes, au-dessus des nations, unissant des hommes de classes différentes dans de mêmes mouvements. C'est par leur présence que s'expliquent ces invraisemblables collaborations, ces invraisemblables sympathies entre certains chefs de la émocratie politique et les chefs de la révolution ociale. Quelle que soit leur horreur personnelle, hysique, pour les dévastations accomplies par

le bolchevisme, les chefs bourgeois de la démocratie politique reconnaissent dans les bolchevistes des hommes qui représentent la métaphysique du Progrès. Le président Wilson est plus près, par l'esprit, de la République des soviets que du Saint-Siège. M. Ernest Lavisse est plus près de Lénine que de Maurras ; il peut regarder avec inquiétude l'œuvre du bolchevisme : sa métaphysique, sa religion, lui commandent de découvrir, dans ce chaos, les manifestations tumultueuses du « progrès social ». Les bourgeois démocrates croyants de la religion du progrès, peuvent trembler devant les menaces du bolchevisme, ils ne sauront que lui opposer des arguments d'intérêt ou d'opportunité, car il y a identité profonde entre leur pensée et celle des doctrinaires de la révolution russe.

Contre l'erreur qui trouble le monde, dressons l'Intelligence et l'Imagination créatrice,

C'est le fonds et le tréfonds des conflits sociaux que subit le monde civilisé. Quiconque ne voit pas cette vérité ne comprendra rien au caractère des revendications révolutionnaires. De bons bourgeois démocrates entreprennent d'arrêter la révolution par des promesses de participation

aux bénéfices. Quelle simplicité ! Offrir un pour cent sur les affaires du monde à des hommes qui croient gagner d'un seul coup tous les biens de l'univers et atteindre par là le dernier terme du progrès ! Il faut voir que ces mouvements viennent de l'esprit. Cette dictature du prolétariat, réalisée en Russie, et vers laquelle on tente d'entraîner de nouvelles troupes, ce n'est, en aucune manière, le couronnement d'un mouvement ouvrier, c'est le couronnement de l'*Encyclopédie*, revue, corrigée et complétée par Karl Marx et ses disciples.

Voici l'expérience faite, et les preuves par le fait données. Cette révélation nouvelle, cette métaphysique de « l'ordre nouveau » sert-elle l'humanité ? Dans le pays où elle règne, l'homme est redevenu un loup pour l'homme, la terre cesse de produire, l'homme cesse de travailler : la ruine et la mort s'étendent sur les steppes. Les institutions politiques et sociales détruites, aucune doctrine ne peut valoir contre la barbarie déchaînée. Que le bolchevisme se propage en Europe, et c'est la chute de la civilisation. Il s'agirait bien alors de progrès et de lutte des classes ! Les institutions européennes écroulées, cette vision de Napoléon que rappelait Bainville, cette imagination de Daniel Halévy dans son

Histoire de quatre ans, deviendraient des réalités : toutes les barbaries asiatiques et africaines, contenues depuis des siècles, partant de nouveau au pillage de l'Europe !

En dernière analyse, c'est à découvrir la plus franche barbarie que nous conduit notre reconnaissance intellectuelle. Mais que l'on ne se méprenne pas sur les vrais fourriers des invasions barbares qui menacent sourdement l'Europe. L'ennemi immédiat, ce n'est pas cette fraction du prolétariat, organisée dans les syndicats révolutionnaires. L'ennemi, c'est l'esprit, c'est le mythe que l'on a répandu aussi bien dans les classes ouvrières que dans les classes bourgeoises. La plus lourde faute à commettre, la faute peut-être mortelle, ce serait aujourd'hui de nous opposer à la révolution par des formations de classes. A la folie de l'esprit, il faut opposer la sagesse de l'esprit. A la fausse science, la vraie. Aux images de la révolution, les images de la grandeur française, de la grandeur européenne. Aux efforts révolutionnaires, des efforts nationaux, unissant les bourgeois, les ouvriers et les intellectuels soumis à un même esprit.

Le problème posé dès que l'on aborde l'étude de l'économie moderne, c'est, avant tout, un problème d'ordre intellectuel. Une erreur de l'in-

telligence, commise au milieu du XVIIIe siècle, conduit des masses humaines vers la décadence. La tâche la plus urgente, la plus féconde est de lutter contre cette erreur, et contre ses serviteurs. La vérité que *l'Action française* enseigne depuis vingt ans pour la politique vaut intégralement pour l'économie. Au commencement de toutes choses est le verbe.

CHAPITRE III

L'ÉCONOMIE LIBÉRALE

SES CONCEPTIONS ET SES ERREURS FONDAMENTALES

On se demande comment il a pu se faire que les économistes libéraux qui sont, à tant d'égards, beaucoup plus les théoriciens du capitalisme que les représentants intellectuels de la bourgeoisie productrice ou des hommes de science, aient été impuissants à faire une critique vigoureuse et serrée des pauvres doctrines socialistes. L'étonnement cesse lorsque l'on a compris que les conceptions fondamentales des économistes manchestériens ou libéraux sont sensiblement les mêmes que celles des économistes socialistes. Le socialisme théorique sort de l'économie libérale comme le fruit sort de la fleur. L'étonnement des économistes libéraux devant le socialisme est celui d'hommes qui ne peuvent admettre que

la fleur devienne fruit. Ils se trouvaient pourtant devant un simple phénomène de développement de leur pensée. Encyclopédistes, économistes libéraux, socialistes, ont travaillé, dans le même esprit, à ruiner les institutions politiques, économiques et sociales de la civilisation. Et chose remarquable, tandis que les socialistes accusent les encyclopédistes et les économistes d'avoir créé la doctrine de l'Etat et de la classe bourgeoise, on constate que ces trois groupes successifs ont été les bons jardiniers de la ploutocratie, à qui les encyclopédistes ont livré la nation, les économistes libéraux la bourgeoisie, et les socialistes, les classes ouvrières.

L'erreur fondamentale des uns et des autres est de croire que la liberté est la condition nécessaire du travail, de la production et du progrès. Les uns et les autres croient que le mouvement historique n'est que la manifestation des progrès de la liberté; que l'humanité est allée progressivement, au cours des siècles, de la contrainte à la servitude ou au servage, et de là au régime de la pleine liberté. A cet égard, aucune différence ssentielle entre Condorcet, M. Paul Leroy-Beaulieu et Karl Marx. De plus, il n'y a pas de sensibles différences entre les conceptions de Marx t de Paul Leroy-Beaulieu quant aux modes de

substitution des groupes sociaux les uns aux autres; Leroy-Beaulieu regarde les féodaux à peu près comme Marx, sans voir à quelle situation politique générale répondait la féodalité, sans voir les conditions politiques qui ont rendu inutile le rôle des féodaux, et l'on s'explique mieux ici l'impuissance des libéraux à faire la critique de la lutte des classes, dont le célèbre traité de M. Paul Leroy-Beaulieu ne fait même pas mention. Même parenté intellectuelle en ce qui concerne l'État qui, chez les libéraux comme chez les socialistes, n'apparaît guère que comme un organe simplement superposé à l'économie et dont la disparition ne paraît devoir entraîner que des désordres de surface et non de fonds.

Évolutionnistes de même espèce, libéraux et socialistes ne diffèrent que sur une question secondaire : les libéraux considèrent que l'évolution économique se termine au régime de la liberté individuelle politique, de l'égalité juridique, de la liberté économique et de la propriété privée et individuelle perpétuelle. Les socialistes croient que l'évolution se poursuit, que le monde va changer de base, que la liberté politique et l'égalité juridique doivent être conditionnées par l'égalité économique, que la liberté économique capitaliste doit être continuée ou remplacée par

l'organisation économique réglementée par le libre accord des producteurs disposant également des moyens de production, et que la propriété sociale doit remplacer la propriété privée.

Les socialistes sont dans la logique des principes posés par les économistes libéraux. S'il y a « évolution », on ne voit aucune raison pour qu'elle s'arrête avant que la pleine liberté et la stricte égalité soient atteintes, et la liberté politique n'est qu'une plaisanterie si elle n'est appuyée sur l'égalité économique. Et puisque la liberté politique, qui conditionne la liberté économique, nous a rendus co-propriétaires de l'État et de ses biens propres, pourquoi arrêterait-elle là ses effets, pourquoi ne nous rendrait-elle pas co-propriétaires de tous les biens de ce monde? Les économistes libéraux, devant ces prolongements idéologiques de leur pensée faits par les socialistes, ne peuvent que rester aussi muets que les élèves des classes moyennes devant la science des classes supérieures. L'énorme effort scientifique fait par les économistes libéraux, à ... é de leurs principes, les laisse impuissants ...ant ces développements de leurs propres prin...es faits par les socialistes; quelques postulats ...s respectés que des dieux ont empêché des ...rits de premier ordre de découvrir les vérités

élémentaires que l'on aperçoit aisément dès que l'on ne subit plus les préjugés libéraux.

De nos jours, on qualifie volontiers d'anarchique, au grand scandale des économistes libéraux, le régime économique que nous ont valu les principes de ces messieurs de Manchester et de Genève. Si l'on veut comprendre comment des hommes d'ordre, et qui voulaient le bien de ce monde, ont fait une œuvre telle, il faut voir les idées qui ont présidé à l'agencement économique du XIXe siècle. Marx dit que ce sont les intérêts bourgeois qui ont agi. Il faut dire que ce sont les idées de bourgeois, ou d'intellectuels libéraux qui ont créé le mal. A l'origine du désordre économique du XIXe siècle, il y a des idées : en premier lieu, l'idée de liberté totale, qui n'est pas spécifiquement bourgeoise, qui est humaine, et qui, produit naturel et constant de l'esprit, n'acquiert de force que dans la mesure où une doctrine lui confère une haute autorité sociale. Que son expansion ait été servie par la coalition des intérêts, désireux de briser les entraves du siècle, c'est évident. Mais le mouvement initial est intellectuel, et l'idée de libert n'est pas propre aux économistes; ils l'on incorporée à leur science en formation avec l subjectivisme qui la soutenait. Il n'est pa

exagéré de dire qu'elle a faussé tout leur travail scientifique, même sur les points où il semble que l'esprit puisse pénétrer le secret des choses hors de toute influence du siècle. On peut s'en rendre compte lorsque l'on examine la théorie de la valeur établie par les économistes.

I

LA THÉORIE DE LA VALEUR

On peut considérer que l'on possède la clef de tout système économique lorsque l'on a saisi l'idée du système sur la valeur. Une théorie de la valeur était la pièce maîtresse de toute doctrine économique, ce qui provient d'une première erreur, car la valeur ne vient qu'au second rang de l'économie, après le travail qui la crée. Ceci échappe aux économistes qui, sous l'influence du romantisme du XIX[e] siècle, du subjectivisme individualiste de l'époque, sont hors d'état de poursuivre une analyse scientifique rigoureuse et ne conçoivent la valeur qu'à travers les sentiments humains. C'est par là qu'ils ont créé le désordre. De Turgot à Paul Leroy-Beaulieu, la valeur des choses réside dans l'importance que nous attachons à leur possession ou à leur acquisition ; les choses valent dans

la mesure où elles sont regardées comme propres à nos jouissances, à la satisfaction de nos désirs (Turgot). Si des économistes postérieurs ont lié la notion de valeur à la notion d'utilité, c'est en ramenant la notion de l'utile à l'appréciation du besoin, et le besoin au sentiment que l'homme en a. Au XIXe siècle, aussi bien qu'au commencement du XXe, la notion subjective de la valeur persiste : le germe de la valeur est dans le désir de l'homme. On retrouve cette notion dans la plupart des innombrables articles et études économiques qui ont été écrits sur la cherté de la vie, et dans les journaux et revues de la démocratie.

La valeur conditionnée par l'aptitude des choses à servir à nos jouissances, à satisfaire nos désirs, voilà donc le fondement de l'économie politique « orthodoxe » ! C'est sur ce sable mouvant que sont fondées toutes les institutions économiques du XIXe siècle. Plus exactement, c'est cette notion, aussi confuse, aussi incertaine que la forme des nuées, qui interdit au XIXe siècle toute institution économique autre que celles qui sont propres à exploiter la jouissance et le désir des individus. Le propre de l'institution économique du XIXe siècle, c'est de n'en pas créer dans les sociétés humaines, c'est même de

s'opposer à ce que s'élèvent des institutions spontanées. Si la vérité scientifique est que la valeur repose essentiellement sur nos jouissances et sur nos désirs, la seule politique sage et rationnelle sera d'organiser la société de telle sorte que rien, dans l'économie, ne vienne s'opposer à la satisfaction de nos jouissances et de nos désirs. Si le désir de l'homme est le créateur de la valeur, et, par conséquent, le régulateur de la production, des échanges et de la consommation, il faut que rien n'entrave la manifestation du désir. Aussi bien, la science économique du XVIIIe siècle ne peut-elle aboutir qu'au fameux « laissez-faire, laissez-passer ». Il est radicalement impossible d'asseoir une institution sociale ou nationale quelconque sur une science dont le fondement est une notion aussi fuyante, et qui met sur le même pied la boulangerie, la maison de tolérance, l'atelier de l'artiste et celui du forgeron. La seule fondation qui se puisse légitimer sera la propriété individuelle, parce que c'est sur elle que s'appuiera le désir de l'homme. Hors de la propriété, à laquelle on ne pourra donner aucune responsabilité sociale, aucune obligation sociale, liberté, liberté, et tout est dit, et tout sera pour le mieux.

Il est radicalement impossible, si l'on ne pos-

sède que cette prétendue connaissance scientifique, de trouver une règle quelconque pour l'art économique, pour une politique économique. Si le souci d'un intérêt social ou national s'impose à l'esprit et suggère quelque mesure qui retentisse dans l'économie, il ne faut pas compter passer à l'application sans violer les principes, et comme les principes sont vigoureux, on se condamne à l'inaction, à l'impuissance devant tous les maux. L'État, quand il est tenu par les fils spirituels des économistes orthodoxes, l'État n'est conçu par ceux qui le tiennent que comme un organe dont une des principales attributions est de faire respecter la liberté, la libre concurrence entre les désirs et entre ceux qui les satisfont, le libre jeu de l'offre de l'objet désiré et de la demande du désir.

Car tous ces solennels principes et ces lois solennelles de l'économie politique, liberté du commerce, liberté du travail, libre concurrence, loi de l'offre et de la demande sont inclus dans la singulière théorie de la valeur que nous tenons du XVIIIe siècle. Besoins, jouissances, désirs, ces prétendues bases de la valeur, bases sans limites, ne postulent que la liberté illimitée et conduisent à cette étonnante trouvaille de l'offre et de la demande, qui n'est à aucun titre une loi,

qui n'est rien qu'une interprétation incomplète de la réalité, faite par des hommes qui ne pouvaient admettre que la science les conduisît à nier la liberté du jeu entre la proie et le désir. Les hommes d'ordre qui ont défendu ces lois et ces principes n'ont pas eu l'occasion de constater que leur science et leur doctrine conduisait tout droit les sociétés humaines à la guerre civile.

Si le désir est la règle de la valeur, il est inévitable que, dans certaines conditions, il donne aux choses une telle valeur, un tel prix, que les moyens dont l'homme dispose pour le satisfaire soient tout à fait inférieurs à ceux qu'il faut tenir pour entrer en possession de l'objet qu'il désire. Alors, l'homme recourt à la violence, à la guerre, au nom de son désir. En période d'abondance de tous produits et de toutes denrées, c'est peu sensible. Mais en période de rareté ou de disette, si l'État est soumis aux doctrines de l'économie libérale, c'est la guerre inévitable entre producteurs et consommateurs. Si, dans ces conditions, on laisse l'offrant régler ses prix sur l'intensité du désir de pain, de viande et de vin du demandant, les prix passeront au-dessus de toutes les limites que respecte l'homme aisé, honnête et pacifique, et les halles et marchés seront transformés en lieux de troubles et

d'émeutes. Au nom de quoi, au nom de quelle science, de quels principes, l'État pourra-t-il intervenir s'il n'a dans son statut que la doctrine des économistes libéraux? Exactement au nom de rien, au nom du néant. C'est ce que l'on peut voir en l'an 1919, dans la crise qui suit la guerre. L'État français, enlisé dans les principes de l'École libérale, agit, intervient, parce que les menaces contre l'ordre l'obligent à remplir sa fonction de gendarme, mais il agit, il intervient comme un chien qu'on fouette, tardivement, maladroitement, sans direction, sans vue d'ensemble, et peu conscient de ses droits ni de ses devoirs.

C'est à cette incohérence génératrice de trouble et de guerre civile que conduisent les premiers principes des fondateurs de l'économie politique. Leur science a fortement besoin d'être revisée d'alpha à oméga, mais par des hommes ayant un autre sens scientifique que les socialistes marxistes, et qui ne prendront pas des erreurs de l'esprit humain pour des canailleries inventées par une classe sociale pour justifier l'exploitation qu'elle fait des autres classes. Les doctrines de l'économie politique que Marx disait être celles de la classe bourgeoise sont aussi désastreuses pour les bourgeois que pour

les ouvriers. Elles sont propres à faire craquer tout édifice social. Mais on peut dire que, si elles recouvrent des intérêts, si elles sont soutenues par des intérêts, ce sont ceux des agioteurs et des spéculateurs qu'elles favorisent. Ces intéressants personnages ont beau jeu dans un régime économique où sévit la liberté et où l'on a tant de facilités pour exploiter sans vergogne les désirs et les besoins du consommateur. Si la science économique a été faite pour exprimer des intérêts, c'est pour l'agiotage et la spéculation qu'elle a été codifiée. Elle offre de singuliers avantages à ceux qui se donnent pour profession de faire des prélèvements sur la fortune bourgeoise et de jouer sur les prix des produits et des denrées livrés par les producteurs bourgeois. On pourrait dire que la « Science » économique est à la bourgeoisie ce que le socialisme « scientifique » est aux classes ouvrières ; le *Manchester Guardian* et *le Temps*, ces grands organes de la doctrine, jouent auprès des bourgeois le rôle du *Vorwaerts* et de *l'Humanité* auprès des ouvriers : au nom de l'économie libérale, les bourgeois sont livrés sans défense à l'agiotage et à la spéculation, non sans bénéfice pour quelques-uns de ces journalistes, hommes d'affaires que produit notre temps ; de même, au nom du marxisme,

les ouvriers sont livrés aux mastroquets, aux politiciens et aux ploutocrates, non sans bénéfice pour quelques représentants des électeurs socialistes. Quoi qu'il en soit des intérêts qui jouent dans cette affaire, la vérité ni la science ne gagneraient rien à ce que l'on se contentât de porter condamnation morale contre les flibustiers. Il faut traiter les doctrines de l'économie politique, produit de l'esprit, par l'esprit. Et, pour empêcher le jeu des flibustiers, il faut détruire l'erreur de l'esprit qui a créé un régime économique où la flibuste jouit d'une pleine liberté.

II

LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Une des plus étonnantes inventions des économistes, c'est la loi de l'offre et de la demande. Cette *loi*, invoquée avec tant de respect par tous ceux qui ont bu le lait de l'économie politique, a la même valeur scientifique que la théorie de la valeur basée sur le désir dont, au surplus, elle procède. Le monde moderne est plein de vénération pour cette loi, qu'il suffit de faire intervenir dans les Parlements ou dans les assemblées professionnelles pour clore toutes les discussions. Or, c'est la plus creuse sottise qu'ait

produite la science économique, et c'est un vrai scandale que de la voir enseignée comme une vérité scientifique dans les écoles officielles et privées.

On enseigne que la valeur d'un produit tend d'autant plus à la hausse que le produit est plus demandé, et tend d'autant plus à la baisse qu'il est plus offert; de la combinaison de l'offre et de la demande, la valeur d'échange, les cours s'établissent. On conçoit malaisément que des hommes rompus aux exerciees de la raison n'aient pas soupçonné l'invraisemblance et l'insuffisance d'une doctrine qui fournissait des « lois » ainsi énoncées. La loi de l'offre et de la demande n'a guère plus de valeur scientifique que les vérités de M. de la Palice (mais elle est moins innocente). Elle apporte dans les phénomènes économiques autant de lumière qu'en apporterait, dans les phénomènes physiologiques, une loi qui dirait que l'institution de la famille est fondée sur le désir que l'homme éprouve à l'égard de la femme, et que le nombre des mariages est d'autant plus grand que les hommes recherchent plus l'éternel féminin. On s'explique que Paul Leroy-Beaulieu qui croyait que la loi de l'offre et de la demande est la loi souveraine, la loi ultime, qui détermine toutes les valeurs, ait reconnu

qu'elle ne donne que « des indications générales, qui ne laissent pas que d'être un peu vagues ». La vérité est que la loi formulée n'explique rien, absolument rien, et que la loi elle-même n'existe pas.

Les économistes avaient nommé « loi » une simple constatation; ils avaient remarqué que lorsqu'un produit est rare sur un marché, il est plus cher, s'il est autant demandé que lorsqu'il est plus abondant. Croyant à l'influence du désir, du besoin, sur la valeur, ils concluent que l'excès des demandes sur les offres a augmenté la valeur du produit. Leur explication se réduit au constat qu'est capable de faire le surveillant du marché, ou à la notion que peut acquérir un marchand qui n'a besoin de juger que sur les dernières apparences et pour qui l'investigation scientifique est un luxe. Si l'on considère que la demande, concernant les denrées de première et de seconde nécessité, est une constante (exception faite pour les cas de changement soudain des chiffres de population), ce qui n'est pas à démontrer, il ne reste que la seule constatation de la coïncidence des hauts prix et de la rareté. Pourquoi la rareté fait-elle élever les prix? Nous ne sommes pas éclairés sur ce mystère.

Si, au lieu de raisonner en marchands, les économistes avaient raisonné en producteurs, ou s'ils avaient, comme la raison le conseille, poussé leur observation du marché jusqu'à la production, ils auraient découvert sans grande difficulté que la valeur des produits étant influencée, non par le désir du producteur, mais par le prix de revient, c'est-à-dire par les sommes d'efforts humains, d'emploi et d'usure de matériel incorporé au produit, il va de soi que la valeur des produits décroît en raison de leur abondance, croît en raison de leur rareté, quelle que soit la demande. La raison est d'une évidence aveuglante : la demande diminue selon les *prix*. D'une manière générale, pour les produits du sol, il y a une constante, propre à la période de production, qui comprend le travail accompli, le loyer de la terre, l'usure du matériel, les frais et bénéfices nécessaires, et une variable soumise au gel, à la pluie et au beau temps, qui est le rendement. La constante étant de 100 francs pour un produit donné, si le rendement est de 100 unités, le prix de l'unité au marché sera de 1 franc; si le rendement est de 50, le prix atteindra 2 francs. Si les œufs sont plus chers au mois de décembre qu'au mois de juin, ce n'est pas parce qu'ils sont plus demandés, c'est

parce que, les poules pondant moins et nécessitant autant de frais, sinon plus, le prix de revient de l'œuf est plus, élevé. Si le vin est moins cher dans une année où la récolte est somptueuse, ce n'est pas parce qu'il est moins demandé, c'est parce que, le rendement de la vigne ayant été plus élevé et les frais de récolte et de fabrication égaux à ceux de l'année précédente, le prix de revient au tonneau est moins élevé. L'offre et la demande ne jouent aucun rôle dans les prix pratiqués, qui dépendent du coût de la production et de son rendement. *Ce n'est pas la demande qui fait baisser ou hausser les prix; ce sont les prix qui font augmenter ou diminuer la demande.* Quand le vin est trop cher, on boit de l'eau; faute de grives, on mange des merles.

Plaisir, jouissance, goût, besoin, tout cela n'intervient que très accessoirement dans la détermination des valeurs. Offres et demandes n'y sont pas moins étrangères et n'ont qu'une influence accidentelle sur les prix. Les économistes ont été victimes de leurs idées et d'une illusion : observant surtout les marchés de denrées et de valeurs financières, ils ont été aveuglés par ce fait que les prix paraissent s'établir au moment des ventes, c'est-à-dire au moment où se produisent l'offre et la demande, et ils ont

pris ces signes pour des causes. S'ils n'avaient pas été soumis à leur théorie de la valeur, ils eussent découvert un autre mécanisme que celui de l'offre et de la demande :

1° Pour les marchés de denrées, les prix de vente ne peuvent être fixés à la ferme, d'après le prix de revient, parce que la rareté ou l'abondance dans une entreprise individuelle ne signifie pas nécessairement rareté ou abondance locale, ou régionale. C'est sur le marché seulement que l'on connaît le rendement moyen d'une localité ou d'une région, et c'est alors seulement que s'établissent les prix, d'après ce rendement moyen. Les prix peuvent être influencés par les prix de marchés voisins, régionaux ou nationaux, selon que le rendement des régions voisines est plus ou moins fort, et selon la rapidité et les prix des transports. Mais à la base du prix est toujours le prix de revient. Il se peut que des produits soient néanmoins fortement influencés accidentellement par l'excès ou la réduction des demandes. L'excès des demandes porte le vendeur à exploiter les besoins pour tirer de ses produits un sur-bénéfice occasionnel. Mais un excès de demandes prolongé entraîne une augmentation de la production et, par suite, l'abandon de ces pratiques. La réduction extrême

le porte au contraire à vendre à perte; ceci est vrai lorsqu'il s'agit de denrées périssables et que le vendeur calcule que, s'il ne vend point, il perdra tout; mais le fait ne se produit point lorsque la marchandise peut être emmagasinée.

2° Pour les marchés de valeurs financières, les prix ne peuvent être fixés avant l'ouverture des cours pour des raisons particulières, et dont certaines sont tout à fait étrangères aux phénomènes économiques. Les valeurs d'État comme les valeurs industrielles ont toutes une valeur réelle qui peut être déterminée en dehors de toute offre et de toute demande, les premières dépendant de la richesse et des ressources des États, les secondes du rendement et des garanties du remboursement des entreprises. Mais, en ce qui concerne les fonds d'État, richesses et ressources varient d'une heure à l'autre, puisqu'elles dépendent de la sécurité extérieure et intérieure des États, et du crédit qui leur est accordé. L'estimation ne peut être faite qu'au cours des séances quotidiennes. Si, à ce moment, on peut croire que les cours sont établis selon les offres et demandes, avec retentissement des fluctuations de valeur sur les unes et les autres, il n'en reste pas moins que la vraie déterminante de la valeur, c'est le rendement et les chances de

recouvrement des fonds d'État, c'est-à-dire, en dernière analyse, le matériel et le rendement de la production nationale. Toutes autres variations ont des causes étrangères à l'économie : c'est le jeu, la spéculation, la blagologie financière.

Les valeurs d'entreprises privées ont également une valeur réelle qui peut être établie en dehors des offres et des demandes, que leurs bilans, quand ils sont établis honnêtement, indiquent d'une manière précise. Mais, outre qu'elles subissent elles aussi, bien que dans une proportion moindre, les dépréciations ou les hausses dépendant des événements, elles sont, pour une grande partie du public, de nobles inconnues. Leur véritable valeur, représentée par le matériel des entreprises et leur rendement, est ignorée du public, non seulement parce que celui-ci est sans moyens d'information absolument sûrs, mais parce que beaucoup d'entreprises publient des bilans inintelligibles ou truqués et invérifiables, et parce que beaucoup de financiers fournissent sur ces valeurs des renseignements non moins truqués et non moins incontrôlables. C'est surtout pour ces valeurs que la « loi » de l'offre et de la demande paraît être vraie. Ce n'est encore qu'une illusion : offres et demandes ne viennent ni du besoin

d'acheter, ni du besoin de vendre : elles sont provoquées par les campagnes de crédit ou de discrédit que font les financiers. Mais, au surplus, les cours ne s'élèvent ou ne s'abaissent que dans la mesure où les financiers font croire au public que les entreprises représentées par ces valeurs rendront ou ne rendront pas, ou ont leurs capitaux solidement garantis ou en position risquée. C'est encore l'estimation du matériel et du rendement de la production qui détermine l'établissement des prix.

Pour toutes ces valeurs, le jeu de l'offre et de la demande est une pure fiction. Offres et demandes ne sont même pas des signes, car elles sont artificiellement provoquées sur une large échelle. Enfin, il convient de remarquer que les cours de valeurs ne sont pas du même ordre que les cours des produits. Les cours des denrées et produits valent entre producteurs et consommateurs, c'est-à-dire entre gens qui sont dans la nécessité de vendre et gens qui sont dans la nécessité d'acheter; en dehors des émissions, les cours de titres ne valent qu'entre capitalistes ou épargnants, pour qui la chose mise au marché est de même usage. On peut acheter et vendre en dehors du cas de nécessité : c'est ce qui donne une telle importance apparente dans les transac-

tions à la « loi » de l'offre et de la demande, dont on pourrait dire qu'elle a été inventée pour légitimer les opérations de bourse. Les spéculateurs ont le plus grand intérêt à bien convaincre le public de la valeur scientifique de cette loi : cela légitime les variations des titres en dehors de toute variation de la valeur des affaires, qu'ils sont seuls à connaître et sur quoi sont basés leurs calculs. Il ne serait pas exagéré de dire que les jeux de la Bourse, l'agiotage, la spéculation reposent sur l'exploitation, par des hommes qui possèdent une vraie théorie de la valeur, du travail et des biens de ceux qui ont une vue fausse sur la valeur et qui croient aux jeux de l'offre et de la demande. Je ne dirai pas que ces théories, à l'origine desquelles on trouve une erreur de l'esprit, ont été inventées pour servir les intérêts de la « classe » des spéculateurs ; mais c'est un fait que, depuis un siècle et demi, ils en ont tiré un parti très profitable. Les théories économiques que Marx croyait avoir été inventées pour les intérêts de la classe bourgeoise ont servi à la détrousser. Les spéculateurs n'avaient évidemment pas attendu que la loi de l'offre et de la demande fût formulée pour tenter et réussir leurs opérations. Mais ils ont eu les coudées franches du jour où elle eut conquis les têtes pen-

santes. Du temps que l'État ne croyait pas à la valeur scientifique de cette loi et des théories qui la soutiennent, il savait intervenir pour protéger le public. Entravé par ses doctrines, il laisse aujourd'hui toute liberté au spéculateur. Et chacun peut constater à l'issue de la guerre, que, devant les graves problèmes que pose la vie chère, l'État moderne hésite, ne sait comment agir, comment intervenir, tant il craint de déchaîner des désastres, s'il porte une main sacrilège sur les libres mouvements de l'offre et de la demande et des autres déesses de l'Économie politique.

III

LA CONCURRENCE

Je consens que les économistes ont été mus par le souci du bien public, bien social, bien national, bien humain. Mais les idées qu'ils ont données au monde moderne constituent des poisons sociaux d'une rare violence. L'idée de la concurrence est un de ces poisons qui, administrés à haute dose, conduiraient un peuple à sa perte par des voies assez rapides. Paul Leroy-Beaulieu, à qui il faut toujours demander des définitions précises des doctrines de l'économie

libérale, dit de la concurrence qu'elle « s'entend d'un milieu absolument libre, où producteurs, consommateurs sont en face les uns des autres, armés de droits juridiques absolument égaux, et où toutes les transactions résultent uniquement de l'accord final des volontés des parties en présence ».

La concurrence serait en outre le phénomène économique par excellence, et l'on a pu dire que, sans elle, l'économie politique n'existerait pas en tant que science.

Soulignons tout de suite l'étrangeté de cette vue ; le phénomène économique par excellence, c'est la production, et non un de ses modes. L'économie politique, en tant que science, existerait parfaitement bien sans la concurrence ainsi entendue. L'existence de cette science n'est en aucune manière subordonnée à l'existence de tel ou tel mode de production ; elle ne sera pas supprimée le jour où cessera d'exister le système économique dominé par la libre concurrence. Mais la pensée des économistes, dégagée de ces affirmations, est que la libre concurrence est le seul moyen, pour les peuples, de parvenir à un très haut degré, le plus haut, de l'activité économique. C'est précisément ce qui est très contestable.

La concurrence, en somme, c'est le phénomène économique propre à un régime où la liberté du travail, la liberté du commerce et de l'industrie s'exercent sans entraves, sans limitation, sans intervention d'aucune sorte. Nous disons qu'une nation qui subit un pareil régime, intégralement, produit dans de très mauvaises conditions et se décompose rapidement.

Il est certain que la concurrence entre les hommes est un des moteurs les plus puissants de l'activité humaine. Mais seulement lorsqu'elle est tournée vers le mieux, lorsqu'elle est comprimée de telle manière, par une contrainte extérieure, qu'elle tend au plus grand effort. La concurrence entre les enfants, sous la férule du maître, aboutit à l'acquisition voulue, désirée, de plus de science ; retirez la férule, elle conduit à la plus grande paresse et à la prise d'ascendant, sur la classe, par les plus bruyants, les plus pillards, les plus batailleurs. La concurrence entre producteurs, quand elle est maintenue par l'État dans le cadre du bien social et national, conduit les producteurs à créer de meilleurs produits à meilleur marché, plus utiles à l'homme. La concurrence jouissant d'une liberté sans limite, conduit les producteurs à chercher leur plus grand profit, non dans la fabrica-

tion et la vente des choses les plus utiles à l'homme, mais dans la fabrication et le commerce de ce qui sert le plus les appétits de jouissance et de plaisir. C'est ce que les économistes n'ont pas vu. Fils de Rousseau aussi bien que de Turgot et d'Adam Smith, croyant à la bonté originelle de l'homme, croyant à la spontanéité de l'homme vers le bien, — ou, catholiques dévoyés, croyant à la possibilité de la restriction individuelle dans la liberté sociale, ils ont considéré que la liberté absolue ne pouvait entraîner aucun mal individuel ni social. La raison et la tradition enseignaient le contraire; l'expérience en a fourni d'innombrables preuves.

La libre concurrence a donné d'heureux résultats tant que les nations modernes, vivant sur le trésor de mœurs, d'usages et d'habitudes dont elles ont hérité des grands siècles, en ont limité mécaniquement les effets. Le goût du beau travail, l'amour du métier, l'honneur professionnel, les vertus d'ordre, de discipline, d'abstinence, de « bonnes vie et mœurs », que les régimes à liberté limitée avaient cultivées chez les Européens et surtout chez les Français, ont été à la fois les moteurs et les freins de la libre concurrence. Mais ce frein a fini par être entamé par la libre concurrence, qui appelait au

jour l'éternelle anarchie des passions jusque-là comprimée. La désorganisation latente est alors apparue au grand jour.

Dans le travail proprement dit, le chef d'entreprise a été amené à rechercher son plus grand profit, moins dans l'invention et la meilleure organisation (où il avait toute liberté, mais où il trouvait le plus grand effort) que dans la compression des salaires. Il est vrai que la compression des salaires a été compensée par une diminution du prix des produits, la concurrence ayant une influence évidente dans la recherche des bas prix. Mais ce fut aux dépens de la qualité de la production, et parfois par fraude sur la nature même des produits. Chaussures à semelles de carton, confitures d'abricots fabriquées avec des citrouilles, camelote et produits truqués sont. avec les salaires de famine, d'authentiques créations de la libre concurrence.

En ce qui concerne les règles générales de la production, autre désorganisation. Les règlements corporatifs ou d'État ayant disparu, toute règle étant considérée comme une entrave, la règle devient extérieure à la production. On la trouve dans le désir, le choix, la satisfaction du « demandeur ». On ne se contente pas de fournir aux consommateurs des objets qui lui sont utiles;

on subordonne leur fabrication à son plaisir, à son goût, même quand les procédés de production en souffrent. La multiplicité des désirs et des goûts entraîne la multiplicité des types de fabrication, qui ne sont plus régis que par la fantaisie du consommateur. On cherche à créer des différences extérieures entre les types, non pour appuyer une fabrication sur des nécessités nouvelles, mais pour la faire soutenir par quelque fantaisie du goût public. Conséquences : gaspillage de temps, d'efforts, de matériaux, de frais d'études, de travail, de transport, sans aucun profit pour la collectivité ni pour la production ; oubli des règles et des connaissances professionnelles. Le goût du public, dont les effets étaient limités auparavant au choix entre les productions, vint régir la manière de produire : on peut juger de cette substitution lorsque l'on voit la chute des arts graphiques et de l'architecture au XIXe siècle.

Il faut ajouter que la course aux bas prix de vente a eu une autre répercussion sur la valeur des producteurs : elle a abaissé la valeur professionnelle et a tué l'apprentissage. Les entrepreneurs, baissant leurs prix, étaient toujours obligés de courir au plus pressé pour rétablir une juste proportion entre leurs prix de revient et leurs

prix de vente : le plus pressé, l'immédiat, ce n'était pas de chercher une amélioration technique, trop longue et trop coûteuse, c'était d'employer une main-d'œuvre peu qualifiée et moins exigeante ; par la même voie, ils ont été conduits à transformer les apprentis en manœuvres, rendant des services immédiats. On a ainsi introduit dans toutes les corporations des non-valeurs professionnelles. Ceci est vrai pour la main-d'œuvre. C'est également vrai pour la direction, pour d'autres raisons. La liberté industrielle et commerciale a ouvert n'importe quelle profession à n'importe qui, sans autres garanties qu'une honorabilité mal définie et une solvabilité limitée. Le résultat a été le développement de l'incompétence et de l'irresponsabilité. Les libéraux affirment que la liberté a créé la responsabilité du producteur. Elle n'a créé, ou plutôt elle n'a développé que la responsabilité capitaliste du capitaliste. Mais elle a rendu le producteur irresponsable de la qualité, de la valeur de sa producduction ; elle lui a enlevé toute la responsabilité sociale. L'entrepreneur a été libre de « gâcher le métier » par les baisses de prix, les fabrications mauvaises, l'exploitation, l'exploitation des travailleurs et des consommateurs. Nul n'était qualifié pour lui demander raison et justice de ces

actes ; l'esprit public était d'ailleurs entraîné à considérer qu'il ne pouvait exister aucune responsabilité à cet égard. L'entrepreneur n'a été jugé que sur le paiement de ses échéances et sur ses bilans. Les entreprises sont devenues exclusivement des entreprises capitalistes. Toute hiérarchie de la production, basée sur les différentes valeurs des métiers, a disparu. Les entreprises n'ont été jugées que sur le rendement capitaliste de l'entreprise. Socialement, dans ce régime, un tenancier d'assommoirs, qui « gagne » cent mille francs par an à empoisonner le pays, a le même rang et la même valeur que l'éditeur ou le fabricant de draps qui réalisent des bénéfices égaux.

Les effets de cette loi capitaliste des entreprises, joints à la liberté d'exploiter également les besoins vrais, les besoins factices, les plaisirs et les vices de l'homme, ont été profonds dans l'économie générale. Une part importante, tout à fait excessive, a été faite à l'exploitation de la vie factice et de la pourriture sociale ; le régime de la liberté économique y portait naturellement ; il devait se produire appel des capitalistes vers es métiers où l'on gagne l'argent aisément, ceci n vertu de la loi qui régit toutes les actions humaines, celle du moindre effort. Or, il est bien

connu que les métiers qui exploitent les besoins humains de plaisir, de jouissance, voire de vice, sont ceux qui sont les plus rémunérateurs. La ménagère marchande une botte de poireaux ; la mère de famille discute les prix des vêtements de ses enfants ; l'ivrogne, le débauché, la coquette, la fille de joie ne marchandent ni le petit verre, ni les franfreluches, ni les bijoux. Tout ce qui vit en marge de la vie normale paie sans compter. Toute passion déréglée se paie au prix fort. Dans cet ordre les gains sont faciles. Le régime de la liberté économique nous a valu une fameuse exploitation des faiblesses humaines qui ont absorbé les efforts d'un nombre énorme de travailleurs. C'est une perte sèche pour la production. Les malheureux crétins qui croient que cela fait marcher le commerce, ne se rendent pas compte que cela nous fait payer le beurre plus cher. Ne citons qu'un de ces commerces : celui de la boisson ; le régime de la libre concurrence est responsable du nombre invraisemblable de mastroquets qui deviennent de respectables rentiers après avoir empoisonné la nation.

Mais ce sont là les moindres maux de la concurrence : le pire, c'est qu'elle apporte dans tous les pays qui la subissent de redoutables ferments de guerre civile. C'est à elle que nous

devons les menaces de révolution sociale qui pèsent sur la civilisation contemporaine. Le socialisme est le fils ingrat de l'économie libérale, car, bien qu'il ait fait la critique de l'économie politique, il a utilisé ses méthodes intellectuelles et n'a fait que prolonger le roman de l'évolutionnisme politico-économique que ses prédécesseurs arrêtaient à l'avènement du capitalisme. Et ce sont les maux déchaînés dans le monde par la libre concurrence qui ont provoqué, chez les ouvriers surmenés et mal payés par des patrons subissant eux-mêmes la pression de la concurrence sans frein, l'explosion des sentiments de colère, de haine, que les théoriciens et les politiciens du socialisme ont exploités. Les mouvements ouvriers de notre siècle sont une réaction contre un système économique qui brisait et dominait la vie ouvrière, et, s'ils ont pris une direction révolutionnaire, tendant à la destruction des conditions de toute vie politique et sociale, c'est parce que la pensée socialiste n'a fait que prolonger la courbe intellectuelle de l'économie politique. L'impuissance de l'économie libérale à faire la critique décisive du socialisme vient du fait qu'elle ne pourrait pousser sa critique à fond sans nier ses premiers principes. Économistes libéraux et socialistes sont d'accord

sur le caractère de l'évolution économique : mais les premiers disent l'évolution arrêtée, les seconds affirment qu'elle continue et qu'elle n'atteindra son dernier terme qu'au moment où le prolétariat prendra possession des moyens de production. Ici seulement commence la querelle : c'est une querelle entre aînés et puînés.

Au surplus, ce n'est pas seulement par le moyen indirect de l'action intellectuelle que l'économie libérale nous pousse vers la guerre civile ou la guerre sociale. Directement, par le simple jeu de ses prétendues lois, elle organise la guerre entre citoyens. La guerre; je ne dis pas : la lutte économique, mais la guerre, avec armes. En effet, si, en période d'abondance, la libre concurrence ne nous empoisonne, ne nous dissout que lentement, en période de disette, elle nous accule à la guerre. Si vous voulez vous en rendre compte, observez le temps où vous vivez, le temps où nous sommes, depuis l'an 1914 jusqu'à l'an 1920 ou 1921, et imaginez ce qui se passerait si nous étions replongés dans le régime de la liberté commerciale absolue : nous manquons de charbon, nous manquons de blé, nous manquons de bien d'autres choses; supprimez la répartition : laissez jouer la vraie et authentique liberté commerciale : alors, ou bien

le charbon et le blé seront bloqués dans certaines régions, et ce serait la guerre entre régions pour le pain et le charbon ; ou bien les marchands de charbon et de blé, spéculant sur les demandes, les désirs, les besoins, feraient monter les prix à de tels taux que le charbon ne pourrait plus être acheté que par les riches, et que le pain manquerait à la table du pauvre ; conséquence, guerre civile et guerre sociale.

Il suffit de faire ces hypothèses, qui n'ont pas été seulement des hypothèses dans quelques pays et à certains moments de la guerre, pour se rendre compte que les dogmes de l'économie politique sont propres à briser les liens sociaux des pays qui les respecteraient rigoureusement. C'est alors que l'on voit combien il est sot de dire qu'ils ont été inventés pour servir les intérêts de la bourgeoisie. Ils desservent aussi bien les intérêts populaires que les intérêts bourgeois. Ils ne servent que les intérêts des marchands et des spéculateurs. Si les théories n'étaient que la transposition des intérêts en figures intellectuelles, on pourrait même dire que les théories de l'économie libérale traduisent les intérêts de ces marchands orientaux qui, dans les bazars, dans les soukhs, fixent leurs prix, non sur leur prix d'achat, mais selon la

tête du client. Psychologiquement, il ne serait pas hasardeux de voir dans les formules et les « lois » de l'économie politique, l'influence des habitudes intellectuelles d'un groupe ethnique qui, depuis des siècles, trafique sur les marchés de l'Orient et de l'Occident. Mais quelle qu'ait pu être la valeur d'influences de cette nature sur la constitution des doctrines économiques, il faut voir surtout que leurs erreurs sont des erreurs de l'esprit. Il faut leur opposer la raison, la science, la vérité.

CHAPITRE IV

L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

L'économie socialiste, héritière intellectuelle de l'économie libérale, a les mêmes prétentions scientifiques que sa devancière. Elle nomme science son interprétation de l'histoire et des phénomènes économiques et qualifie scientifiques ses imaginations de l'avenir. Ses prétentions ne sont pas plus justifiées que celles de son aînée. C'est ce que l'on peut voir lorsque l'on examine, sans préjugés, l'œuvre de celui de ses théoriciens qui a eu les plus grandes prétentions scientifiques, Karl Marx. L'œuvre de Marx, au reste, résume ou domine les doctrines socialistes en circulation en l'an 1919; en Europe, aux Amériques, la forme dominante du socialisme est le marxisme; la révolution russe de 1917 a été accomplie selon les dogmes marxistes, et toutes les tentatives révolutionnaires qui se sont pro-

duites depuis la grande guerre sont ordonnées selon les idées de Marx sur la lutte des classes, la plus-value, et la dictature du prolétariat. Le socialisme français, dont la plus grande figure a été Proudhon, et dont les idées n'étaient pas inconciliables avec une organisation sociale rationnelle, a été, comme la plupart des socialismes nationaux, entièrement recouvert par le marxisme. Nous pouvons considérer que les idées marxistes sont les idées fondamentales du socialisme contemporain.

Le socialisme, dans la critique qu'il a faite de l'économie politique, s'est placé dans le prolongement des principes des économistes. Il n'en a pas entrepris la révision; issu de la même culture et des mêmes habitudes intellectuelles, il n'a pas mis en doute la vérité des premiers principes. Les économistes avaient détaché l'économie de la politique; les socialistes subordonnent la politique à l'économie; économistes et socialistes sont d'accord sur le mouvement général du monde conçu comme une libération progressive du travail, éliminant peu à peu toutes les contraintes; mais les socialistes prolongent cette libération jusqu'à la disparition de la contrainte purement économique, celle qui résulte de l'appropriation des biens par l'homme;

les économistes reconnaissaient légitime l'égalité juridique, comme nécessaire au libre jeu des forces économiques; les socialistes déclarent nécessaire l'égalité économique, afin que toutes les forces économiques, individuelles ou sociales, puissent se manifester librement et atteindre leur plus grand rendement [1]. Les économistes déclarent nécessaire que, pour maintenir le libre jeu des forces économiques, les affaires communes d'un pays doivent être gérées par la libre entente des hommes intéressés à jouir de cette liberté, et l'aboutissement est la démocratie politique; les socialistes étendent cette nécessité à l'économie et tendent à réaliser la démocratie économique. Les Soviets, en somme, n'ont pas été inventés par les socialistes marxistes; il n'y a aucune différence essentielle entre les Soviets nommés Chambre des Députés ou des Communes, qui ont un rôle politico-économique, et les Soviets de Lénine; il n'y a que des différences de compétence, au sens juridique. La Chambre des

1. Pour les socialistes, l'héritage permet à un homme incapable ou incompétent d'assurer une fonction économique à laquelle il est inapte. L'intérêt social du plus grand rendement exigerait donc que les différences fussent au moins annulées au départ de l'activité économique des hommes. C'est l'application à l'économie des thèses soutenues par les économistes en ce qui concerne l'organisation politique.

Députés n'est pas plus qualifiée pour organiser la marine marchande que le Soviet de Moscou pour organiser la production dans les usines. En toutes choses, économistes libéraux et socialistes sont liés par leurs premiers principes, et comme leur action a partout les mêmes résultats (qui sont contraires à leur attente), on s'explique, par cette parenté, l'alliance partout constatée de ceux que Maurras nomme l'Argentier et l'Émeutier. Les uns et les autres ignorant complètement le rôle de l'autorité, de la contrainte dans la création économique, les uns et les autres ne considérant les efforts économiques qu'au point de vue du rendement brut, brisent également les protections politiques et sociales que le long effort de l'humanité a données au travail de l'homme.

Il y a toutefois entre les économistes libéraux et les socialistes une différence très sensible : les premiers ont pu se tromper sur les principes de leur science; mais, plongés, pour la plupart, dans le travail ou les affaires, ils ont donné de nombreuses preuves de réalisme et d'esprit scientifique dans l'étude des phénomènes économiques secondaires, chaque fois qu'ils n'étaient pas arrêtés, dans leurs investigations, par leurs doctrines générales; les socialistes, au contraire,

formés en majorité dans les milieux intellectuels ou politiques, ne connaissant les faits économiques que par l'extérieur, par l'étude des « documents » ou des doctrines, ont été très inférieurs à leurs devanciers. Si nous nous bornons à considérer deux figures représentatives de l'économie moderne, Marx pour les socialistes, et Paul Leroy-Beaulieu pour les libéraux, nous serons amenés à reconnaître à l'œuvre de Leroy-Beaulieu (dont les affirmations doctrinales nous font sourire) une valeur réaliste et scientifique très supérieure à celle de l'œuvre marxiste. On pourrait dire que les économistes libéraux du XIXᵉ siècle ont, par les conclusions qu'ils tiraient de leurs observations personnelles, faites sur le réel, limité le développement des principes absurdes qu'ils avaient reçus des fondateurs de l'économie politique, soumis au déséquilibre intellectuel du XVIIIᵉ siècle. Les socialistes, au contraire, étrangers au travail et aux affaires, n'ont été arrêtés par aucune considération du réel, et ont donné aux erreurs intellectuelles du XVIIIᵉ siècle le développement logique qu'elles postulaient.

A cet égard, Marx est éminemment représentatif. Marx, étranger aux affaires et au travail, est le type de l'homme qui raisonne sur l'économie d'après les documents et matériaux de

bibliothèque, sans avoir la pensée, ni les moyens de confronter ses raisonnements à la réalité, c'est-à-dire à l'observation du fonctionnement intime des entreprises économiques. Il n'est pas d'intelligence, si bien équilibrée soit-elle, qui n'aboutisse à l'erreur dans de telles conditions. Un an d'exercice à la tête d'une usine ou d'une maison de commerce eût appris plus de choses à Marx que dix ans de fréquentation au British Museum.

Proudhon, qui a connu le travail, le vrai travail, et la vie des entreprises, a été maintenu dans la direction de la vérité par l'observation directe de l'économie. Marx, journaliste et homme de cabinet, a été conduit à l'erreur par le caractère de ses études, et ceci bien qu'il fût servi par une incontestable vigueur intellectuelle. Il a employé pour l'investigation économique une méthode qui vaut pour les recherches philologiques. Il était ainsi dans la position d'un homme qui eût entrepris de faire de la physiologie sans disséquer, et dont, au surplus, l'objet secrètement désiré eût été d'obtenir des succès de chaire. Avec cette méthode, Marx a fourni une œuvre qui ajoute, aux erreurs de l'ancienne économie politique, des erreurs nouvelles énormes, monstrueuses, qui menacent les fondements

de la civilisation. Si la révolution russe a produit les résultats que l'on sait, faisant regresser les Russies au régime qu'elles ont connu au temps de la Horde d'or, si la réorganisation économique est si rudement entravée en Occident par des secousses révolutionnaires, ce n'est pas parce que les ouvriers sont avachis par une vague de paresse, c'est parce que le monde ouvrier a été très fortement pénétré par les erreurs marxistes prises pour des vérités scientifiques et qui lui font regarder l'abolition du patronat, l'expropriation du capitalisme, la socialisation des moyens de production comme le terme nécessaire et fatal de l'évolution économique.

A la base de tout le mouvement socialiste qui tend à la révolution sont les erreurs marxistes.

LA THÉORIE MARXISTE DE LA VALEUR ET LA THÉORIE DE LA PLUS-VALUE.

La doctrine de la lutte des classes aboutissant à la dictature du prolétariat ne se suffit pas à elle-même dans l'œuvre marxiste. J'ai montré qu'elle est sans valeur historique. Mais il reste à xpliquer le rôle qu'elle a joué dans le mouvement socialiste et comment cette conception matérialiste de l'histoire, qui pourrait ne donner

lieu qu'à des débats académiques, est devenue un moteur dans les luttes sociales. Une doctrine de la lutte des classes ne conduit pas nécessairement à la révolution; une doctrine sur la dictature du Prolétariat ne conquiert pas nécessairement le prolétariat que l'on appelle à la dictature. Mais l'explication marxiste de l'histoire par la lutte des classes conduit à un mouvement révolutionnaire et peut séduire une partie du prolétariat parce qu'elle contient une autre conception qui lui est antérieure : c'est l'explication que Marx a donnée du profit capitaliste et qui est connue sous le nom de théorie de la plus-value. Marx n'a pas simplement constaté des antagonismes de classes qui se résoudraient par des luttes politico-sociales; il a déclaré reconnaître, dans l'histoire des luttes de classes, dont le principal moteur serait la volonté qui porte le prolétariat vers sa libération politique et économique. A l'origine de la conception historique de Marx, on trouve cette idée que le prolétariat est exploité, volé, dépouillé par les autres classes. C'est la pensée maîtresse de l'œuvre marxiste. La théorie historique de la lutte des classes n'est qu'une tentative de justification par l'histoire d'une très pauvre thèse économique, la théorie de la plus-value.

La théorie de la plus-value est elle-même appuyée par une fausse théorie de la valeur, que Marx et ses commentateurs ont présentée comme le résultat de recherches scientifiques. Il n'est pas exagéré de dire que les quelques douzaines de pages où Marx fit sa théorie de la plus-value ont commandé la direction révolutionnaire prise par les socialistes et les plus actifs des syndicalistes. L'antagonisme des classes ouvrières et des classes bourgeoises est de nature purement économique ; il est normal, et se résout sans cesse par les accords de fait ou de droit que concluent et renouvellent les intéressés. Mais la volonté révolutionnaire des groupes ouvriers tendant à l'expropriation du capitalisme est étrangère à l'économie ; elle ne s'explique que par l'erreur commise par Marx.

Cette erreur, fondement de l'œuvre marxiste, peut être saisie sans peine dans ce petit livre traduit en français sous le titre *Salaires, Prix et Profits* (on sait que l'énorme *Capital* n'est en somme que le long développement de cette étude). Marx, ayant fourni à son tour une théorie de la valeur (fausse, nous le verrons tout à l'heure), Marx aborde le problème du profit capitaliste.

On reste confondu devant la pauvreté de

l'explication qu'il en donne. Marx admet tout d'abord, sans même daigner fournir un commencement de preuve historique, que la société capitaliste prive le travailleur de l'usage indépendant de sa force de travail. Ceci étant donné, Marx établit que le travailleur sera obligatoirement un salarié. Il suppose, pour la commodité du raisonnement, que six heures de travail sont le temps moyen pour produire la quantité moyenne de choses nécessaires à la vie du travailleur. Toutes ces suppositions gratuites étant faites, nous arrivons à ce que Marx appelle le point décisif. Le travailleur loue sa force de travail au capitaliste. Le capitaliste, au lieu de faire travailler son salarié six heures par jour, lui imposera « mettons, dit Marx, douze heures par jour ». Et voici le texte même de Marx sur ce point capital :

« En outre et en sus des six heures qu'il faut pour produire son salaire ou la valeur de sa force, l'ouvrier aura donc à travailler *six autres heures* que j'appellerai heures de *sur-travail*, lequel sur-travail se réalisera en une *plus-value* ou un *sur-produit*. »

Ce serait l'explication du profit capitaliste : le capitaliste « empoche », selon l'expression de Marx, le travail impayé de l'ouvrier qui est cons-

titué par cette fantaisiste plus-value! C'est sur cette colossale absurdité, sur ce raisonnement vraiment puéril que l'on a construit toute une doctrine économique et sociale. C'est avec cette fausse théorie du travail impayé, du surproduit empoché par le capitaliste que l'on a excité et surexcité les passions ouvrières. Que l'on considère les conséquences formidables de cette erreur de raisonnement : c'est très exactement au nom de cette prétendue analyse scientifique des faits économiques que les bolchevistes, marxistes authentiques, ont ruiné en quelques mois l'économie russe.

Si l'on veut bien examiner les doctrines socialistes ayant cours en Europe, les revendications révolutionnaires dites ouvrières, la littérature socialiste révolutionnaire, on verra que ces thèses marxistes sont le fond de tout le mouvement socialiste. Cette théorie de la plus-value, passée de Marx à ses disciples, de ses disciples à ses vulgarisateurs, de ses vulgarisateurs aux réunions de propagande, substituée aux thèses du socialisme français par les soins de la cabale marxiste, on la retrouve dans les discours que tient le moindre apprenti enrégimenté dans la section française de l'Internationale ouvrière ou dans quelque jeunesse syndicaliste.

Critique de la théorie de la plus-value.
Les éléments de la production.

Si les doctrines du socialisme marxiste étaient fondées en raison, si elles étaient justifiées par l'expérience, si leur application devait déterminer un accroissement de production, il n'y aurait à leur opposer que les intérêts des classes bourgeoises, et je suis bien obligé de dire que, au point de vue de la civilisation, la défense des intérêts capitalistes, dans ce cas, serait tout à fait négligeable. Mais le vrai est que le marxisme ne résiste pas à l'examen de la raison, est condamné par la science et l'expérience, et la preuve a été amplement donnée qu'il détermine une baisse énorme de la production, même lorsqu'il est appliqué avec toutes les ressources de la plus rude autorité.

Il est capital de saisir cette théorie de la plus-value qui constitue ce profit capitaliste que Marx déclare être du travail impayé et volé par le capitaliste à l'ouvrier salarié. Si Marx a fait cette singulière découverte, c'est qu'il y a été amené par une forte erreur dans cette théorie de la valeur, antérieure à la théorie de la plus-value et à laquelle les socialistes accordent encore un vrai caractère scientifique. Marx, critiquant les théo-

ries de la valeur de ses devanciers (et il fait parfois de justes critiques, très pénétrantes), aboutit à formuler que la valeur d'une marchandise fabriquée est déterminée par les *quantités ou sommes respectives de travail qui sont appliquées, réalisées, fixées dans ces marchandises.* Quelle mesure donne-t-il pour l'évaluation de ces *quantités* de travail? *Le temps que dure le travail* dans des conditions générales de production donnée (les quantités de travail incorporées à l'installation, aux machines, étant comprises), le temps compté ici n'étant que du temps ouvrier. Il suffit de présenter l'analyse de Marx dans ce raccourci, fait avec ses propres expressions, pour faire apparaître la lourde erreur marxiste aux yeux d'hommes habitués aux principes de la méthodisation du travail. On voit que la notion de *qualité* a complètement échappé à Marx, et c'est en grande partie de cet oubli que vient son étonnante théorie de la *plus-value.* Marx mesure les *quantités* de travail d'après le *temps* de travail et le temps de travail n'est conditionné pour lui que par les données naturelles (fertilité du sol, richesse minière, etc.) et par le perfectionnement et les progrès des forces sociales de travail. Marx énumère comme facteur modifiant le temps de travail : « La subdi-

vision du travail, le machinisme, les perfectionnements de procédés, les applications d'agents chimiques ou d'agents naturels, l'abrègement du temps et de l'espace à l'aide de nouveaux moyens de communication et de transports, enfin tout système par lequel la science met les agents naturels au service du travail et qui en développe le caractère social ou coopératif. »

Dans cette énumération, on ne voit apparaître aucune des conditions qualitatives qui transforment du tout au tout le rendement du travail : conception, direction, commandement, sont ignorés ou méconnus. Marx paraît ignorer ce qui est devenu pour nous une règle d'or (que nous en ayons conscience ou non), que le temps de travail est : 1° fonction de l'organisation fondamentale des entreprises; 2° fonction de la conception même du travail, de son organisation intellectuelle, de la combinaison de mouvements donnée au travail et des méthodes d'utilisation des matériaux; 3° fonction de la valeur d'un autre élément (dont on n'aime guère à parler en ce temps-ci) : le commandement. Bref, la théorie de Marx escamote complètement l'œuvre intellectuelle qui précède tout travail, quel qu'il soit et l'œuvre de l'énergie qui commande sa réalisation. Aujourd'hui, la taylorisation ou, plus jus

tement, la méthodisation du travail dans l'industrie fait apparaître aux personnes les moins informées des phénomènes économiques l'énorme part qui revient à l'organisation intellectuelle du travail dans la production. Au moment où Marx écrivait, le public était en droit de l'ignorer (bien que l'on pût trouver dans l'œuvre de Vauban des indications de haute utilité) ; mais Marx, se posant en investigateur scientifique, n'avait pas le droit de négliger ces éléments. S'il avait analysé scientifiquement le travail du charron, du métallurgiste, ou même du simple casseur de cailloux, il aurait vu que tout travail, aussi simple qu'il soit, est préparé par une conception qui détermine le temps, la quantité et la qualité du travail, et par conséquent sa valeur.

Mais quelles sont les conséquences de ces erreurs initiales ? Méconnaissant cette œuvre de l'intelligence qui conçoit le travail et ses mouvements, méconnaissant cette action de l'énergie qui le commande, Marx ne peut découvrir la vraie nature du profit qu'il nomme profit capitaliste. Puisqu'il ne s'agit que de *quantités* et de *temps* de travail, le profit ne pourra être évidemment que cette plus-value, ce surproduit, ce travail impayé qu'il croit définir. Mieux avertis, plus éclairés, que découvrons-nous ? C'est

que ce qu'il nomme plus-value est rigoureusement l'œuvre du chef d'entreprise. C'est, schématiquement, la différence qu'il y a entre la production d'un homme travaillant seul, selon ses propres moyens, et la production que le même homme fournit quand il travaille sous la direction et le commandement d'un chef qui organise son travail, qui règle, par ses conceptions, l'économie des forces, du temps et des matériaux, qui invente des tâches, les répartit et détermine l'utilisation des énergies humaines. Voilà ce qui explique, pour une large part, le profit du chef d'entreprise, voilà ce qui le justifie au point de vue de la production [1].

Marx, croyant que la plus-value représente du travail impayé, admet, sans tenter une démonstration, d'ailleurs, que le travail de l'ouvrier est seul créateur de valeur. C'est admettre du même

1. Marx n'a pas vu, au surplus, que le profit des entreprises ne va que pour une faible partie au capitaliste proprement dit. Lorsque, dans une entreprise, le capital et le chef d'entreprise sont dissociés (cas des sociétés anonymes), le capital ne reçoit pas beaucoup plus que l'intérêt de ce qu'il a exposé ; la plus grosse part des profits est acquise à celui ou à ceux qui dirigent effectivement, ce qui est d'ailleurs parfaitement légitime. Quand l'entreprise et le capital sont unis dans une même personne, le capitaliste-entrepreneur reçoit les profits beaucoup plus comme entrepreneur que comme capitaliste. Les profits sont la rémunération de sa capacité de chef, d'organisateur du travail.

coup que, quelle que soit la valeur, la qualité, l'énergie de la direction, le rendement de l'ouvrier sera exactement le même. C'est admettre également que, en dehors de toute considération technique, il est indifférent, pour le rendement, que l'ouvrier soit contrôlé, surveillé, commandé. C'est admettre qu'une équipe d'ouvriers donnera exactement le même rendement, qu'elle ait un chef ou qu'elle n'en ait pas. Marx tient pour nulle la part donnée à la valeur du travail par l'administration des choses et le gouvernement des hommes. Fils soumis du XVIIIe siècle, il ne soupçonne pas un instant que la question puisse se poser. Le chef, l'entrepreneur, n'est pas pour lui un homme dont les conceptions et le commandement ont un retentissement sur le rendement du travail et par conséquent sur la valeur. A ses yeux, et sans même qu'il essaie de le prouver, ce chef, cet entrepreneur n'est que le membre d'une classe qui maintient dans la sujétion, par la force, le prolétariat, afin de le dépouiller d'une partie des valeurs qu'il crée.

Ceci étant admis, le reste évidemment s'ensuit : si les prolétaires sont les seuls créateurs de la valeur, c'est-à-dire de tous les produits et denrées, si les bourgeois ne sont que des parasites superposés à la production, et vivant aux

dépens du prolétariat, il doit y avoir dans le prolétariat la volonté de se délivrer de l'exploitation organisée par la bourgeoisie, donc lutte des classes, et la justice exige que le prolétariat parvienne à exercer une véritable dictature pour consolider sa libération.

Mais comment concilier une telle interprétation de l'histoire avec les enseignements de l'histoire elle-même? Si cette marche de l'humanité vers la « libération » du prolétariat est un fait naturel, une loi naturelle inéluctable, comment expliquer que la dictature du prolétariat ait tant tardé, que toutes les tentatives qui en ont été faites aient échoué? Comment expliquer que les hommes, la majorité des hommes aient, en somme, toléré, accepté et même désiré, depuis les origines du monde, les formes diverses d'un régime qui était le mal pour eux? Pourquoi la loi naturelle qui les porterait vers leur prétendue libération ne parvient-elle pas à se manifester intégralement, triomphalement? Et la loi qui a régi jusqu'ici la formation des sociétés humaines, et qui créait une hiérarchie sociale, ne serait-elle pas une loi naturelle? Serait-elle le produit de quelque force extra-naturelle qui aurait permis aux princes, aux nobles et aux bourgeois de durer contre une loi naturelle qui

veut leur disparition? L'œuvre de Marx ne répond pas à ces questions troublantes. Cela demeure dans les mystères du devenir. Marx tente une explication, qui se ressent fortement des histoires hégeliennes, et par laquelle l'évolution économique comprend nécessairement plusieurs phases (antique, féodale, capitaliste), qui se succèdent progressivement (c'est à cause de cette vue qu'il présente le mode de production féodal comme un « progrès » sur le mode antique!) et la société capitaliste préparerait nécessairement, par la concentration des entreprises et des capitaux, l'avènement de la société ouvrière. Le mystère n'est pas éclairci par cette hypothèse. On continue de ne pas comprendre, dans l'absence totale d'une explication satisfaisante pour l'esprit, pourquoi la loi qui a régi les rapports humains depuis les origines, cesserait d'être vraie à partir du jour où les entreprises seraient concentrées.

Mais que l'histoire rêvée par Marx ne soit qu'un roman, de même ordre, de même inspiration que le roman des évolutionnistes qui se croient rationalistes, il n'en reste pas moins que ce roman est regardé comme une vérité scientifique par un certain nombre de têtes qui pensent peu, ou pas du tout. C'est au nom de ce roman que

l'on a établi la République des Soviets dans toutes les Russies. Les hommes qui ont réalisé ce coup, au nom du prolétariat, attendaient la libération des travailleurs. Si les thèses de Marx étaient vraies, le résultat devait être, par la suppression du profit capitaliste, une amélioration sensible de la condition des travailleurs, qui n'étaient plus frustrés du travail impayé empoché par le capitaliste. La hiérarchie dite capitaliste disparaissant, la production était intégralement libérée. La production devait être réglée « scientifiquement » par des statisticiens qui déterminaient la répartition des matières premières, les conditions de la production et la circulation des produits et denrées selon les besoins. Les résultats ont été contraires à ceux que les doctrinaires attendaient : la production a baissé dans une proportion formidable, le coût de la vie s'est élevé à des taux inconnus sur toute la surface du globe habitée par les civilisés ou les sauvages. Baisse énorme de production et, parallèlement, gaspillage, détournement de produits et de denrées de tous côtés.

C'est au spectacle de ce désordre, de cette misère, que l'on voit l'importance capitale, dans la production et la répartition des biens, d'un facteur dont Marx n'a même pas soupçonné

l'existence et dont nous n'avons pas parlé jusqu'ici. L'influence de ce facteur sur la qualité et le rendement de la production est supérieure à celle du facteur technique et du commandement. Ce facteur souverain, *c'est l'intérêt personnel.* Supprimez-le : tout s'affaisse. Quand l'homme n'attend plus, de son effort accru, de sa peine, de ses soins, une satisfaction personnelle ou familiale, il s'abandonne au moindre effort, il limite son effort à la satisfaction immédiate, il tombe au rang de l'animal. C'est l'intérêt, aussi restreint soit-il, qui nous meut dans le travail, tant qu'il assure à l'homme qui augmente son effort un régime différent de celui dont jouira l'homme qui a limité le sien. C'est parce que les chefs du travail trouvent en fin d'année un bénéfice, un profit qui est le leur, que leur activité, leur intelligence, leur science sont sans cesse en éveil pour améliorer, fortifier, renouveler leurs méthodes de production; c'est grâce à l'intérêt qu'ils y trouvent qu'ils maintiennent ou augmentent la production, et c'est en servant leur intérêt qu'ils servent celui du groupe social auquel ils appartiennent. C'est parce qu'ils se considèrent propriétaires des biens qu'ils font valoir, des matériaux qu'ils transforment, qu'ils économisent et emploient au mieux des intérêts

de tous les richesses de la terre. Et si les biens de ce monde ne sont pas gaspillés, si tout est utilisé, du moindre morceau de fer qui traîne dans un atelier, au bout de ficelle jeté derrière un comptoir, si, par conséquent, la production n'est pas grevée de frais inutiles entraînés par le gâchage du temps et des matériaux, c'est parce que le chef d'entreprise considère comme une perte qu'il subit personnellement la perte qu'entraîne le gaspillage. Le chef d'entreprise peut en somme être considéré comme une sorte de délégué des sociétés humaines à la production et à la répartition des biens, mais délégué *intéressé* et *responsable*.

Le socialisme, le marxisme, n'ont pas vu l'importance souveraine de ce facteur de l'intérêt dans la production. C'est ce qui fait leur impuissance radicale à organiser le monde. Le marxisme peut déchaîner des catastrophes sociales, mais il est absolument incapable d'édifier une construction sociale quelconque. Sur les ruines qu'il détermine, il demeure impuissant. Alors, devant son incapacité essentielle, les forces humaines redressent, dans la douleur et l'angoisse, les éternelles figures des sociétés et des nations. Lénine, à Moscou, a proclamé la dictature du prolétariat : c'est en vérité la sienne

propre qu'il a établie. Les Soviets ne sont là qu'en nom. Lénine règne, comme un tsar, les pieds sur sa couronne, possesseur d'un pouvoir de commandement plus grand que celui du tsar qu'il fit disparaître.

Que les esprits timorés, qui croient à la marche fatale du socialisme, se rassurent : le socialisme, le communisme, est une impossibilité physique. Il y a des lois naturelles pour l'organisation des sociétés humaines comme il y en a pour la gravitation des corps dans l'espace. Les transformations économiques ne modifient en aucune manière les formes essentielles des rapports entre les hommes : qu'un navire soit la propriété d'un armateur, ou d'un consortium de commerçants, ou d'une société par actions, ou d'une société coopérative, qu'il navigue sous le pavillon d'un prince féodal, d'un roi constitutionnel ou d'une République démocratique ou aristocratique, dès qu'il est en mer, le capitaine y est toujours le maître, après Dieu. Si les matelots se mutinent et établissent un authentique soviet à bord, il y a mille chances pour que la cargaison et les passagers aillent au fond de l'eau dans le tumulte d'une assemblée générale. Hypothèse plus souvent vérifiée : un solide gaillard prend le commandement, règne par la ter-

reur et ramène le navire au port. C'est tout ce que peut déterminer le socialisme dans le monde : couler le bateau ou provoquer l'avènement de nouveaux maîtres, plus durs que les anciens.

Avec le secours de notre intelligence, de notre science, de notre volonté, nous pouvons éviter ces deux périls.

CHAPITRE V

L'ÉCONOMIE RÉALISTE

I

PREMIERS PRINCIPES

Définition de l'Économique. — L'effort et le travail. — La loi du moindre effort. — Conditions et moyens de la création économique.

Depuis que Xénophon a dit de l'Économique qu'elle est la science des choses possédées par l'homme, il a été donné un nombre considérable de définitions de l'Économique, mais il ne semble pas que les modernes aient apporté plus de clarté que les anciens. D'Adam Smith à Paul Leroy-Beaulieu, en passant par J.-B. Say et Stuart-Mill, il n'y a pas de progrès sensibles dans les définitions. Science qui examine les causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail et l'ordre de distribution des

produits (Smith); science qui enseigne comment la richesse se forme, se distribue et se consomme (J.-B. Say); science qui traite de la production et de la distribution des richesses (Stuart-Mill); science des valeurs, des échanges; science qui constate les lois générales qui déterminent l'activité et l'efficacité des efforts humains pour la production et la jouissance des biens que la nature n'accorde pas spontanément à l'homme (Leroy-Beaulieu), toutes ces définitions tournent autour d'une idée aux contours incertains et laissent dans l'ombre le phénomène économique essentiel qui est la naissance même de la production.

A lire les définitions connues de l'Économique, il semble que l'homme produit des richesses, des biens, des produits, des marchandises, aussi simplement, selon les mêmes lois que l'arbre produit des fruits. La plupart des économistes ne paraissent pas soupçonner que la production des richesses et des biens (qu'elle soit faite, selon les auteurs, en vue des besoins, de l'utilité, du plaisir, des jouissances), n'est pas, dans les sociétés humaines, un fait ayant le même caractère de spontanéité organique que l'union sexuelle pour la perpétuité de l'espèce. De là vient l'incertitude et le flou des définitions.

Une connaissance plus précise des réalités, écartant tout subjectivisme, nous permettra de concevoir que *l'Économique est la science des conditions et des moyens dans lesquels et par lesquels, l'Homme, c'est-à-dire l'espèce humaine, recherche, capture, transforme, échange, répartit, accumule les fruits de la terre, les animaux, les choses inanimées utilisables pour la conservation de la vie individuelle et la conservation de l'espèce.*

En partant de cette définition, où entre la connaissance précise d'une *fin* de l'économie humaine, nous aurons une base sûre quand nous définirons l'utilité, la valeur des choses, base incomparablement plus sûre que si nous considérions que la fin de l'effort économique est d'acquérir les richesses, ou de procurer à l'homme les choses nécessaires à ses besoins ou à ses jouissances, notions qui ne fournissent aucun moyen d'apprécier, de juger les efforts économiques.

D'autre part, grâce à cette précision, nous verrons apparaître, en liaison étroite avec l'économie, des faits que la plupart des économistes regardaient comme absolument distincts de l'économie.

I. — *Nous posons que l'homme ne peut se con-*

server que par un effort intellectuel et musculaire qui est le travail.

En effet, tout ce qui est utilisable par l'homme se trouve dans le milieu naturel, mais l'utilisation n'en est pas gratuite, c'est-à-dire que recherche, capture, transformation, échange, répartition, accumulation, exigent un effort intellectuel et musculaire. Il n'est pas de biens dans le milieu naturel que l'homme puisse se procurer sans efforts, c'est-à-dire sans qu'il s'écoule un temps plus ou moins long entre le désir et la satisfaction, et sans que l'homme ne soit amené à subir une peine, une fatigue avant de tenir en sa possession l'objet vers lequel le porte son besoin. L'homme doit reconnaître d'abord, par le moyen de son intelligence, ce qui est utilisable de ce qui ne l'est pas, ce qui peut être atteint par lui en temps utile et ce qui ne peut l'être. Dès son premier pas sur la terre, pour la plus simple des opérations, l'homme doit mesurer ses pas et calculer les résistances, proportionner son effort aux possibilités. Une opération intellectuelle précède toute action de l'homme dans la recherche des biens. L'opération physique ou musculaire suit, celle-ci plus ou moins longue, plus ou moins pénible. Donc, pas de biens gratuits dans le milieu naturel.

II. — *Le travail étant le résultat du plus grand effort, la loi de l'homme étant le moindre effort, le travail est un fait social hiérarchisé, produit de la contrainte de l'homme sur l'homme.*

Or, le travail étant un effort, une peine, une fatigue, dans quelles conditions l'homme s'y donnera-t-il? L'homme est-il un être qui se donne spontanément au travail? Il apparaît que si l'homme est organisé physiquement pour le travail, c'est-à-dire pour connaître les choses, en prévoir l'utilisation et les transformer, l'individu n'est pas organisé pour s'imposer une peine, une fatigue qui dépasse la satisfaction qu'il en attend dans le temps qui suivra immédiatement son effort, sa peine, sa fatigue. Selon la définition que nous avons déjà donnée, *l'homme est un être dont l'énergie, comme toute énergie, suit la voie de la moindre résistance, du moindre effort, dont la sensibilité recherche la moindre fatigue, la moindre douleur, et que son instinct de conservation dirige vers le moindre risque*[1].

Dans ces conditions, le travail ne peut naître que sous l'action d'un commandement d'homme à homme, d'individu à individu, de telle manière que l'individu le plus intelligent et le plus créa-

1. Cf. *L'Homme qui vient*, p. XXXVII.

teur (qui conçoit le mieux le travail et l'utilisation des choses) et le plus apte au commandement (non par sa force physique, mais par son énergie) exerce sur l'individu, dont les aptitudes sont moins étendues, une action qui le contraigne à accepter la loi du travail. Le commandement de la nécessité peut suffire pour amener l'homme au travail suivi d'une satisfaction immédiate pour assouvir la faim, par exemple; mais l'activité de l'homme, sous la contrainte de la seule nécessité, se limite alors au travail animal de la recherche quotidienne de la nourriture et du gîte. La satisfaction acquise, l'effort cesse. Pour que l'homme dépasse cette vie en quelque sorte animale, pour qu'il entre dans la civilisation, par le travail qui résulte d'une prévoyance et dont le résultat dépassera le besoin de l'immédiate nécessité, il faut qu'il y soit contraint par son semblable.

Le travail est donc le produit d'un acte que crée une société hiérarchisée où l'un conçoit, où l'autre exécute, où l'un commande, où l'autre obéit, où il y a contrainte et solidarité entre les membres de la société, contrainte du chef sur l'exécutant pour le maintenir dans le travail, contrainte de l'exécutant sur le chef pour obliger celui-ci à concevoir des travaux qui assurent la vie

commune, où l'un et l'autre sont solidaires dans les résultats, dans le rendement du travail.

A l'origine du travail, le précédant, il y a donc une création sociale, où apparaissent un pouvoir de contrainte et une hiérarchie. La création politique et sociale est donc antérieure à la création économique dont elle est la condition nécessaire.

III. — *Ces conditions politiques et sociales nécessaires à la naissance du travail sont réalisées dans la Famille humaine, qui contient en germe toutes les institutions des sociétés civilisées.*

La Famille unit, par l'amour et par l'instinct de conservation de l'espèce, deux êtres inégaux et doués de qualités différentes : l'homme, créateur intellectuel et apte au commandement ; la femme, conservatrice des créations de l'homme et capable d'exercer sur l'homme la contrainte morale qui le conduit à renouveler ses créations. L'union de l'homme et de la femme constitue le premier type de société hiérarchisée dont les membres sont solidaires et s'imposent une contrainte mutuelle pour la création économique. L'homme contraint la femme aux travaux domestiques ; la femme exige de l'homme qu'il exploite son esprit et sa vigueur à la recherche, à la capture, à la transformation, à l'accumulation et à la pro-

tection des choses qui donneront à la famille sa nourriture et sa sécurité. Les enfants sont contraints par l'homme et la femme à se préparer aux mêmes fonctions et à les remplir dès que leur force le leur permet. La famille est un type complet de société où sont réunies toutes les conditions nécessaires à la création économique. Les sociétés complexes ne font que reproduire, en divisant les fonctions, ce type initial des sociétés humaines. Le pouvoir de l'État, imposé dans la suite à des sociétés de familles, ne fait que prolonger le pouvoir paternel.

IV. — *L'inégalité des ressources des milieux naturels d'une part, la loi du moindre effort d'autre part, portent l'homme à la guerre. La création économique et ses progrès sont étroitement liés à la guerre, et elles nécessitent, dans les sociétés humaines, un pouvoir qui soit à la fois apte à faire et à empêcher la guerre.*

Les êtres et les choses utilisables par l'homme étant très inégalement répartis dans les milieux naturels de la planète, leur recherche exigeant plus ou moins d'efforts selon la fertilité ou l'aridité relative des régions, il s'ensuit que les hommes sont amenés à accomplir un travail plus ou moins rude selon le caractère des régions qu'ils occupent. Or, obéissant à la loi

du moindre effort, l'homme sera toujours porté à rechercher, pour ses établissements, les régions où la conservation de sa vie exige le moins de travail, où, en somme, la vie est moins chère. Les régions d'une grande fertilité naturelle qui exigent moins d'efforts pour la culture, les régions chaudes, qui épargnent à l'homme le travail de recherche du combustible, seront toujours l'objet des désirs des sociétés qui travaillent. Il s'ensuit que la recherche d'heureuses conditions pour le travail porte les sociétés humaines aux antagonismes et à la guerre. Il y a nécessairement antagonisme entre un groupe social qui occupe une région fertile et tempérée et un groupe voisin qui occupe une région aride et froide. Le second cherchera, soit à expulser le premier, soit à s'emparer des biens qu'il tire de son sol. Ainsi, le travail et la guerre sont-ils indissolublement liés.

Tout groupe qui travaille et qui produit doit penser, avant de se mettre au travail, à assurer sa sécurité à l'égard des groupes voisins; sinon, il s'expose à se voir dérober le produit de son travail par ceux-ci, surtout s'ils occupent une région moins favorisée. Ainsi de tous temps, les habitants des plaines, où la vie est plus douce, ont-ils eu à se défendre contre les habitants des montagnes, où la vie est plus rude. La création

économique nécessite donc éternellement, dans toutes les sociétés humaines, un pouvoir apte à faire et à empêcher la guerre. Il y a là un des plus puissants moteurs de l'activité et des progrès économiques. S'ils jouissaient d'une sécurité parfaite, les occupants d'une région douce arrêteraient leur effort dans les limites de leurs besoins ou de leurs jouissances. Ils seraient plus attirés par leurs jouissances que par leurs besoins et s'écarteraient ainsi des travaux vraiment utiles, ce qui les porterait vers la décadence. La crainte où ils sont de se voir dérober même ce qui est nécessaire pour leurs besoins les porte à faire sans cesse un effort d'invention, de travail pour renforcer les défenses qui mettent leurs champs, leurs ateliers et leurs magasins à l'abri des groupes voisins. De son côté, le groupe qui habite une région rude cherche à perfectionner ses moyens d'attaque et poursuit le même effort d'invention et de travail. Il s'ensuit que par la menace qui pèse sur les habitants des régions heureuses, par la menace qui pèse aussi sur les habitants des régions pauvres (car les premiers tentent d'établir leur pouvoir sur les seconds pour se libérer de la crainte du pillage), les uns et les autres progressent dans le travail, car leur préparation à la guerre ne se fait que par un

accroissement de travail. La crainte de la guerre est ainsi un des plus puissants facteurs du progrès économique.

S'il en est ainsi dans les relations des groupes sociaux entre eux, il en est de même à l'intérieur. Les hommes étant inégalement aptes au travail, à l'invention et au commandement, les différences dans les résultats du travail rendent rapidement inégales les conditions sociales des membres ou des citoyens. Cette inégalité que crée le travail, la tendance au moindre effort tente toujours de l'annuler par la ruse et par la force. Les hommes qui échouent dans leurs entreprises par le travail tentent de prendre leur revanche par la guerre civile. Au surplus, la même tendance porte tous les hommes (et non les seuls paresseux et criminels) à prendre à leur prochain le produit de son travail. Le fait qu'un homme a amassé les produits de son travail porte son voisin à essayer de le lui dérober. La création économique place des germes de guerre à l'intérieur des cités ou des groupes sociaux. Il faut donc qu'un pouvoir social régente les groupes pour empêcher les hommes de se faire la guerre. Dans le groupe-type, la famille, c'est le père qui exerce ce pouvoir; dans la cité, dans la nation, c'est le prince, ce sont les chefs, c'est l'État.

L'État est l'organe par lequel les sociétés humaines contraignent leurs membres à ne pas se faire la guerre et à travailler. L'État, libre au-dessus des producteurs, est donc un des moyens par lesquels la création économique s'accomplit et dure.

V. — *L'existence de l'État étant une des conditions essentielles de la création économique, la forme de l'État doit être telle qu'elle permette aux citoyens de donner tous leurs soins au travail. La forme démocratique est celle qui favorise le moins le travail; la forme aristocratique est meilleure, mais laisse dans le groupe des germes de guerre civile; la forme monarchique est, de toutes, la meilleure, au point de vue strictement économique.*

En effet, la forme de l'État n'est pas indifférente au producteur. Si l'État accomplit parfaitement sa fonction de pacificateur intérieur et extérieur, les citoyens peuvent donner leurs efforts au travail en toute sécurité. Si, au contraire, l'État manque à sa tâche, il oblige les citoyens à perdre temps et efforts pour le seconder ou le remplacer. Or, la forme démocratique est celle qui, non seulement affaiblit l'État, mais appelle les citoyens à le détourner de sa fonction. L'État ne peut remplir parfaitement sa fonction que lorsqu'il établit la loi de paix et de travail sur tous, sans préférence pour tel ou tel groupe

de la cité. Dans le régime démocratique, l'État devient la chose des partis qui se constituent pour exploiter le travail de la nation. Les hommes, sachant que, s'ils peuvent s'emparer de l'État, ils pourront échapper à la loi du travail et prendre le produit du travail d'autrui, forment des coalitions ou partis qui se saisissent de l'État et dont les membres se partagent les biens qu'ils peuvent prendre au nom de l'État lui-même. Au parti qui tient l'État, s'oppose un autre parti, et d'autres encore qui ont les mêmes vues. Les uns et les autres, pour lutter les uns contre les autres, agitent la nation, intéressent des groupes de plus en plus étendus aux bénéfices de leur triomphe politique. Cités et nations sont alors continuellement distraites du travail, appelées à une sorte de guerre civile permanente, et les chefs et hommes de parti, qui pourraient être de bons chefs et hommes de travail, ne sont que des agitateurs qui détournent tous les citoyens du travail. C'est pourquoi la démocratie est la forme la moins heureuse de l'État, quant aux résultats économiques. La forme aristocratique est meilleure, parce qu'elle ne trouble pas tous les groupes de la nation ; toutefois, mettant l'État entre les mains d'un groupe social, d'une classe, elle laisse subsister dans la cité, au sein de ce

groupe, les causes de discorde que la démocratie étend à toute la nation; en outre, elle présente un grave défaut: la classe aristocratique, n'étant subordonnée à rien d'autre que la loi qu'elle se donne, est inclinée, par la loi du moindre effort, à se reposer dans la possession où elle est et à réduire son effort de direction. A tous égards, la forme monarchique est la forme supérieure de l'État, en vue de la création économique. En effet, lorsque l'État, manœuvré par un gérant responsable et intéressé, établit une même loi sur tous les groupes de la cité ou de la nation, tous les citoyens sont maintenus dans leur fonction utile de travail ou de direction économique, dans les limites que peut atteindre la meilleure des institutions humaines. L'expérience montre que les nations qui possèdent un État à forme monarchique peuvent atteindre une très haute prospérité économique; exemples : les États-Unis d'Amérique, qui, sous le nom de démocratie, possèdent une des plus fortes monarchies temporaires que l'on ait connues; l'ancien Empire allemand, monarchique, aristocratique et guerrier; l'Empire britannique, monarchique et aristocratique. La forme monarchique de l'État ne transforme pas des citoyens inintelligents et inactifs en puissants créateurs; mais elle multiplie la

valeur et le rendement du travail des nations qui en bénéficient, par le fait qu'elle contraint les citoyens au plus grand effort de travail et les place dans les conditions politiques et sociales favorables à l'accomplissement du plus grand effort de production.

VI. — *La loi du moindre effort, qui porte les hommes à la guerre dans l'état de nature ou dans un état social faible, les porte au plus grand effort et au progrès technique continu, dans un état social bien organisé. La connaissance de cette loi est d'une importance considérable dans l'organisation des nations. Selon que l'on tient compte de son existence ou qu'on la méconnaît, les sociétés vont à la prospérité ou à la décadence.*

La loi du moindre effort est d'une importance considérable dans la vie économique. C'est elle qui domine toute la physique humaine. Elle est à la racine des causes de tous les progrès techniques de l'homme, comme elle est à la racine de toutes les décadences économiques et sociales. Dans l'état de nature ou dans un état faiblement policé, elle incline l'homme à vivre aux dépens de son semblable. Dans un état fortement policé, au contraire, elle le conduit au progrès technique continu. En effet, lorsqu'il n'est laissé à l'homme qu'un seul moyen d'action, le travail,

l'homme cherche à réduire son effort de travail en utilisant ses ressources intellectuelles qui lui permettent de diminuer son effort musculaire. C'est la source des innombrables inventions et combinaisons qui ont augmenté le rendement du travail humain dans des proportions si considérables. En fait, l'homme ne parvient jamais à diminuer son effort, mais il le transforme, il le déplace : il l'intellectualise, et il a le sentiment qu'il le diminue, parce que la fatigue intellectuelle lui paraît moins pénible que la fatigue musculaire. Il est d'autant plus porté à l'intellectualisation du travail que l'esprit construit avec une rapidité infiniment plus grande que la chair, et dresse dans l'âme de l'homme des images qui entraînent la chair à l'action. Les rapides constructions de l'intelligence font toujours apparaître à l'homme un état futur où sa peine sera moins rude. Ainsi la recherche du moindre effort, de la moindre peine, du moindre danger tient-elle en éveil l'intelligence humaine et exerce-t-elle ensuite, par les images du futur qu'elle a engendrées, une sorte de contrainte sur l'activité de l'homme qui augmente son effort d'aujourd'hui pour diminuer son effort du lendemain. C'est par là que l'homme se dirige vers les sommets de la civilisation.

Un grand nombre d'écrivains ont vu ou entrevu le rôle capital de la loi du moindre effort. Il en est peu qui aient vu l'étendue de son domaine, et presque tous les auteurs, économistes ou philosophes, qui l'ont étudiée se sont arrêtés en chemin, comme s'ils eussent craint d'être entraînés à des conclusions opposées aux idées générales du XVIIIe et du XIXe siècles. Si les socialistes, Proudhon excepté, ont complètement ignoré la loi du moindre effort, des économistes comme Paul Leroy-Beaulieu ou Yves Guyot marquent nettement qu'elle domine toute la vie économique; des philosophes comme Ferrero et Th. Ribot en ont défini le caractère général.

Leroy-Beaulieu dit que « le principe de la moindre action, c'est-à-dire du moindre effort pour obtenir un résultat déterminé, ainsi que le principe de l'économie des forces qui n'en est que l'extension, dominent toute la vie économique ». Yves Guyot a écrit, dans son livre sur l'*Économie de l'effort*, que « toute l'histoire de l'invention humaine obéit » à la loi du moindre effort : « L'homme, dit-il, cherche la moindre résistance; plus il est ingénieux, plus il cherche à diminuer son effort. »

Rien n'est plus exact; c'est en effet en recherchant le moindre effort que l'homme est conduit

à tous ses progrès techniques. Mais c'est en quelque sorte une duperie, car, une loi domine son activité, une loi de constance de l'effort, à laquelle il ne peut échapper. L'homme invente la voiture pour s'épargner la peine d'aller à pied ; mais il est conduit par là à un nouveau dressage du cheval et à la fabrication de la voiture. Parallèlement, il recherche le moindre danger, et il est entraîné vers un nouvel effort d'invention et de travail. Il n'échappe d'ailleurs pas plus à la loi de constance de l'effort qu'à celle de la constance du danger. Toutes ses créations qui ont pour but d'éliminer un danger en font naître un autre. Il chasse le loup du voisinage de ses villes et de ses villages, et le Petit Chaperon rouge n'a plus à redouter les longues dents de l'animal qui l'attend chez sa mère-grand ; mais, sur la route que l'enfant suivra, l'automobile n'est pas un danger moins grand que le loup. L'homme ne craint plus guère l'avalanche qui surprend les voyageurs en montagne ; mais un accident de chemin de fer fait périr d'un seul coup autant d'hommes que les avalanches en faisaient périr au cours d'une saison.

Mais l'homme invente sans cesse de nouveaux moyens de conjurer les dangers qui renaissent

sous son pas et de diminuer l'effort qu'exigent ses nouvelles créations. Ainsi la création économique s'accroît-elle sans cesse par une progressive intellectualisation de l'effort et du travail, et l'homme tire parti de plus en plus des ressources des milieux naturels; il augmente sans cesse les protections de sa vie, les moyens de conserver son espèce. Ainsi, poussé par une loi qui est celle de l'espèce, et qui est l'expression de l'ordre divin qui lui fut donné, ainsi se prémunit-il contre les dangers inconnus de l'avenir. Cette création continue, c'est la loi du moindre effort qui la commande, mais seulement si l'homme est placé dans des conditions telles qu'il soit contraint au travail. Si l'homme est placé dans des conditions politiques et sociales qui lui permettent d'échapper au travail, la loi du moindre effort, au lieu de le conduire à la création économique, le porte au pillage et au gaspillage des biens accumulés.

Le raisonnement l'indique; l'expérience le confirme; les révolutions de caractère socialiste, qui affaiblissent ou détruisent les institutions qui contraignent les hommes à vivre en paix et à travailler, sont accompagnées de pillages et de gaspillages d'autant plus grands qu'elles sont plus libertaires. C'est ce que n'ont pas vu les

économistes libéraux, qui vivaient sur le fonds d'idées générales du XVIIIe siècle.

Les philosophes comme Ferrero et Ribot, poussant plus loin que les économistes l'analyse de l'effort, ont très nettement formulé que « l'humanité répugne à l'effort » que « la tendance au moindre effort est la règle » et que « *par nature* l'homme est enclin au repos et disposé au moindre effort[1] ». Mais l'un et l'autre se sont abstenus de tirer des conclusions pratiques de ces constatations.

La connaissance de la loi du moindre effort est une de ces idées claires et précises qui nous permettent de diriger sûrement notre action et d'éviter cette incertitude dont Ferrero disait, en 1919, qu'elle présida à l'agonie du monde romain. Elle nous amène en effet à conclure que la condition essentielle de la création économique est l'existence, dans les sociétés hu-

1. Th. Ribot. On trouvera dans la *Revue philosophique* d'Octobre 1910 la longue étude du professeur Ribot sur cette question capitale (*La loi du moindre effort en psychologie*) ; cette étude est la conclusion d'une polémique philosophique ouverte par Ferrero en 1894 et dont une partie est reproduite dans l'ouvrage de cet écrivain, intitulé *Les lois psychologiques du symbolisme*, publiée en 1895 chez Alcan, à Paris. Mon ouvrage *l'Homme qui vient*, paru en 1907, à la Nouvelle Librairie Nationale, à Paris, est une suite d'études qui reposent sur la connaissance de la loi du moindre effort et de ses conséquences sociales et politiques.

maines, d'institutions politiques et sociales qui contraignent les hommes à l'effort, c'est-à-dire au travail. Toute organisation sociale qui détruit ces institutions est vouée à la décadence, à la mort. Ainsi peut-on se rendre compte scientifiquement, peut-on dire, que les conditions politico-sociales créées au XIXe siècle en Europe menacent gravement la civilisation occidentale. Le maintien du régime libéral conduirait infailliblement les nations européennes à la dissolution. Après la Grande guerre, à une époque où l'Europe doit reconstituer, par un travail intense, les pertes immenses qu'elle a subies, il est de la plus haute importance que l'on sache, que l'on se pénètre de cette vérité, que le régime de la liberté interdirait absolument à l'Europe le travail de reconstruction qu'elle doit faire. La raison, la science et l'expérience enseignent que le régime nécessité par le travail, normal ou intense, est le régime de la contrainte, et avec plus de précision, le régime de la contrainte mutuelle.

II

LA VALEUR

L'objet de la création économique est de donner de la *valeur* aux êtres et aux choses des

milieux naturels, c'est-à-dire de les rassembler, de les recueillir, de les transformer et de les transporter de telle manière qu'ils soient utilisables par l'homme pour la conservation de la vie. Êtres et choses ne valent pour l'homme que dans la mesure où ils sont utilisables par lui à cette fin.

Or, les milieux naturels ne fournissent rien, hors l'air, qui soit utilisable sans un effort de l'homme, aussi faible que soit cet effort. Il s'ensuit que la valeur n'est créée qu'après incorporation, aux êtres et aux choses, d'un effort humain.

Ainsi, il peut y avoir travail sans valeur, si des efforts humains transforment ou transportent des choses n'ayant aucune utilisation possible pour l'homme dans le temps ou le milieu où il vit; mais il ne peut y avoir valeur sans travail, et, ainsi que nous l'avons vu plus haut, il ne peut y avoir travail sans commandement, sans action de l'institution humaine qui oblige l'homme au travail et lui donne en même temps la sécurité.

La valeur des êtres et des choses sortis du milieu naturel est donc en raison directe :

De leur utilisation possible par l'homme dans un milieu social donné;

Des efforts humains de toute nature qui y sont incorporés;

Elle est en raison inverse de la puissance des institutions politiques et sociales.

Les prix, qui expriment la valeur des choses dans les sociétés où la valeur est indiquée par des signes pour les échanges, les prix sont donc fonction de ces trois termes et leurs variations s'expliquent :

Par la valeur d'utilisation, variable selon le caractère de la production ou selon les changements qui peuvent se produire dans les milieux naturels (froids ou chaleurs inaccoutumés, inondations, etc.);

Par la qualité ou la quantité des efforts humains nécessaires à leur production ou leur transport, que font varier les progrès ou les régressions de la technique, ainsi que les changements des milieux naturels ;

Par l'aptitude plus ou moins grande de l'État et des institutions sociales à promouvoir la production et à lui donner la sécurité; par le prix plus ou moins élevé du fonctionnement de l'État.

Contrairement à ce qu'ont cru un certain nombre d'économistes, la valeur n'est en aucune manière subjective; elle n'est pas subordonnée

à l'appréciation des goûts, des jouissances de l'homme; elle n'est pas fonction de nos besoins ou de nos désirs; elle n'est pas influencée par le fait que l'homme offre ou n'offre pas, demande ou ne demande pas les choses qu'il fabrique ou consomme. Quels que soient les goûts, les désirs des hommes, ils ne peuvent modifier l'humanité et rendre utilisable pour la conservation de sa vie ce qui ne l'est point. La valeur d'utilisation est déterminée non par les besoins de l'individu, mais par ceux de l'espèce; non par la psychologie, mais par la physique humaine. S'il est créé des produits qui ont de la valeur malgré leur caractère nocif pour l'espèce, leur valeur n'existe pas par une négation du principe que nous exposons, mais par des déviations de l'instinct de conservation chez les individus. La morphine acquiert de la valeur pour le morphinomane, parce que celui-ci a l'illusion que le poison qu'il absorbe entretient ou augmente sa puissance vitale. La valeur n'est subjectivisée ici que par l'effet d'un état pathologique; dans le cas du morphinomane, l'équilibre entre l'homme et la nature est rompu. Un des objets de l'État et des institutions sociales est précisément de maintenir, dans les conditions artificielles où vivent nécessairement les hommes

groupés en sociétés, cet état d'équilibre physique, entre l'homme et la nature, où l'homme est contraint par la nécessité immédiate de ne rechercher que ce qui est utile à la conservation de l'espèce. L'importance d'une exacte conception de la valeur réside en ceci qu'elle permet de découvrir que le caractère de la production n'est indifférent ni à l'État, ni à l'Économique. Une société où la valeur devient subjective est une société malade et où la création de la vraie valeur, c'est-à-dire la création économique, est en péril. Il appartient à l'État et aux institutions sociales d'administrer à cette société les remèdes nécessaires.

Ce serait une erreur de croire que la valeur devient nécessairement subjective lorsque l'on atteint le domaine de la création artistique. Les Muses créent, elles aussi, pour la conservation de l'espèce. Elles placent autour de l'homme ou font naître dans son esprit les images et les sons que l'homme voit ou entend dans la nature et qui sont aussi nécessaires à sa vie que l'air et la lumière. Quand l'homme est séparé du milieu naturel par les murs qu'il construit pour s'abriter, les Muses font rentrer dans la cité les jeux du soleil sur les eaux et les murmures du vent dans la forêt. Ce n'est pas par fantaisie ou

caprice du sentiment que nous ornons les murs de nos maisons et les places de nos villes. Nous recréons ou nous rappelons autour de nous les formes du milieu naturel d'où nous sommes sortis, avec lequel il nous faut demeurer en relation pour conserver nos facultés physiques et intellectuelles; la valeur de nos œuvres d'art est en raison directe de notre aptitude et de notre puissance à reproduire ou à rappeler les formes et les sons de la nature, ou à nous restituer cette exaltation de l'énergie que donne à l'homme le spectacle de la nature. On ne donne ici ce caractère de la valeur artistique qu'à titre d'indication et pour mettre même en lumière ce fait que la valeur n'est pas conditionnée par les sentiments et les fantaisies de l'homme.

La grande erreur des libéraux a été de croire que la valeur était fondée sur le goût, le plaisir et la jouissance des hommes. Il est d'une importance extrême que cette fausse notion soit rejetée de notre esprit, tant au point de vue purement intellectuel, pour la satisfaction de notre intelligence, qu'au point de vue social. Une fausse notion de la valeur peut avoir, la preuve en a été amplement donnée, des conséquences sociales infinies. La notion libérale rend toute organisation économique impossible. Il est évi-

dent que si la valeur et, par conséquent, les prix ne sont établis que par le goût, le plaisir, le besoin et la jouissance, il est interdit de dresser des institutions qui empêcheraient la libre manifestation de ces facteurs; d'autre part, ni les citoyens, ni l'État ne sont en mesure de déterminer ce qui peut ou ne peut pas entrer en circulation dans l'économie; enfin, comme nous l'avons montré, une économie fondée pour donner satisfaction aux besoins, aux plaisirs, aux jouissances de l'homme porte sûrement une société vers la décadence.

Le lecteur est donc invité à accorder une patiente attention à la définition de la valeur. Que sa méditation se concentre sur ce problème. L'avenir de notre civilisation dépend de la solution qui sera reconnue pour vraie et qui présidera à nos travaux. On se rendra compte d'ailleurs que la recherche d'une définition scientifique de la valeur se raccorde aux problèmes essentiels de la philosophie qui subordonnait toutes choses à la sensibilité humaine. C'est par là que l'on peut entrevoir qu'il ne peut être fait de sérieuse révision des notions sur l'économie si l'on ne poursuit en même temps la révision des idées philosophiques que nous avons héritées du XVIIIe siècle. Nous ne

pouvons faire un vrai travail scientifique si nous demeurons soumis au romantisme philosophique qui a engendré le romantisme économique. La définition de la valeur que nous soumettons à la critique a été conçue en dehors de ces préjugés qui faussent l'esprit scientifique, et c'est à dessein qu'elle est présentée ici sans l'appui d'exemples ou de faits : on n'en donne volontairement que la substance afin que l'esprit du lecteur soit retenu sur l'aspect essentiel du problème.

On pourra juger de la valeur de l'instrument de mesure et de connaissance que nous donnons, en l'expérimentant pour l'analyse des faits économiques de tout ordre : on n'aura pas de peine à en reconnaître la sûreté dans l'analyse des faits qui se produisent sur le plan des nécessités premières. Il en sera de même sur le plan de l'aisance, du luxe, si l'on se rend compte que toutes les choses qu'acquiert l'homme, en dehors des objets et denrées de première nécessité, dont la valeur ne paraît être déterminée que par sa fantaisie, que ces choses sont les signes par lesquels il fait reconnaître d'autrui son rôle, sa fonction dans l'économie ; les faits qui se produisent sur ces plans apparaîtront alors comme un prolongement des premiers. S'agit-il des

modes, qui annulent en une saison la valeur des vêtements, ou en quelques années celle de certains objets mobiliers, et qu'une courte vue verrait soumises non seulement aux goûts et aux sentiments, mais aux caprices de l'homme? Il ne faut pas une grande perspicacité pour reconnaître dans les modes les moyens par lesquels les hommes, réunis en sociétés, distinguent leurs groupes les uns des autres, et se reconnaissent entre eux à l'intérieur de chaque groupe, en vue de la collaboration économique. Le pantalon de velours bleu du charpentier français est en quelque sorte un brevet de capacité dans la charpente. Et pour les modes générales, ou bien elles existent pour donner des signes distinctifs à tout un groupe national de producteurs, ou bien elles existent et varient pour maintenir, chez un peuple riche, l'émulation ou l'activité dans la création économique.

Désirs, goûts, plaisirs, jouissances, ne sont que des apparences. Au-dessus de toutes les actions humaines est une règle que l'homme n'est point libre de modifier, car il l'a reçue de la nature ou de son Créateur.

III

LA PROPRIÉTÉ ET LES BÉNÉFICES OU LA PERSONNALISATION DES RÉSULTATS DES EFFORTS

Une des conditions essentielles de la création économique, c'est la personnalisation des résultats de l'effort, c'est-à-dire l'appropriation des bénéfices de la production à celui qui les a provoqués. La propriété est ainsi à la base de toute civilisation. Supprimez-la, c'est le retour à la sauvagerie, au communisme primitif, c'est l'arrêt du progrès technique, et même de la production. Il est facile de saisir les raisons de l'institution.

L'homme, contraint au travail par les institutions de la civilisation, consent volontiers à entrer dans cette voie du plus grand effort où il découvre plus de biens et moins de péril que dans l'état de nature. Mais il y met une condition : il veut y trouver la récompense de son effort, c'est-à-dire, la plus grande satisfaction par l'appropriation des résultats de son action. L'intérêt personnel le meut dès lors sur le plan de la création économique. L'homme travaille, invente, combine, entreprend, parce qu'il sait que le produit de ses entreprises, de ses combinaisons, de ses inventions, de son travail lui appartient.

La même loi, le même pouvoir qui l'obligent au travail lui assurent la possession et la jouissance de ses créations. Il perd le libre usage de sa force, qu'il pouvait utiliser pour la guerre; il gagne le libre usage des produits de son travail, dont il sait qu'ils lui sont garantis contre les risques de la guerre.

Tout le secret de la paix civile et de la création économique est dans cette compensation. Tant que les hommes se trouvent dans un état social qui assure cette compensation, la paix et le travail sont assurés. Si le pouvoir, si l'État prennent une trop grosse part en échange des services qu'ils rendent, la paix civile est menacée; si les producteurs ne trouvent pas dans le fruit de leur travail une rémunération suffisante, soit en salaires, soit en bénéfices, la création économique diminue.

Voici ce qu'indique l'analyse des mobiles de la production. Mais il y a d'autres raisons, que l'on peut découvrir en analysant les aptitudes de l'homme à la production. Dès que l'on observe le travail des hommes, on constate que leurs aptitudes au travail sont extrêmement inégales : tel est à peine capable de s'utiliser lui-même, et s'il était livré à ses seules ressources, nu sur la terre nue, il ne parviendrait pas à se vêtir et à

se nourrir; tel autre est actif, inventif, apte à s'utiliser lui-même, à concevoir et à diriger l'action concertée, de deux, de dix, de cent hommes; tel autre encore est de force à diriger des centaines, des milliers d'hommes; les uns demeurent dans la routine des tâches apprises; d'autres inventent, innovent sans un instant de repos. Ces constatations que chacun peut faire, à quelle première conclusion conduisent-elles? A ceci, que l'aptitude au travail et à la coordination des efforts humains étant très différente chez les hommes, la capacité de rendement est nécessairement très différente.

Il s'ensuit que la valeur économique des hommes comporte de grandes inégalités et que ces inégalités doivent avoir une répercussion très sensible sur le produit du travail. Si l'on admet que le rendement moyen du travail *individuel* de l'homme est exprimé par 1, on reconnaîtra aisément que les rendements de chacun seront tantôt un peu au-dessus et tantôt au-dessous de 1. Mais quand on passe du travail strictement individuel au travail concerté, coordonné de groupes d'hommes, utilisant les procédés techniques de leur époque, on constate que le rendement s'élève et que, par exemple, si le rendement d'une entreprise de dix hommes don-

nera par tête 1 1/4, le rendement d'une entreprise de cent hommes donne par tête 1 1/2. Que si de nouveaux procédés techniques sont appliqués, le rendement par tête passe à 1 3/4, 2 et même au delà. Analysons : nous découvrirons que la direction des efforts humains, assurée par un homme qui coordonne les mouvements, qui répartit les tâches, qui emploie les matériaux, qui crée ou utilise les nouvelles techniques *a donné au travail individuel une plus-value qu'exprime le chiffre du rendement.* Un même travailleur qui, seul, produisait 1, produit, sous telle ou telle direction, de 1 1/4 à 2. C'est là un phénomène que nous exposons en termes abstraits, mais dont chacun pourra trouver les termes concrets dans la plus proche réalité en examinant les résultats des entreprises qu'il connaît.

En somme, on constate que la direction d'un chef de travail qualifié donne au travail individuel une véritable *plus-value.*

La plus-value que Marx croyait être du travail impayé par le chef d'entreprise existe bien : mais elle n'est pas une plus-value donnée artificiellement et sans raison à la marchandise, c'est une plus-value donnée au travail de l'homme par le travail organisé; c'est une plus-value de rendement qui est provoquée, créée par l'action du

chef d'entreprise. C'est ici que l'on découvre que cette plus-value de rendement étant l'œuvre du chef de travail, il est nécessaire que le chef soit assuré de la recevoir pour qu'il continue sa tâche d'organisateur de la production. Et, d'autre part, les collaborateurs du chef ayant participé à la création de la plus-value, en renonçant au travail individuel, en acceptant de travailler sous une direction, il est nécessaire qu'une part de la plus-value leur soit attribuée afin qu'ils continuent leur tâche dans le travail organisé.

C'est la plus-value, non consommée au cours de l'exécution du travail, qui va constituer le capital social des sociétés humaines. C'est grâce à cette plus-value donnée au travail humain que les hommes peuvent produire au delà de ce qui est nécessaire à leur vie quotidienne; c'est par là que les sociétés accumulent les biens pour les années mauvaises ou pour le renouvellement et l'extension de leurs entreprises.

La part de plus-value attribuée au chef constitue le capital;

La part de plus-value attribuée à ses collaborateurs entre dans la constitution de l'épargne.

C'est par là que les efforts sont personnalisés, rétribués équitablement et dans l'intérêt de la production. C'est par ces attributions, justifiées

par le mécanisme moral et matériel de la production, que la création économique est assurée. L'intérêt personnel, l'appât du gain, portent les chefs d'entreprises à faire leur tâche, à s'imposer l'effort de la direction. Si l'on supprimait, comme le veulent les marxistes, l'attribution au chef de la plus-value de rendement qu'il provoque, on détruirait l'un des plus puissants moteurs de la production, l'intérêt personnel, aussi bien chez les chefs que chez leurs collaborateurs immédiats. Les hommes placés à la direction des efforts humains, n'ayant plus l'appât de leur rétribution particulière, cesseraient leur effort de direction. La disparition de la plus-value de rendement s'ensuivrait, et la valeur des efforts humains tomberait au-dessous de ce qu'elle est dans le travail dirigé. C'est ce que l'on peut observer en Russie, où, les Soviets ayant appliqué rigoureusement le marxisme, la rétribution du chef d'entreprise a été supprimée : il en est résulté une baisse formidable de la production, qu'a accentuée l'organisation démocratique du travail dans les ateliers. C'est ce que l'on a pu observer dans le travail aux armées pendant la grande guerre : les chefs du travail étant des sous-officiers et des officiers à solde fixe, qui n'avaient aucun intérêt personnel dans

le rendement des travaux qu'ils dirigeaient, le rendement général était inférieur de moitié à celui d'une entreprise privée, dont le chef réalise de gros bénéfices[1].

L'intérêt de la création économique exige donc que les bénéfices de la production deviennent la propriété des créateurs de la plus-value du rendement. Le même intérêt exige que la propriété du sol, des instruments de production et des matériaux, soit entre les mains des hommes qui sont intéressés à leur bon emploi, à leur conservation, à leur judicieuse utilisation, par l'attente où ils sont des bénéfices qu'ils en tireront. Ici encore, l'intérêt personnel devient le meilleur administrateur des biens de l'humanité pour le plus grand profit de tous. Lorsque le chef d'entreprise regarde la terre, les constructions, les instruments du travail, les matières premières comme ses biens propres, l'humanité peut être assurée que ses richesses seront bien administrées : le chef d'entreprise veille à ce qu'elles ne soient ni gaspillées, ni mal utili-

1. L'organisation du travail aux armées n'était rien autre qu'une organisation socialiste autoritaire, non sans analogie avec la dictature, dite ouvrière, des Soviets. J'ai longuement montré les vices du système dans mon ouvrage *le Cheval de Troie*, Réflexions sur la conduite et sur la philosophie de la guerre, publié en 1918, à la Nouvelle Librairie Nationale, à Paris.

sées. Lorsque, au contraire, terres, instruments et matériaux sont le bien d'un être collectif, dont l'administration est confiée à des gérants non intéressés, par un profit personnel, à leur bon emploi, le gaspillage devient la règle. On peut l'observer en Russie, dans le régime communiste, comme on a pu l'observer aux armées où, tout appartenant à la Nation, le gaspillage des vêtements, des armes et même de la nourriture a pris des proportions jusqu'ici inconnues, même dans des entreprises privées dirigées par des hommes incompétents et sans autorité.

En dernière analyse, la propriété apparaît comme l'indispensable support de la fonction du chef économique; elle est à l'origine et à la fin du mouvement de création; c'est en elle que les résultats de l'effort viennent se concrétiser; c'est par elle qu'ils sont économisés, accumulés, et conservés afin de servir à de nouvelles entreprises. C'est elle qui personnalise les résultats de l'effort et c'est elle qui est, en même temps, le meilleur agent de socialisation des biens. En effet, cette personnalisation des résultats est un peu une illusion pour celui qui en est le bénéficiaire; cette opération, qui constitue la capitalisation, à quoi aboutit-elle? Elle aboutit à ceci qu'elle met, en dehors de la consommation

de tous, un certain nombre de produits qui sont transformés en constructions, en usines, en travaux publics, etc., et qui constituent un véritable capital social, représenté uniquement par des titres dans les coffres des propriétaires. Avec un système de répartition différent, avec un système communiste par exemple, tous les résultats du travail risquent fort d'être livrés à la consommation immédiatement, et effectivement consommés. La constitution des propriétés, des capitaux, par l'organe des propriétaires et des chefs de la production apparaît donc comme un des meilleurs moyens que possèdent les sociétés humaines pour s'assurer des réserves. Le propriétaire, le chef de production, le capitaliste ne sont, si l'on veut observer leur fonction en dehors des préjugés marxistes, que des agents intéressés de la création économique et des gérants intéressés de la fortune publique. Comme ils sont loin de consommer le produit de leur travail, les bénéfices qu'ils provoquent, ils sont obligés, qu'ils le veuillent ou non, de donner une destination sociale à la propriété individuelle qu'ils travaillent à constituer.

C'est donc en vue d'assurer la fonction sociale des chefs de la création économique et des conservateurs de la richesse acquise, qu'il faut

personnaliser les résultats des efforts de travail sous la forme de la propriété individuelle[1].

IV

LES FACTEURS DE LA PRODUCTION

Contrairement à ce que l'on croit communément, la production n'est point le résultat de l'action combinée de ce que l'on appelle « le capital et le travail » ; ni de l'action de ces trois seuls facteurs « intelligence, capital, travail » ;

1. Proudhon, à qui il est toujours bon de revenir lorsque l'on cherche les raisons profondes du fait de la propriété, a montré, dans sa *Théorie de la Propriété*, que la constitution de la propriété est une condition indispensable de la civilisation. Citons une des preuves qu'il en donne : « Le Polynésien, *en qui la propriété avorte*, et qui jouit dans une entière communauté de biens et d'amour, pourquoi travaillerait-il? La terre et la beauté sont à tous, les enfants à personne; que lui parlez-vous de morale, de dignité, de personnalité, de philosophie, de progrès? Et sans aller si loin, le Corse, qui sous ses châtaigniers trouve pendant six mois le vivre et le domicile, pourquoi voulez-vous qu'il travaille? Que lui importent votre conscription, vos chemins de fer, votre tribune, votre presse? De quoi a-t-il besoin, que de dormir quand il a mâché ses châtaignes? Un préfet de la Corse disait que pour civiliser cette île il fallait couper les châtaigniers. *Un moyen plus sûr, c'est de les approprier* ».

On ne connaît pas assez la *Théorie de la Propriété* qui est une rectification et une mise au point du fameux « La propriété, c'est le vol. » Proudhon a donné dans cet ouvrage une des plus fortes théories de la propriété. On trouve encore ce livre précieux chez l'éditeur Flammarion, à Paris.

ni de l'action de ces deux facteurs « technique et main-d'œuvre ». Les hommes bien ou mal intentionnés qui veulent assurer la paix sociale par l'union du capital et du travail perdent leur temps, car ils s'occupent d'unir deux facteurs qui sont, à eux seuls, tout à fait impuissants; ceux qui veulent équilibrer l'intelligence, le capital et le travail ne sont pas beaucoup plus éclairés; quant à ceux qui veulent assurer la production par la seule collaboration de la technique et de la main-d'œuvre, ils ont de la limaille de fer dans les yeux.

Les facteurs de la production sont plus complexes et si l'on en veut supprimer un, il n'y a pas de production possible. Mais je me hâte de marquer que, de tous, c'est le capital qui joue le rôle le moins important et que, d'ailleurs, c'est lui qui, ainsi qu'il est juste, est le moins rémunéré.

La production est le fruit d'une collaboration *hiérarchisée* dont les facteurs sont plus nombreux que ne le supposent la petite science des libéraux et l'ignorance épaisse des socialistes :

En premier lieu, vient la *conception*, œuvre de l'*imagination créatrice*, par laquelle un homme, capitaliste ou non, technicien ou non, conçoit une utilisation de l'effort humain, son organisa-

tion, son mode de réalisation et son rendement;

En second lieu, le *commandement*, aptitude du même homme ou d'un autre à réaliser les conceptions de l'esprit, à maintenir les hommes dans les voies et moyens de réalisation, à coordonner les efforts pour diriger la technique et la main-d'œuvre vers le but cherché; l'aptitude au commandement est presque toujours soutenue, chez le même homme, par les aptitudes organisatrices ou administratives; mais ces aptitudes sont secondaires : dans toute entreprise, la fonction essentielle est celle du commandement qui crée et fait observer la discipline indispensable du travail, laquelle n'est jamais librement consentie;

Ensuite, intervient l'*intérêt personnel*, moteur absolument nécessaire de l'activité du chef qui a conçu et qui commande, et grâce à quoi le chef acceptera de s'imposer à lui-même l'effort de direction et d'organisation que nécessite la réalisation de ses conceptions;

Alors se manifeste la *technique*, c'est-à-dire le choix des moyens et procédés de travail, ou la recherche des hommes spécialisés dans la connaissance de ces procédés et moyens;

Enfin, la *main-d'œuvre* agit conformément aux directions générales et techniques des fac-

teurs qui précèdent et elle reçoit immédiatement le prix de sa peine, par l'utilisation qui est faite :

Du *capital*, dont le rôle est passif dans la création économique, car il ne fait que se prêter, se louer, ou se faire employer. A ce titre, il ne vient qu'en dernier lieu, et, aussi bien, il n'est jamais rémunéré qu'après tous les autres facteurs de la production. Le capital redevient actif, toutefois, pour le contrôle de l'entreprise, pour l'appréciation des résultats, et, selon le rendement, il s'engage plus fortement, ou se retire, quand il le peut.

Ces facteurs peuvent être distincts par les personnes qui les représentent; ils sont fréquemment unis en de mêmes personnes aptes à remplir une ou plusieurs des fonctions de la production.

Si l'on veut bien analyser sans préjugés le fonctionnement de la production, on s'apercevra que l'ordre *hiérarchique* de ses facteurs est bien celui qui est présenté ici, non seulement dans la création, mais encore dans la rémunération.

Contrairement aux affirmations des socialistes, le capital proprement dit (c'est-à-dire les hommes qui ne sont que capitalistes) ne gère, ne contrôle, ni ne commande la production, et il n'est rémunéré que pour le prêt qu'il fait de

lui-même ou pour le risque qu'il consent à courir. Lorsque le capital paraît jouer un rôle plus important, c'est qu'il appartient à un homme ou à un groupe d'hommes qui sont créateurs et chefs d'entreprises en même temps que capitalistes. Le capitaliste, quand il n'est ni créateur, ni chef, ne remplit qu'une fonction, fort importante d'ailleurs : celle d'économe, de conservateur des réserves de produits constituées par les sociétés humaines : c'est un gérant de la fortune acquise, ce n'est pas un artisan de la fortune à créer.

Les vrais maîtres de la production ne sont pas les capitaux, ni les capitalistes. Ce sont les hommes qui sont aptes à employer les capitaux, les leurs ou ceux d'autrui, et qui sont aptes à *diriger* la technique et la main-d'œuvre. Le capitaliste à qui manque ces aptitudes essentielles ne demeure pas longtemps en possession de ses capitaux. Au contraire, le vrai chef de production peut commencer une entreprise sans capitaux : il ne tardera pas à les conquérir.

La rémunération des facteurs de la production doit être faite, si l'on veut que les entreprises prospèrent, selon les indications que fournit la hiérarchie des fonctions :

La main-d'œuvre est rémunérée selon le

temps et la qualité et les risques du travail quotidien exécuté;

La technique est rémunérée selon sa compétence et les améliorations qu'elle réalise dans le temps nécessaire à sa mise en train;

L'intérêt personnel, le commandement, la conception sont rémunérés partie selon le travail effectif qu'ils fournissent, partie selon le rendement de l'entreprise elle-même. Pour ces facteurs, le plus gros intérêt porte sur le rendement net, ainsi qu'il convient, puisque c'est ce rendement seul qui permet d'apprécier leur valeur;

Le capital n'est, répétons-le, rémunéré qu'après tous prélèvements quotidiens, mensuels, annuels, effectués en faveur des facteurs actifs de la production; et c'est seulement dans le cas où il est intimement lié à la conception, au commandement et au risque total que sa part dépasse celle du simple intérêt de l'argent.

La hiérarchie des facteurs de la production peut être observée dans toute entreprise. On peut la regarder comme un fait. Si l'on veut l'expliquer par une loi de la vie, on n'aura aucune peine à représenter qu'elle ne fait que reproduire dans la vie sociale la hiérarchie des facultés humaines. Que chacun s'observe et il

découvrira que le fonctionnement de son être lui donne la loi des entreprises sociales : quand nous nous employons nous-mêmes, c'est d'abord notre esprit, notre imagination, servis par notre intelligence, qui conçoivent l'action; notre énergie commande ensuite, notre intérêt ou nos appétits nous meuvent, notre savoir technique nous sert, et, enfin, notre main manie l'outil sur les matériaux (notre capital) que notre esprit a décidé de risquer ou d'employer.

C'est l'ordre éternel qui est inscrit dans la nature humaine, qui se reproduit dans les œuvres de l'homme, et contre lequel toutes les insurrections seront éternellement vaines.

V

LES PRIX

Du moment où l'on possède une connaissance scientifique de la valeur, des facteurs et des conditions de la production, on est en mesure de connaître le mode de détermination des prix et par quels moyens on peut agir individuellement et collectivement pour les comprimer. On sait que la fixation des prix n'est pas un phénomène qui échappe au pouvoir de l'homme ou des sociétés et qui dépende des insaisissables fantai-

sies de chacun. Les prix ne sont en aucune manière soumis à l'offre et à la demande ; ils dépendent d'éléments extérieurs à l'appréciation du désir ou du besoin, et l'on retrouve, dans tous les prix, les mêmes éléments constitutifs, dont le dosage seul varie. On peut faire l'analyse des prix, en quelque sorte, avec la même rigueur qu'une analyse chimique.

Tous les prix sont basés sur le prix de revient de la production et du transport des denrées et des produits fabriqués. Mais il entre, dans la constitution des prix de revient, plus d'éléments que l'on ne le voit communément.

I. — Premièrement, tout produit, toute denrée, est grevé de ce que nous pouvons nommer les frais généraux nationaux ou sociaux, c'est-à-dire des frais que nécessite l'entretien de l'appareil d'État qui oblige les citoyens au travail et défend les produits de leur travail contre le pillage intérieur ou extérieur (ces frais généraux comprennent nécessairement toutes les dépenses d'État pour les services nationaux de l'armée, de la marine, de la police et de la justice, des travaux publics de toute nature qui servent soit au développement économique soit au fonctionnement des services d'État). Ces frais généraux nationaux, que chacun serait obligé de s'impose

si l'État ne remplissait pas sa fonction, sont imposés à toutes les entreprises sous la forme des impôts de toute espèce. L'impôt est donc la rémunération des efforts humains qui assurent le service d'État qui permet la création économique.

Les frais d'État sont le premier élément constitutif de tous les prix. Il va de soi que, lorsque l'État est mal géré, ou supporte, comme c'est le cas après une guerre, des charges exceptionnelles, les frais d'État sont plus élevés et la part de ces frais qui incombe à chaque entreprise retentit nécessairement sur le prix des choses[1].

II. — Les produits ou denrées sont ensuite grevés, avant même leur fabrication, de la rente payée au capital engagé dans l'entreprise et au

1. La connaissance de ce fait que les frais d'État sont la première rémunération de tout travail est d'une importance capitale pour la détermination des modes d'imposition. A titre d'indication, on peut montrer ici que les frais d'État devant être à l'origine et non à la fin de la création économique, les impôts doivent, autant que possible, être rapprochés de cette origine. L'impôt sur les bénéfices, appliqué en France au cours de la grande guerre, est une absurdité. Que les chefs d'entreprise fassent des bénéfices ou n'en fassent pas, ils doivent payer à l'État leur part de frais généraux nationaux. L'impôt sur les bénéfices est une invention d'hommes ignorant les premiers principes de l'économie, et qui croient que le bénéfice industriel ou commercial théorique qui entre dans le prix de tout produit ou de toute denrée, devient nécessairement un bénéfice réel d'entreprise.

terrain sur lequel l'entreprise est installée. Cette rente n'est autre chose que la rémunération des efforts de toute nature incorporés dans la terre, les bâtiments et constructions, l'outillage, qui sont mis à la disposition d'une entreprise nouvelle sous la forme du capital. Ce n'est pas une rente gratuite à un capital intangible; c'est en réalité la rémunération des efforts antérieurs, qui ont été économisés par d'autres et dont le résultat est prêté aux nouvelles entreprises, afin qu'elles puissent produire immédiatement, sans attendre d'avoir fabriqué elles-mêmes leur outillage, et qu'elles puissent nourrir leurs travailleurs, sans attendre les résultats de leurs premiers travaux. La charge supportée ainsi par les produits et denrées varie de un à cinq pour cent de la valeur marchande des objets; elle permet d'économiser une charge qui serait beaucoup plus lourde si les entreprises étaient obligées de fabriquer elles-mêmes tout leur matériel avant de se donner à l'objet propre de leur production. Dans la suite, les entreprises continuent d'être grevées des mêmes charges, non envers le capital initial qui est usé, éliminé, ou amorti dans un temps plus ou moins long, mais envers les capitaux qu'elles tirent de leurs bénéfices et qu'elles incorporent chaque année pour renou-

veler leur matériel ou leurs constructions.

III. — Entre ensuite dans les prix la rémunération des efforts intellectuels qui ont fourni la conception de l'entreprise, le mode de création, le mode d'organisation.

Dans l'établissement des prix, il est toujours tenu compte de la rémunération moyenne du capital et de la conception ; mais cela ne signifie pas que cette rémunération sera effective, car elle ne le devient que si l'entreprise produit des bénéfices, c'est-à-dire si, en fin d'année, on se trouve avoir une économie de résultats sur l'ensemble des efforts, toutes les autres rémunérations, à l'État, à la technique et à la main-d'œuvre étant faites.

IV. — On passe ensuite aux rémunérations fixes, qui seront effectives, quels que soient les résultats du travail, c'est-à-dire :

A. — La rémunération de la direction, du commandement, de l'organisation, c'est-à-dire des aptitudes d'un ou de plusieurs hommes à diriger, à discipliner, à coordonner, à économiser les efforts humains, à surveiller l'emploi du temps et des matériaux et à conserver les constructions et l'outillage. La rémunération de ces fonctions est proportionnelle à l'aptitude plus ou moins grande des hommes à réaliser

l'économie d'efforts, de temps et de matériaux;

B. — La rémunération de la technique. Il s'agit de payer les efforts intellectuels qui ont abouti à la connaissance et à l'emploi, par des hommes spécialisés, des règles de culture et de fabrication. La rémunération des techniciens (ouvrier spécialisé, artisan, technicien proprement dit) est proportionnelle, non à la durée du travail effectué, mais à la durée et à la qualité des efforts employés à l'acquisition de la technique et aux aptitudes plus ou moins grandes de chacun à l'utilisation de la technique, — c'est-à-dire proportionnelle à l'économie de temps et d'efforts que la technique permet de réaliser;

C. — La rémunération de la main-d'œuvre, qui est proportionnelle à la durée du travail, à l'habileté professionnelle, aux qualités intellectuelles et physiques grâce auxquelles le travailleur comprend et réalise plus ou moins vite les instructions qu'il reçoit pour l'exécution du labeur. La main-d'œuvre est rémunérée au prix de la vie, c'est-à-dire au prix que coûte, dans un temps donné, selon les usages et les mœurs, l'entretien d'une famille. Dans une société bien organisée, la rémunération de la main-d'œuvre doit être telle que le travailleur se trouve à l'abri de tous les coups du sort et que, par l'épargne

personnelle ou la garantie collective, sa vieillesse soit assurée.

Ce sont là les éléments constitutifs essentiels des prix, que l'offre et la demande sont absolument impuissants à modifier. Les variations des prix, dans un sens ou dans l'autre, ne proviennent que des variations de l'un ou l'autre des éléments, ou de l'ensemble, exprimé par le rendement général. Une baisse de prix ne peut être obtenue que par une augmentation du rendement général, ou par une amélioration des méthodes employées par la direction des entreprises, ou par une amélioration de la technique, ou par une élévation de l'habileté professionnelle de la main-d'œuvre, ou enfin par une diminution des frais d'État. Il est intéressant de bien marquer ces conditions dans le temps de vie chère où nous sommes.

Il convient d'observer que les éléments constitutifs des prix que nous venons de citer s'expriment *trois fois* dans les prix de tous produits et denrées.

Ils s'y expriment une première fois pour la production proprement dite, une seconde fois pour le transport, une troisième fois pour le commerce ou répartition des denrées et produits entre les consommateurs. La valeur n'est, en effet,

définitivement créée que lorsque la denrée ou l'objet fabriqué sont transportés dans les endroits où ils sont utilisables par l'homme. Si l'on amasse des milliers de tonnes de houille dans un pays chaud et sans industrie, on crée une valeur économique dont la valeur ne sera acquise que lorsque la houille aura été transportée sur les lieux où elle peut être utilisée. On est ainsi amené à concevoir que les prix s'établissent en fonction de la valeur (ou du coût) de la production et, ensuite, de la valeur d'utilisation créée par le transport et le commerce. Les objets et denrées sont intégralement valorisés ou dépréciés selon que le commerce et le transport les distribuent bien ou mal. Si l'on transporte des fourrures et des vêtements chauds dans les régions tropicales, on déprécie presque complètement des marchandises qui ne pourront retrouver leur valeur que dans les pays tempérés ou froids. La valeur de production ne peut être conservée que par une distribution heureuse des marchandises. Ce qui revient à dire que la valeur économique est créée par la production et le commerce. Le commerce, que l'ignorance socialiste déclare être une sorte de vol légal accompli par des intermédiaires qui majorent le prix des marchandises, le commerce est en vérité

la science et l'art qui président à une répartition des biens telle que produits et denrées acquièrent leur valeur économique intégrale. L'objet du commerce est de donner aux marchandises leur valeur d'utilisation en les transportant sur les points du monde où ils sont utilisables, et, ceci, dans les conditions de transport les moins coûteuses. Le commerçant apparaît comme un délégué intéressé, par le profit qu'il réalisera, à la bonne répartition des marchandises. Le producteur vend les marchandises au commerçant au prix de la production; le commerçant les vend au prix d'utilisation, c'est-à-dire au prix de production augmenté des frais propres aux entreprises de transport et des frais propres aux entreprises commerciales.

En fin d'analyse et en résumé, nous arrivons à préciser que les prix sont constitués, irréductiblement, par les éléments suivants :

a) frais généraux nationaux, ou frais d'État, incorporés aux prix par la voie de l'impôt;

b) frais de la production, du transport, du commerce, comprenant tous trois :

la rémunération de la direction et de l'organisation;

la rémunération de la technique;

la rémunération de la main-d'œuvre;

la rémunération des terrains et capitaux quand ils sont loués;

qui sont effectives en tout état de cause; et, enfin,

la rémunération des capitaux engagés et de la conception des entreprises, théorique dans toute entreprise, effective dans les entreprises bien conçues et bien organisées.

L'offre et la demande sont impuissantes à modifier les prix qui comprennent nécessairement tous ces éléments. Si les prix de vente ne pouvaient couvrir tous les frais exposés, par suite du prétendu jeu de l'offre et de la demande, la production, le transport et le commerce suspendraient immédiatement leur travail. Quelle que soit l'offre, quelle que soit la demande, les prix ne peuvent jamais descendre au-dessous des frais totaux qui viennent d'être énumérés; leurs variations sont uniquement déterminées par les variations du coût de chacun de leurs éléments constitutifs.

VI

UNE CONDITION NÉCESSAIRE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE : LE RÉGIME DE LA CONTRAINTE MUTUELLE

Aucun des éléments constitutifs des prix ne peut être supprimé; mais la proportion de chacun d'eux peut varier, et chacun d'eux peut supporter une certaine compression, sous la pression du consommateur qui agit toujours dans le sens de la réduction proportionnelle ou absolue des prix, ce qui exprime la tendance à la réduction des efforts humains. Or, la compression des prix ne peut dépasser une certaine limite : si la compression des salaires met la main-d'œuvre dans la misère, — si la compression de la rémunération de la direction retire tout intérêt à l'effort de direction, — si la compression des bénéfices enlève tout profit à l'entrepreneur, — si la compression de l'intérêt au capital ne compense pas les risques courus par le capitaliste, — si la compression des frais d'État ne permet plus l'entretien des services publics, l'État ne remplit pas sa fonction, le capitaliste se retire, l'entrepreneur cesse de concevoir, la direction cesse d'organiser, la main-d'œuvre cesse de travailler; que l'un ou l'autre de ces éléments soit défaillant, et la production

est arrêtée. Il y a donc une limite à la compression des éléments des prix. Cela n'empêche pas cependant la compression des prix eux-mêmes, car il y a un moyen de réduction que l'humanité ne cesse d'employer, sauf pendant ses périodes de décadence : c'est le perfectionnement technique, qu'il porte sur les méthodes de travail ou sur l'outillage et le matériel.

Mais la réduction des prix par le perfectionnement technique ne peut se produire que dans des conditions politiques, économiques et sociales où les facteurs de la production et de la répartition agissent automatiquement dans ce sens.

Les économistes libéraux ont cru que ces conditions se trouvaient réalisées dans le régime politique de la démocratie et dans le régime économique de la libre concurrence. Ils considéraient que la recherche des bas prix par le consommateur, portant chaque industriel à réduire ses prix pour se donner un avantage sur les marchés, contre ses concurrents, l'industrie serait naturellement portée à réaliser la baisse des prix par le perfectionnement technique. La raison indiquait que ce phénomène ne devait pas se produire intégralement; l'expérience a montré que, si l'on a obtenu, dans ce régime, des perfectionnements techniques incontestables,

on a, en même temps, mis en péril plusieurs des facteurs de la production.

Nous avons déjà fait le procès du régime de la libre concurrence. Nous indiquerons ici comment et pourquoi, dans ce régime, les chefs de la production sont détournés de la voie du perfectionnement technique.

Si le perfectionnement technique est, pour un chef d'industrie, le meilleur moyen de s'assurer des avantages sur ses concurrents, il n'en reste pas moins qu'il est le moyen le plus difficile à employer, celui qui exige le plus grand effort, tant à cause de l'effort d'invention et de recherche qu'il exige que par le fait qu'il oblige l'industriel à risquer de nouveaux capitaux. Si le chef d'entreprise ne disposait d'aucun autre moyen, il serait contraint de l'employer. Mais, dans le régime économique de la libre concurrence et dans le régime politique de la démocratie, les chefs de la production peuvent échapper à ce plus grand effort de travail auquel la concurrence les invite :

1° Par la compression des salaires, l'ouvrier n'ayant, au XIXe siècle, aucun moyen de maintenir les salaires au taux nécessaire à l'entretien de la famille ouvrière;

2° Par un usage abusif des pouvoirs d'État,

dont les groupes industriels peuvent se servir, en s'alliant à des politiciens influents, pour obtenir de l'État les subventions, les souscriptions, les protections qui rétabliront leur situation devant la concurrence.

Ainsi la libre concurrence porte-t-elle les chefs de la production et du commerce à éviter la voie du progrès technique, celle du plus grand effort, et à rechercher les moyens de maintenir leurs bénéfices par une dégradation de la force ouvrière ou de la force de l'État, c'est-à-dire par le moindre effort dans la voie où ils trouvent la moindre résistance.

La recherche continue du perfectionnement technique ne peut donc être assurée que si les chefs d'entreprise, qui sont seuls en mesure de réaliser les progrès techniques, sont absolument contraints de les trouver, sous peine de déchéance automatique. Il faut qu'ils soient placés dans un régime qui ne leur laisse pas d'autre voie. Le régime qui les place dans les conditions nécessaires n'est pas celui de la libre concurrence : c'est celui de la contrainte mutuelle, organisé sous le contrôle de l'État, dans un régime politique où l'État est indépendant des groupes économiques.

Nous concevons que l'Etat, indépendant des

classes, des groupes et des partis, place au-dessus de tous une même loi qui oblige tous les citoyens au travail et leur interdit de se servir de sa propre force ou de ses propres ressources pour échapper au travail; nous concevons que l'État est en mesure, ainsi, d'imposer à tous le respect de l'intérêt national qu'il représente et au nom duquel il intervient lorsque la vie économique menace tel ou tel des intérêts sociaux du présent et de l'avenir qu'il est seul à connaître et à pouvoir défendre.

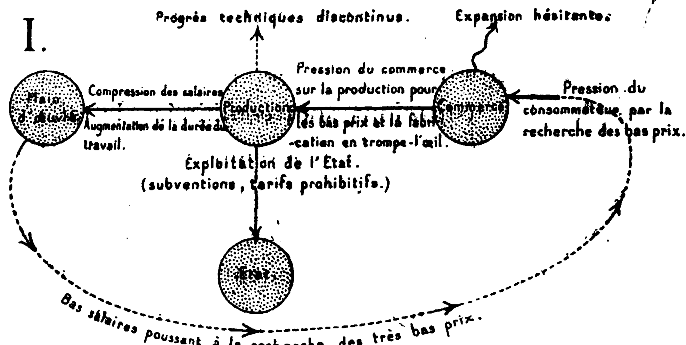
Sous sa contrainte et sous sa protection, contrainte mutuelle organisée : contrainte des groupes de vendeurs sur les groupes de producteurs, contrainte des groupes de la main-d'œuvre sur les groupes de chefs, de telle manière que les prix s'établissent, non par des accords individuels où ils s'avilissent, mais par des accords collectifs où ils sont comprimés dans les limites des possibilités du moment. Il ne s'agit pas ici d'utopie; ce régime de la contrainte mutuelle, il s'organise sous nos yeux; c'est le régime syndical étendu à toute la production, aux transports et à toutes les formes du commerce. Dans ce régime, tous sont syndiqués, pour vendre, pour acheter, pour produire, pour travailler; les prix de toutes choses, les conditions du travail

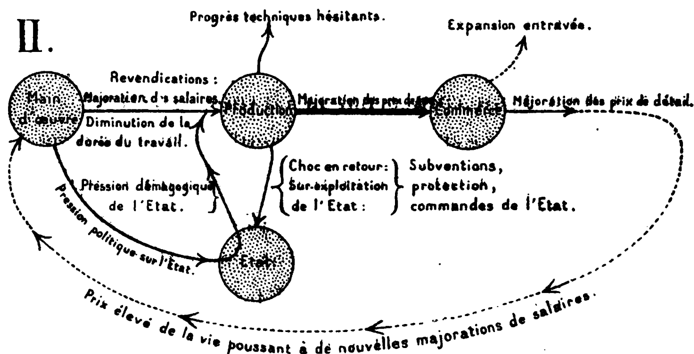
et de sa rémunération, les conditions de la production sont réglés par les accords syndicaux entre syndicats intéressés. Les syndicats des commerçants, en contact avec les consommateurs et subissant leur pression, font pression sur les syndicats de producteurs pour obtenir des prix moins élevés; les syndicats de la technique et de la main-d'œuvre font pression sur les syndicats de producteurs pour obtenir une rémunération plus élevée. Pressés de part et d'autre, les producteurs n'ont qu'une voie pour échapper à la pression qu'ils subissent, c'est celle du progrès technique qui les conduit à l'augmentation de rendement et aux prix moins élevés. A leur tour, ils font pression sur la technique et la main-d'œuvre pour obtenir un meilleur rendement professionnel, et sur les syndicats de commerçants pour obtenir des débouchés nouveaux ou plus étendus.

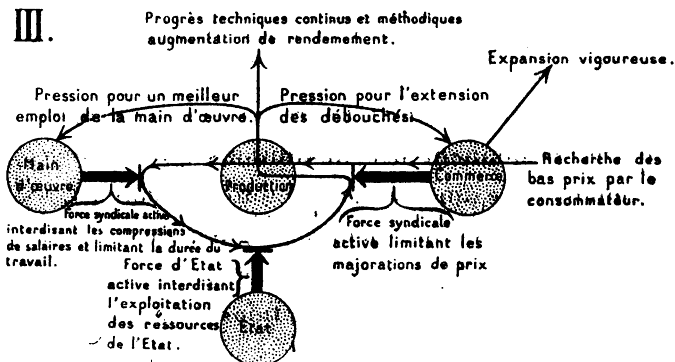
A l'intérieur de chaque syndicat, contrainte des membres les uns sur les autres, en vue de faire respecter la discipline, les règles collectives et les accords syndicaux. Le résultat général doit être, automatiquement, l'élévation de la valeur professionnelle dans les groupes de la main-d'œuvre et de la technique, l'accroissement et le perfectionnement des entreprises, le développe-

ment de l'activité commerciale. La raison en est simple : les institutions sont combinées de telle manière que les groupes économiques cherchant tous le moindre effort, se contraignent mutuellement au plus grand effort. C'est le régime vers lequel nous tendons confusément, sous la pression de la dure nécessité où nous sommes, et vers lequel nous marcherons d'un pas d'autant plus rapide que nous comprendrons mieux qu'il est la seule voie de salut pour les peuples qui ont été à demi ruinés par la Grande Guerre.

Il est bien évident que ce seul mécanisme ne suffit pas pour donner la prospérité à un peuple. Les meilleures institutions ne peuvent assurer la prospérité d'une nation dont les citoyens ne voudraient pas travailler. Et il faut une âme pour animer le mécanisme que l'on décrit ici. Mais nous reviendrons là-dessus en formulant les conclusions de ce livre. L'objet de ce chapitre est limité à l'enseignement de cette vérité : les peuples ne travaillent heureusement que lorsqu'ils se donnent des institutions qui les soumettent au régime de la contrainte mutuelle. Les nations qui accepteraient ce régime de la libre entr'aide que des hommes généreux mais ignorants du réel ont rêvé, ces nations-là se condamneraient à une mort certaine et rapide.


I.
Progrès techniques discontinus.
Expansion hésitante.
Pression du commerce sur la production pour les bas prix et la fabrication en trompe-l'œil.
Compression des salaires
Augmentation de la durée du travail.
Pression du consommateur par la recherche des bas prix.
Main d'œuvre
Production
Commerce
Exploitation de l'Etat. (subventions, tarifs prohibitifs.)
Etat.
Bas salaires poussant à la recherche des très bas prix.


II.
Progrès techniques hésitants.
Expansion entravée.
Revendications : Majoration des salaires. Diminution de la durée du travail.
Main d'œuvre
Production
Commerce
Majoration des prix de détail.
Pression démagogique de l'Etat.
Pression politique sur l'Etat.
Choc en retour: Sur-exploitation de l'Etat :
Subventions, protection, commandes de l'Etat.
Etat.
Prix élevé de la vie poussant à de nouvelles majorations de salaires.


III.
Progrès techniques continus et méthodiques augmentation de rendement.
Expansion vigoureuse.
Pression pour un meilleur emploi de la main d'œuvre.
Pression pour l'extension des débouchés.
Main d'œuvre
Production
Commerce
Recherche des bas prix par le consommateur.
Force syndicale active interdisant les compressions de salaires et limitant la durée du travail.
Force syndicale active limitant les majorations de prix
Force d'Etat active interdisant l'exploitation des ressources de l'Etat.
Etat

REPRÉSENTATION DU JEU DES FORCES ÉCONOMIQUES DANS LES DIFFÉRENTS RÉGIMES

I. — Régime de la libre concurrence.

La tendance au moindre effort, partant du consommateur, s'exprime par la recherche des bas prix.

La pression exercée sur le commerce se fait immédiatement sentir sur la Production. Dans la hâte des affaires, et en l'absence de toute institution qui donne une direction utile à cette pression, le résultat est une pression de la Production sur le salaire et la durée du travail. La Main-d'œuvre, peu payée, recherche de plus en plus les bas prix, entraînant le commerce à la vente de la camelote et la Production à la fabrication de basse qualité. C'est le régime de l'avilissement des prix, des bas salaires et des petits bénéfices qui ne permettent pas le renouvellement rapide de l'outillage.

II. — Régime syndical unilatéral.

C'est le régime que nous subissons. Les groupements économiques, réagissant contre l'avilissement des prix du régime précédent, sont tous organisés pour la vente, mais non pour l'achat. La tendance qui se manifeste n'est plus celle du moindre effort, mais celle de la plus grande jouissance ou du plus grand profit. Elle part, non du consommateur, mais de la Main-d'œuvre; la Production la subit, et la fait subir au Commerce. Dans la hâte des grèves et en l'absence d'institutions qui la contraignent à prendre une direction utile, elle se manifeste surtout par les majorations de prix de vente. La Main-d'œuvre, subissant les majorations dans le prix de la vie, réclame de nouvelles majorations de salaires, qui déterminent de nouvelles majorations de prix des objets et denrées. Régime de hauts salaires et de gros bénéfices, inutilisés les uns et les autres.

III. — Régime syndical intégral, *ou régime de la contrainte mutuelle, sous le contrôle d'un État fort et indépendant.*

La tendance au moindre effort part du consommateur. La pression exercée sur le commerce retentit sur la Production, qui la lance d'abord dans la direction de la compression des salaires; arrêtée, elle tente l'exploitation de l'État; repoussée, elle fait une tentative dans la direction du commerce à qui elle fera payer des plus hauts prix par une tromperie sur la marchandise; rejetée encore, elle revient enfin au cœur de la production et se dirige vers la seule issue libre : le progrès technique. C'est la voie du plus grand effort, où la Production entraîne alors la Main-d'œuvre, à qui elle demande une plus grande habileté professionnelle, et le Commerce, à qui elle demande une plus grande activité. C'est le régime des hauts salaires, des grands bénéfices, et des bas prix des objets et denrées; l'épargne est forte; la capitalisation intense est obligée de s'employer à l'amélioration constante de l'outillage.

DEUXIÈME PARTIE

CONFRONTATION DES DOCTRINES DEVANT LES FAITS

CHAPITRE VI

L'INTELLECTUALISATION DE L'EFFORT

Si l'humanité, depuis les origines, poursuit à travers la constitution, la croissance et la chute des empires et des nations, un but qu'elle n'atteint jamais, comment se peut-il qu'elle persévère dans une tâche qu'elle pourrait croire vaine ? Elle tend au moindre effort ; elle le trouve, mais, aussitôt, un plus grand effort s'impose à elle. C'est la leçon qu'elle tire de tous ses progrès ; il y a une loi de constance de l'effort humain à laquelle l'homme ne peut échapper. L'homme le sait ou le sent confusément. Pourquoi donc persévère-t-il dans une direction qui paraît absurde et vaine ?

La vanité, l'absurdité ne sont qu'apparentes ; l'humanité trouve sa satisfaction en ceci que si l'effort demeure constant, il change de forme et se place dans une région de l'être où la fatigue

est moins pénible : l'intelligence. L'humanité diminue sans cesse son effort physique et y substitue l'effort intellectuel : l'histoire des transformations économiques progressives n'est que l'histoire d'une intellectualisation de l'effort, par laquelle l'homme, employant sa faculté de connaître et d'utiliser les choses de la nature, capte les forces animales et physiques et les met au service de son activité. Mais, ainsi que l'indique le plus simple calcul de mécanique, il ne peut y avoir diminution des efforts et des forces employés. La direction et le contrôle des forces que l'homme capte et utilise exige de l'homme un effort équivalent à celui qu'il dépensait avant de les avoir mises à son service, ceci tant par cette direction et ce contrôle même que par la surveillance, l'emploi et la répartition des biens plus abondants procurés par l'augmentation considérable de rendement. Ainsi l'homme ne peut-il échapper à la constance dans l'effort. Si, sur cent hommes employés à une tâche assurée par les procédés primitifs, l'intellectualisation de l'effort permet d'en économiser vingt et de doubler le rendement des quatre-vingts autres, il faudra employer les vingt devenus disponibles aux constructions nouvelles pour abriter le rendement accru, à la surveillance, à la conservation

et au transport des nouveaux biens. Toute réduction d'effort physique est immédiatement compensée par une augmentation d'effort intellectuel.

La civilisation n'est autre chose que l'intellectualisation de l'effort : intellectualisation de l'effort de contrainte qui, par la création de l'État perfectionné, substitue à la force du poing la force qui gouverne autant et plus par l'intelligence que par la force pure ; intellectualisation de l'effort économique par l'industrialisation des travaux de toutes sortes. Cette transformation met l'homme à l'abri des périls qui le menacent dans l'état de nature ; mais elle le met sous la menace de nouveaux périls propres aux états sociaux qu'elle crée. Et si, par là, l'humanité se garde des formations sociales instables et changeantes que crée la force brutale, elle se donne une nouvelle insécurité, qui vient du fait de l'extrême différenciation qui se produit dans les sociétes fortement intellectualisées : entre les chefs de ces sociétés qui, eux, représentent la plus haute intellectualisation de l'effort, et leurs subordonnés dont l'activité est moins éloignée de la forme originelle de l'effort, les différences de fonctions sont très accusées et sont moins bien comprises de tous que, dans une société primi-

tive, les différences fondées sur les manifestations élémentaires de l'énergie.

C'est ce qui rend si ardu le gouvernement des sociétés très civilisées, où il faut toujours se garder des explosions de force brutale qui peuvent se produire soit dans la jeunesse, soit chez des hommes fatigués par l'effort intellectuel, soit aux rangs sociaux où l'activité est plus physique qu'intellectuelle, soit encore chez des hommes trop riches de sève. Avec cette lumière, on comprend mieux l'écroulement de certains gouvernements dans les sociétés modernes, gouvernements trop confiants dans l'emploi de la force pure, et incapables par là d'exercer la mission de l'État dans une civilisation fortement intellectualisée. L'effondrement de l'Empire des tsars, qui était pourtant une assez belle construction militaire et administrative, vient en partie du fait que le gouvernement des tsars n'a eu qu'une faible idée du rôle que joue l'intelligence dans la civilisation européenne.

Le bolchevisme commet la même erreur fondamentale que les tsars. Son hostilité à l'égard des représentants et des organes de l'intelligence montre qu'il ne conçoit pas la constitution des civilisations. Fait paradoxal : il emploie les ressources des intelligences qu'il a gagnées, ou

qu'il s'est subordonnées, à organiser une propagande universelle contre l'intelligence, et les mouvements qu'il essaie de susciter dans le monde tendent à une égalisation qui subordonne l'intelligence aux faits matériels. Il s'emploie à créer les conditions politiques, économiques et sociales qui, non seulement excluent les formes politiques et économiques contre lesquelles il est en lutte, mais qui le condamnent lui-même à une mort certaine et inévitable. C'est là une politique engendrée par l'erreur marxiste, qui subordonnait les phénomènes intellectuels aux phénomènes économiques, mais dont la généralisation n'est guère possible que dans ces Russies dont les tsars avaient laissé les ressources intellectuelles en friche.

Dans les pays latins, au contraire, une puissante culture intellectuelle, qui pénètre toutes les classes, s'oppose à ce paradoxe, et c'est un fait que les admirateurs des bolchevistes russes font des efforts considérables pour se présenter aux peuples comme des représentants de l'intelligence. Il n'en reste pas moins que, dans les groupements syndicaux soumis à la pensée marxiste, on trouve, dans les revendications formulées depuis l'explosion bolcheviste russe, une tendance hostile à l'intelligence et qui se manifeste par une

opposition marquée à la reconnaissance de la rémunération différenciée des capacités intellectuelles. C'est précisément une des causes essentielles de la faiblesse du mouvement syndical, quelles que soient les apparences contraires. La méconnaissance des capacités, le refus de les rémunérer ne peuvent avoir de succès durable dans un pays où il y a, en somme, fort peu de manœuvres, et où la différenciation se manifeste au premier degré du travail. Fait curieux : la France est, de tous les pays de haute civilisation, le pays où les capacités intellectuelles sont le moins rémunérées : on s'y contente aisément de différences assez faibles, presque toujours au-dessous des services rendus ; mais on y est très sensible au renom, à cette sorte de gloire qui est attachée à toutes les fonctions, ouvrières ou patronales, industrielles ou commerciales, qui exigent des capacités intellectuelles marquées.

On a voulu nier cette intellectualisation du monde moderne. Des écrivains, des économistes à courte vue voient dans les sociétés contemporaines une mécanisation croissante. C'est là une des plus grosses erreurs que l'on puisse commettre. L'industrialisation, loin d'entraîner la mécanisation du travail, exige l'intellectualisation croissante des travailleurs, même de ceux

qui sont voisins des manœuvres. La mécanisation des gestes, citée comme preuve de la mécanisation du travailleur, se retourne contre la thèse générale, car elle n'est possible que par l'adhésion de l'intelligence à la méthodisation du travail. Le nègre qui travaillait sous le fouet était mécanisé. L'ouvrier dont les gestes sont « taylorisés » est un travailleur qui ne subit pas une contrainte physique, mais qui accepte l'ascendant d'une méthode et qui, par son adhésion intellectuelle, contraint ses nerfs et ses muscles à agir selon les données d'une mécanique plus savante que la mécanique qu'il suivait auparavant.

La répétition constante des mêmes gestes simples par un même travailleur ne constitue pas une preuve de mécanisation. C'est dans les sociétés simples que cette répétition, preuve de mécanisation, est presque générale. Le « geste auguste du semeur » est un acte beaucoup plus mécanique que la conduite du semoir par un ouvrier agricole dont la pensée connaît le mécanisme qu'il manœuvre et dont l'énergie agit sur l'animal qui traîne la machine qu'il conduit. Le conducteur d'une grue ou d'un treuil peut faire le même métier toute sa vie : il sera certainement un homme plus intellectualisé que l'homme qui traîne la brouette qui porte des fardeaux.

En résumé, le propre de la civilisation et surtout de notre civilisation industrialisée est d'intellectualiser l'effort de la création économique. Si nous avons la volonté de surmonter la crise où nous sommes, c'est à l'intelligence qu'il faut faire le plus pressant appel. Donnons-lui le rang, l'honneur, les soins, la rémunération qui lui sont nécessaires. Dans notre civilisation qui paraît dominée par les forces matérielles, c'est l'intelligence qui porte partout l'animation. Sans elle, la machine n'est que vile ferraille. Plus que jamais, l'intelligence est la reine des cités ; c'est la moins tyrannique des souveraines et, en France, son règne n'est pas seulement celui de la sévère logique, c'est aussi celui de la grâce.

CHAPITRE VII

LA MÉTHODISATION DE LA PRODUCTION

Rappelons les termes des problèmes économiques qui sont posés au génie organisateur des Français : premièrement, augmenter la production française avec quinze cent mille producteurs en moins; deuxièmement, faire baisser le prix de la vie tout en réduisant la durée du travail et en augmentant la rémunération des travailleurs. Nous avons indiqué selon quels principes et dans quelles conditions on peut travailler pour résoudre ces problèmes. Rappelons que nous voyons le problème résolu par la volonté de croître soulevant les énergies françaises ; par une doctrine les guidant; par le régime de la contrainte syndicale mutuelle dirigeant les actions dans le sens du plus grand effort; par la méthodisation du travail enfin, assurant à une même quantité d'efforts un rendement plus

grand. C'est un grand problème d'intellectualisation du travail. Il est important de voir jusqu'où il porte.

Il ne s'agit pas seulement de ce que l'on nomme la taylorisation. Nous avons à considérer deux modes d'organisation sur deux plans très différents : l'un, l'organisation méthodique du travail à l'*intérieur* des entreprises, qui va régenter l'économie des entreprises ; l'autre, l'organisation méthodique de la production à l'*extérieur* des entreprises, qui va régenter l'économie corporative et retentira sur l'économie individuelle. Il y a donc deux méthodisations très différentes à réaliser, l'une individuelle, propre à chaque entreprise, l'autre collective, intéressant l'ensemble d'une corporation. Les principes de la première sont assez connus : ceux de la seconde le sont beaucoup moins.

Les principes de la taylorisation ou de la méthodisation du travail sont en effet familiers à un très grand nombre de Français. On sait comment, par l'étude scientifique des temps de travail et des mouvements du travail, on peut arriver à doubler et à tripler le rendement du producteur. L'exemple du poseur de briques est aujourd'hui à la fois classique et populaire, et l'on sait quel merveilleux parti l'on a tiré de la méthodisation

dans l'industrie de guerre. Il y a peu à dire sur ce point. Il ne reste qu'à mettre en garde les industriels contre des applications brutales de la méthode qui iraient contre les doctrines mêmes de son inventeur et de ses successeurs. Il reste également à appeler l'attention sur ce fait que, dans la méthodisation du travail dans les entreprises privées, il y a avantage à partir de la direction pour aboutir aux ateliers, plutôt que de partir d'une conception de l'atelier pour aboutir à une conception de la direction.

Il est en tout cas incontestable qu'une application intelligente des deux méthodes[1] est un des moyens les plus sûrs d'augmenter la production, de faire baisser les prix de revient et de vente et de mieux rémunérer le travail.

La méthodisation du travail corporatif aboutira vraisemblablement à des résultats égaux sinon supérieurs. Dans cette direction, les idées n'ont pas encore la netteté qu'elles ont acquise en ce qui concerne le travail individuel ou l'organisation de l'usine. Toutefois, on pourrait dire d'un mot qu'il s'agit d'appliquer au travail de

1. On lira avec fruit les exposés des deux méthodes qui ont été donnés par les représentants des deux écoles : *Le système Taylor*, par C. Bertrand Thompson (Paris, Payot, 1919) ; *Essai sur la conduite des affaires et la direction des entreprises* (Doctrine Fayol), par J. Wilbois et P. Vanuxem (Paris, Payot, 1919).

toute une corporation un ensemble de règles analogues à celles que l'on peut appliquer à l'intérieur d'une usine ou d'une maison de commerce. Une telle réforme, on le voit du premier coup, ne peut aller sans une réforme profonde de nos idées et de nos mœurs; on se rend compte, dès l'énoncé du principe, qu'elle modifie très fortement la conception que le chef d'entreprise se forme de sa fonction.

Dans l'ancien régime économique (nous nommons ancien régime économique le régime de l'économie libérale), le chef d'entreprise se conçoit comme une sorte de chef absolument indépendant, réglant à sa guise les conditions de la production et du travail. Il s'y croit libre; il ne tolère pas, il ne conçoit même pas que les membres de sa corporation lui donnent des règles de fabrication. Il entend faire usage de son seul bon sens ou de sa seule fantaisie pour déterminer la qualité et les dimensions des objets qu'il fabrique. En réalité, il jouit en effet de sa liberté, mais dans des limites fort étroites. Fabricant de tapis, il a licence d'établir ses séries avec des différences de dimensions de quelques centimètres sur les séries de ses concurrents. Éditeur-libraire, il emploiera des papiers qui ne seront pas exactement du même format que ceux

de son confrère. La beauté des choses ne gagne rien à ces diversités, et la production en souffre fortement. Ces petites différences de fabrication, cela représente une augmentation considérable dans le prix de fabrication, car elles obligent à la diversité l'usinier qui fabrique les machines qu'emploient le fabricant de tapis ou l'imprimeur, le brocheur et le relieur qui travaillent pour l'éditeur. Cette diversité des types rend difficile et presque impossible l'unification du matériel, ou la réduction à un petit nombre de types de l'outillage employé dans une industrie. Conséquence : frais d'établissement de l'outillage plus élevés, et supportés, en dernière analyse, par le consommateur.

Ajoutons que, dans ce régime, le chef d'entreprise entend posséder à soi, bien à soi, tous ses services d'achats, de vente, d'expéditions, d'encaissements, de publicité et de propagande. C'est-à-dire qu'au lieu de consacrer tout son effort à ce qui est l'essentiel de son métier, il s'oblige à diriger une série d'opérations dont chacune, pour être très bien faite, exigerait une spécialisation rigoureuse. Il a bien le sentiment que le groupement corporatif de tous les services accessoires de son métier déterminerait une baisse très sensible de ses frais généraux et dou-

blerait la force d'expansion de sa corporation. Mais si l'idée lui en vient, il est immédiatement arrêté par la pensée qu'une telle organisation le priverait de sa liberté. Conséquence : il fait supporter aux produits fabriqués des frais généraux trop élevés qui pèsent naturellement sur le consommateur.

Enfin, dans ce régime, les progrès techniques s'imposent très lentement aux chefs d'entreprise. Le chef d'entreprise limite son effort de rénovation à ses désirs personnels. Estime-t-il que ses revenus annuels sont suffisants pour son ambition, il conserve ses méthodes et son matériel. On pourra lui démontrer que ses gains seront plus élevés avec un renouvellement de matériel et que la production tout entière y gagnera; l'argument sera impuissant à faire mouvoir un homme dont l'ambition est arrêtée et qu'aucune contrainte ne peut décider à un changement.

Dans l'économie nouvelle, que nous voyons naître et dont la pensée se précise chaque jour, tout autre est la situation du chef d'entreprise. Ce chef n'est plus un homme indépendant. Il est membre d'une corporation, régie par les usages et les coutumes syndicales, et qui reçoit des règles de son syndicat, aussi bien pour les conditions du travail que pour les conditions de

fabrication ou de vente. La tendance est de limiter sa liberté à l'élaboration des règlements auxquels il sera contraint de se soumettre lorsqu'ils seront édictés. Mais qu'il fasse ou non usage de sa liberté à ce moment, il devra subir la contrainte.

Dès lors, dans la production, le travail de réduction des types usuels peut s'effectuer, et, parallèlement, l'établissement de l'outillage spécial à une corporation. Année par année, les modifications peuvent être apportées à tout l'outillage d'un même corps. Année par année, le syndicat, après enquête auprès de ses membres, peut déterminer les besoins en matériel ou en matières premières, les indiquer aux syndicats fournisseurs qui peuvent à leur tour établir leur production et leurs stocks sur des données précises. Ainsi possède-t-on le moyen de régler une production, de fabriquer en séries et de réduire les périodes de chômage. Conséquences : frais d'établissement moins élevés; baisse des prix de vente et capacité de consommation développée dans les classes ouvrières.

Dans l'économie nouvelle encore, et ceci est capital, le chef d'entreprise tend à s'absorber dans ce qui est l'essentiel de son métier, c'est-à-dire à se consacrer exclusivement au perfectionnement technique de sa propre fabrication ou

de son commerce, et il tend à remettre à sa corporation l'organisation et la direction de tous ses services accessoires. Il y a là une sorte de collectivisation corporative de ces services, et une commercialisation d'une partie du travail syndical. On confie à des spécialistes au service de la corporation le soin d'assurer les services accessoires de chaque entreprise afin que l'effort inventif de chacun soit intensifié à l'endroit où la recherche individuelle est féconde. Objet : réduire les mouvements du travail accessoire par la centralisation; faire exécuter pour tous, par un homme très spécialisé et mieux rétribué, le travail que faisaient plusieurs hommes peu spécialisés et mal rétribués: faire baisser les prix d'achat, les prix de transport et tous les frais généraux.

Achète-t-on des matières premières : on groupe les achats d'une corporation, et, du même coup, on obtient des prix plus avantageux et des conditions de transport plus rapides et moins coûteuses. Lorsqu'il s'agit de vendre des produits fabriqués, on groupe les expéditions provenant d'une même ville ou d'une même région en vue des expéditions destinées à une même région, à une ville, à de mêmes clients. S'agit-il de régler des comptes avec les détaillants? On établit des

bordereaux de paiements pour ces clients, qui ne font plus qu'un paiement global, que le centre corporatif répartit entre ses membres par simples virements. Veut-on obtenir des renseignements sur les acheteurs ? On les trouve centralisés, établis en vue des besoins particuliers de la corporation, au siège du syndicat. Entreprend-on une campagne de publicité ou de propagande sur un nouveau marché ? Le groupement des efforts permet immédiatement une pleine action dans la direction choisie. De tous côtés, diminution de frais, diminution de manutention, de déplacements, de temps employé, non seulement dans la corporation, mais dans les corporations voisines et dans les services publics qui se trouvent déchargés des difficultés que donnent et les expéditions morcelées, non coordonnées, et la circulation des effets de commerce et des espèces. En fin de compte, une économie considérable en hommes et en temps réalisée par la centralisation d'efforts de même nature. Conséquences : baisse des frais de fabrication et des frais généraux, donc baisse des prix de vente, accélération dans la distribution des produits.

Dans l'économie nouvelle enfin, le chef d'entreprise n'est plus libre d'accepter ou de refuser les progrès techniques. Que son ambition

soit satisfaite ou non, il faut qu'il se conforme rapidement aux modifications rendues nécessaires. Veut-il se réfugier dans la paresse de sa liberté? ne pas subir la contrainte syndicale? On lui laisse sa liberté, mais ses confrères rompent les relations avec lui et le privent des services collectifs. Il lui faut bien alors suivre la loi commune.

Telles sont les idées, les mœurs et les coutumes en formation. Ce sont celles qui nous permettront de donner à la production française l'élan et la force nécessaires pour restaurer le pays et nous rouvrir les marchés du monde. Notre tâche est de les répandre et de les rendre conscientes chez ceux de nos contemporains qui les suivent déjà sans voir combien elles sont différentes de nos coutumes, de nos mœurs et de nos idées du siècle dernier. Nous appelons à les propager et à les appliquer ces jeunes hommes ardents et énergiques que la paix va rendre à la vie économique. Que les anciens combattants soient les premiers dans cette tâche : ouvriers, employés ou patrons, ils sont de ceux qui, en possession de l'esprit d'offensive et de la discipline collective, sont le mieux préparés à donner à l'économie française l'impulsion et le mouvement ordonné qui rendront à nos outils le même prestige qu'à nos armes.

CHAPITRE VIII

LA LIBÉRATION DE LA PRODUCTION

Répondant aux vœux des classes ouvrières qui les pressent de renouveler l'outillage et les méthodes de la production, les syndicats et groupements patronaux poursuivent un travail intense de réorganisation. L'activité générale des chefs du commerce et de l'industrie s'exerce non dans le sens d'une « défense » contre les revendications ouvrières, mais comme une action positive tendant à faire baisser le prix de la vie et à donner à la France un nouvel essor économique.

Voilà un mouvement excellent, et qui n'a rien du conservatisme social que l'on a pu reprocher, dans l'avant-guerre, à certains groupes patronaux. Un des premiers objets du mouvement a été de faire tomber les entraves que l'État a inventées pendant la guerre pour (on pourrait

dire : contre) la production ; il s'agit des taxations, des réquisitions, des consortiums, et de toutes tentatives d'étatisation. Mais on a réclamé le retour à la *liberté du commerce*. Est-ce bien le nom du régime où l'on veut entrer ? Nous en doutons. Il y a le plus grand intérêt à ce que l'on ne donne pas un faux nom à un régime nouveau qui ne pourra vivre sur les mêmes idées que celui du XIXe siècle.

Mais, d'abord, posons les questions fondamentales :

Convient-il, dans l'intérêt de la production, de libérer les producteurs des entraves que l'État leur a données pendant la guerre ? Convient-il de lutter contre les taxations, les réquisitions des moyens de production et de transport, contre toute tentative d'étatisation ?

Sans hésitation : oui, à tout prix, si l'on veut empêcher la décadence économique.

Libérera-t-on la production en la replaçant dans le régime dit de la liberté du travail et de la liberté du commerce ?

Sans hésitation encore : non, car nous avons à créer un régime économique nouveau dont les institutions seront incompatibles avec les idées, les usages et les coutumes commandés par ces dogmes de l'économie libérale. Prenons-en net-

tement conscience, si nous voulons abréger le travail d'organisation où nous sommes engagés, selon les anciens principes d'association rajeunis et renouvelés sous le nom de syndicalisme.

Ceci posé, analysons.

Premièrement, l'État. L'État, monarchique, républicain ou socialiste, est intéressé à jouir d'une bonne économie nationale. Mais il est absolument impuissant et incompétent à l'organiser et à l'exploiter directement. Son économie propre étant basée sur le rendement des impôts qui constituent ses ressources, il est toujours détaché, dans ses entreprises, des préoccupations qu'impose, au chef d'entreprise privée, le souci du prix de revient et de la réussite commerciale. Il sait qu'il peut combler ses déficits par un appel constant aux réserves que constitue le rendement annuel des impôts. Il est dans la situation du gérant d'une société anonyme à capital illimité qui, ne subissant aucun contrôle, investi du pouvoir d'appeler de nouveaux capitaux, n'aurait à aucun moment de sa gestion la crainte d'avoir à déposer son bilan. En outre, les entreprises que crée l'État, nécessairement confiées à des fonctionnaires, ont toutes le même vice congénital : nul n'y est intéressé pécuniairement à la réussite.

La crainte de la faillite, l'intérêt personnel,

ces deux grands moteurs de l'économie privée, n'y agissent point pour pousser les chefs dans la voie de la meilleure utilisation des hommes, du temps et des matériaux. Conséquences : production très coûteuse, gaspillage des matériaux et du temps, mauvaise utilisation des forces humaines. Ceux qui ont vu de près le travail aux armées, où s'est trouvée réalisée une véritable organisation de socialisme étatiste, sont maintenant éclairés, par l'expérience, sur l'énorme infériorité de ce système de production.

L'État n'est pas moins incompétent et impuissant lorsqu'il prétend intervenir dans l'économie pour la régenter ou lui imposer des formes ou des moyens d'action. Ses intentions peuvent être pures ; ses interventions sont désastreuses. Sans organe d'information sûre, sans organe possible de contrôle efficace, il ne peut agir sans léser les intérêts les plus légitimes, sans causer de troubles aux répercussions infinies. Toute action de sa part comportant une contrainte, il est obligé de créer un contrôle. Le raisonnement et l'expérience montrent que les organes de contrôle deviennent rapidement une très lourde charge pour le pays et sont, pratiquement, inefficaces, tant à cause de la nature humaine, qui oppose une résistance molle à la corruption, qu'à

cause de l'habileté des contrôles à échapper aux contrôleurs quand ils ne peuvent s'entendre avec eux. L'impuissance de l'État à l'intervention ou au contrôle direct tient à sa nature, qu'il soit républicain ou monarchique. Mais il est évident que les maux du contrôle ou de l'intervention sont plus grands dans l'état démocratique où des groupements économiques peuvent utiliser le jeu des partis pour faire agir l'État dans un sens favorable à des intérêts privés ou même contraire à l'intérêt national. Ceci ne veut pas dire que nous ne reconnaissions à l'État aucun droit en ce qui concerne l'économie. Loin de nous une telle pensée. Mais nous y reviendrons.

L'action de l'État dans l'économie nationale étant inefficace ou désastreuse, il faut en libérer la production pour le bien commun. Il appartient aux producteurs d'organiser eux-mêmes l'économie du pays. Dans quelle forme? La plupart des Français sont d'accord pour organiser le pays sous le régime de l'association professionnelle et corporative. Il faut bien voir que ce régime exclut ce que l'on appelait la liberté du commerce et de l'industrie. Dans l'ancien régime (nous parlons de l'ancien régime de la démocratie et du libéralisme), il était entendu que la production et le commerce étaient libres, c'est-à-

dire que chacun pouvait organiser sa production et son commerce comme il l'entendait, qu'il était libre d'exploiter le consommateur et le travailleur à sa guise, et que les prix de vente des produits et d'achat du travail ne pouvaient être réglés que par le libre jeu de la libre concurrence et de la prétendue loi de l'offre et de la demande. C'est ce régime qui nous a valu, au temps de l'abondance, l'exploitation et la désorganisation des classes ouvrières sous la pression d'une folle concurrence dans la baisse des prix de fabrication, et, au temps de la disette, l'exploitation des consommateurs par les intermédiaires, les commerçants ou même les producteurs qui ont spéculé sur la rareté des produits, sous le couvert de l'offre et de la demande. Chacun sait comment l'offre, diminuée par la guerre, a été raréfiée artificiellement par les rafles des citoyens âpres au gain qui se servaient précisément de la liberté du commerce là où l'État n'avait pas cru pouvoir l'atteindre.

Dans le nouveau régime économique, il est reconnu que la production et le commerce sont soumis à des obligations sociales et nationales; que chacun trouve dans sa corporation des règles à l'élaboration desquelles il participe, mais auxquelles il doit se soumettre; que les prix — et

ceci est capital — que les prix des produits sont établis par des accords entre syndiqués d'un même corps, ou entre syndicats vendeurs et syndicats acheteurs; que la rémunération du travail enfin est fixée par des ententes entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers. Ces principes utiles, nécessaires, indispensables, qui président et présideront à l'organisation économique de la France, excluent totalement ce que l'on nommait liberté du travail et liberté du commerce. Mais ils exigent la liberté des associations devant l'État.

Liberté absolue? Non. Liberté limitée. Liberté limitée par les intérêts sociaux et nationaux que l'État doit représenter, et au nom desquels il a le droit d'intervenir pour interdire les abus des individus et des collectivités. L'État responsable de la paix civile est obligé d'agir contre toute action économique qui tend à briser cette paix. Il reste à voir comment son action peut s'exercer sans devenir une cause de trouble pour la vie économique.

Et d'abord, comment et par qui, dans les faits économiques, la paix civile peut-elle être troublée? Les vues de nos contemporains ne sont pas très claires sur ce point. Prenons un exemple sous trois aspects :

1° Le marchand d'œufs arrive sur le marché, ayant fait ses calculs et prévu un prix honnête ; il installe ses paniers d'œufs et constate qu'il est seul vendeur, ses concurrents ayant été arrêtés en cours de route par un accident ; il spécule sur le besoin d'œufs et double ou triple ses prix ;

2° Le marchand d'œufs a raflé les œufs de sa région et arrive sur le marché seul vendeur ; il double ou triple ses prix ;

3° Les marchands d'œufs concluent une entente secrète pour doubler ou tripler leurs prix.

Dans les trois cas, devant les prix, les ménagères se fâchent, renversent les paniers d'œufs et tentent d'assommer le marchand.

Qui rompt la paix? Si l'on en juge selon les procédés de l'économie libérale, on accuse les ménagères qui n'ont pas le respect de la loi de l'offre et de la demande. Si l'on en juge en réaliste, on voit aisément que, dans les trois cas, c'est le marchand d'œufs qui, comptant sur la protection du gendarme, tente d'abuser du besoin où il sait son prochain. En bonne justice, l'État devrait retirer sa protection au marchand d'œufs qui en abuse et laisser toute liberté de protestation active aux ménagères. Mais l'État doit faire mieux ; il doit prévenir ces conflits.

Par quels moyens? Dans l'état d'individualisme où nous étions et sommes encore à demi, il n'y en a aucun qui soit efficace. La taxation, qu'il est impossible de faire respecter, développe la vente clandestine, et les produits vont aux riches ou aux gens aisés, la réquisition met les produits entre les mains des fonctionnaires qui, n'étant pas pécuniairement intéressés à la vente, ne savent pas organiser la répartition et gaspillent les marchandises, quand ils ne se font pas à leur tour marchands déloyaux ; le syndicat obligatoire, le consortium organisé, contrôlé par l'État, amène l'État lui-même à faire hausser les prix[1], quand il ne livre pas le contrôle de la production à ceux-là mêmes qui devraient être contrôlés. Notre système économique ne permet aucune action efficace de l'État pour le maintien de la paix publique par le contrôle de la vie économique.

Mais l'État n'est pas sans moyens s'il veut se servir des organes que constituent les producteurs dans la vie économique. Il y a des syn-

1. Le chef d'une très grande entreprise disait à l'auteur de ce livre : « Nous sommes honteux des bénéfices que nous réalisons. L'État, Dieu merci ! nous en prend 80 p. 100. Cela décharge notre conscience. » C'est l'impôt sur le consommateur masqué par l'impôt sur les bénéfices de guerre. Mais quelle singulière politique économique !

dicats librement constitués. Que l'État, dans les moments de crise, comme celle où nous sommes, s'adresse à eux et leur demande, en échange de la protection qu'il leur donne, la réglementation des prix par leurs propres moyens. Qu'il oblige les syndicats à se contrôler les uns les autres ; qu'il les rende responsables de leurs prix, en même temps qu'il les invitera à faire leur police eux-mêmes. Que toute hausse artificielle des prix, dénoncée par le syndicat qui en souffre, soit punie par de grosses amendes syndicales imposées au syndicat qui la provoque. Que l'on aille jusqu'à la prison, surtout lorsqu'il s'agit de l'alimentation. Organisez ce système, le moins coûteux qui puisse être, car tous les frais en seront faits par les intéressés ; — le plus efficace, car il sera fait par les mêmes intéressés, et il est probable que vous donnerez à l'État le moyen d'agir sur l'économie sans apporter d'entraves à la production. Encore une fois l'heureuse solution est fournie par le syndicalisme.

Conclusion : qu'il s'agisse de défendre les producteurs contre l'État ou qu'il s'agisse de collaborer à la tâche de police nationale que l'État doit exercer sur la production, nous avons à réclamer, non la liberté du commerce, non la liberté du travail, mais la liberté syndicale. L'État

limitera notre liberté où il le doit pour le bien social et national : il contrôlera les résultats de notre action publique; mais il ne pénétrera pas dans le domaine du travail même où il est incompétent. Il fera son métier; nous ferons le nôtre. Revendiquons pour nos syndicats le droit et le devoir d'organiser et de réglementer la production. C'est la loi de la nouvelle économie.

CHAPITRE IX

LES PATRONS

Dans l'économie nouvelle, et surtout dans la période de transformation où nous sommes, les patrons ont un rôle de premier ordre à remplir. C'est particulièrement sur eux que pèse la lourde responsabilité d'inventer et de réaliser les transformations nécessaires de l'outillage de la civilisation et des méthodes de travail. Ils nous doivent de réussir dans leurs entreprises. Les socialistes qui se proposent de supprimer le patronat sont de tristes ânes. Notre intérêt est d'organiser une judicieuse et énergique exploitation des patrons, c'est-à-dire de les obliger à ne pas se contenter des situations acquises; notre intérêt est de mettre en valeur, pour le bien commun, toutes les facultés des patrons. Par exemple, il y a des patrons qui se contentent du chiffre d'affaires qu'ils faisaient hier et qu'ils font

aujourd'hui et qui, manquant d'ambition, déclarent que les bénéfices qu'ils réalisent leur suffisent. Ce sont des paresseux qui ne font pas du tout notre affaire. Pour doubler notre production nationale, il nous faut des patrons qui veuillent doubler leur propre production, donc doubler, et tripler s'il se peut leur chiffre d'affaires; s'ils doublent leurs bénéfices, tant mieux. Nous avons besoin d'hommes qui ne sont pas satisfaits de ce qu'ils ont.

Ce ne sera pas sans que les patrons se rendent exactement compte de leur fonction économique. Nous proposons à ceux qui l'ignorent quelques réflexions sur ce point. Les patrons ne sont ni des bourgeois ni des capitalistes. Les bourgeois, ce sont les rentiers, ce sont les patrons retraités; les capitalistes ce sont ceux qui vivent du placement des capitaux. Les patrons sont des travailleurs, des producteurs; ce sont des hommes qui, à cause de leurs qualités dans l'organisation du travail, dans la distribution des tâches, dans la répartition des produits, sont placés à la tête des services de la production, en quelque sorte par une délégation tacite de la collectivité; ce sont des hommes qui, par position, par intérêt personnel, parce qu'ils sont ou se considèrent propriétaires ou bénéfi-

ciaires de leurs entreprises, utilisent au mieux les efforts humains, le temps de travail, les matières qu'ils traitent et les produits qu'ils fabriquent. Ce sont eux qui, grâce au fait qu'ils sont intéressés par leurs bénéfices, nous donnent le système de production le moins coûteux et le système de répartition le plus économique et le plus sûr.

Supprimez les patrons, la production baisse, augmente de prix, et l'on entre dans le gaspillage et la mauvaise répartition. L'intérêt social commande de conserver l'intérêt du patron ; cela coûte infiniment moins cher que toute espèce d'étatisation, de nationalisation ou de socialisation. Mais il faut organiser le pays de telle manière que, par des institutions qui exercent sur lui une forte influence, le patron soit obligé de fournir le maximum d'efforts, et qu'il y trouve son plaisir.

Le vice essentiel de la nationalisation ou de la socialisation, c'est de supprimer, pour les organisateurs du travail, l'intérêt à la bonne et rapide exécution des tâches. Un patron, obsédé par la crainte constante des pertes ou de la faillite, est porté, par intérêt personnel, à servir rapidement le consommateur ; à cause du souci qu'il a de sa réputation, qui entretient ses affaires,

il est conduit, par le même intérêt, à chercher la bonne qualité et le prix de vente le plus réduit; son intérêt propre le guide dans la bonne répartition des produits; enfin, tous ses frais accessoires sont réduits au minimum; s'il y a des sous-produits, il en tire parti; il économise les bouts de bougie et les bouts de ficelle, par souci de son bénéfice personnel. Résultat : en cherchant son bénéfice, il réalise une économie considérable pour la production générale, il ne gaspille aucun des biens matériels dont il a la charge. Remplacez le patron par un fonctionnaire de l'État, par un délégué au travail, et vous verrez s'élever rapidement le coût de la production. Ce fonctionnaire, ce délégué appointé, gagnant sensiblement moins que le patron qu'il remplacerait, nous coûterait deux et trois fois plus, nous servirait deux et trois fois moins vite, et laisserait perdre deux et trois fois plus de temps et de matériaux. Pourquoi? L'intérêt personnel ne le fouette plus. Assuré de son traitement, ne craignant pas la faillite, n'espérant pas les bénéfices, il suit le tran-tran de son existence, désintéressé du prix de revient et du prix de vente, réglant la répartition des produits sans souci des frais de transport ni des besoins locaux. Production et répartition deviennent ainsi des

opérations beaucoup plus coûteuses que si elles étaient dirigées par un patron.

Et il y a un autre vice dans la production nationalisée ou socialisée. C'est l'incompétence ou l'impossibilité de déterminer les limites de la compétence. A ce point de vue, le régime patronal est bien au-dessus de tout régime socialiste. En effet, dans le régime patronal, un incompétent ne peut pas demeurer longtemps à la tête d'une entreprise ou, si l'on veut, d'un service de la production ; s'il est patron, son incompétence le conduit à la faillite et il est éliminé ; s'il est subordonné, il est rapidement jugé à sa valeur par un chef intéressé à son vrai rendement. En outre, les limites de la compétence sont déterminées par le jeu naturel des facultés humaines ; un patron n'administre, n'organise que ce qu'il est capable d'organiser, d'administrer avec profit. S'il va au delà de ses moyens d'action, encore une fois, la faillite l'arrête. Il n'en est pas de même pour le fonctionnaire, dans un régime de nationalisation, pour le délégué au travail dans un régime socialisé. La preuve de la compétence ou de l'incompétence n'apparaît qu'au bout d'un très long temps, et quand elle apparaît, la lenteur administrative empêche les sanctions rapides quand l'intrigue politique ne les interdit pas complètement.

En résumé, au point de vue de la production, le plus médiocre régime patronal présente une supériorité incontestable sur le meilleur régime de nationalisation ou de socialisation. Les patrons sont, en somme, les meilleurs délégués au travail qu'un peuple puisse se donner. Gardons-nous de les supprimer si nous voulons résoudre, en vue de la prospérité générale, le problème économique de l'après-guerre. Répétons-le : mieux vaut organiser le pays pour exploiter leurs capacités techniques, pour les obliger à fournir un travail plus intense.

La difficulté, c'est qu'il n'y a pas de patrons au-dessus des patrons. La solution, c'est d'organiser la vie économique de telle manière qu'une contrainte soit exercée sur les patrons dans le sens du perfectionnement technique, de l'expansion économique, de l'application des nouvelles méthodes. Il faut organiser une action contre trois tendances patronales, ou contre trois types de patrons : celui qui *subit* les changements économiques en acceptant tout simplement une réduction de ses bénéfices ; celui qui essaie de maintenir ses bénéfices en diminuant la rémunération de la main-d'œuvre ; celui qui tente la même opération par une simple majoration des prix de vente compensant toute augmentation du prix de

la main-d'œuvre. Ces trois types de patrons devront chercher de nouvelles solutions ou disparaître.

Les moyens de contrainte, nous l'avons déjà montré, le syndicalisme les fournit : du côté ouvrier, par la pression ouvrière pour les plus hauts salaires et la réduction de la durée du travail ; du côté patronal, par une discipline qui permettra d'imposer de mêmes transformations à tout un groupe industriel. Les contraintes fonctionnant, il ne reste à résoudre que des problèmes techniques qui ne sont pas au-dessus de l'intelligence française. Les patrons ont à rechercher par quels moyens humains on peut obtenir la même somme de travail avec deux millions de producteurs en moins, dans un temps de travail réduit, et par quels moyens mécaniques, avec ce personnel diminué, on peut porter au double les résultats de la production, et réduire les prix, malgré des charges nouvelles. Nous n'avons à demander aux patrons ni sacrifices, ni concessions; nous leur demandons de travailler à transformer notre économie industrielle, commerciale, agricole ; leur activité technique, voilà le plus grand de leurs devoirs sociaux dans les dix années que nous allons vivre.

CHAPITRE X

DÉCADENCE DU SOCIALISME

Depuis dix ans bientôt, nous annonçons la décadence du socialisme, nous montrons la pensée socialiste anémiée, impuissante, vidée de toute faculté créatrice. On ne voit plus aucune grande figure socialiste. Le nombre des adhérents aux divers partis socialistes s'est accru ; mais l'âme du mouvement est en agonie depuis longtemps. Le Congrès socialiste national tenu en France en avril 1919 en a apporté une nouvelle preuve. Ce Congrès, où étaient réunis les plénipotentiaires des groupes qui prétendent transformer la vie économique, a été fermé à toute discussion sur l'économie. Il a été plein de discussions sur les élections, la politique générale, la politique extérieure, les rapports des groupes socialistes entre eux, la deuxième et la troisième Internationale, etc. Mais sur l'économie, sur la

production, néant, vide sonore. Ce qui ressort des comptes rendus du Congrès, c'est que les socialistes actuels vivent sur un petit nombre d'idées vieillies, qu'ils ne pensent ni à confronter avec les événements ni à rajeunir, et que, au surplus, ils sont devenus presque complètement étrangers à la vie des producteurs. On peut lirè et relire les travaux du Congrès : on y trouve ce qui peut intéresser les clients d'un parti politique ou les amateurs de l'internationalisation du monde, mais rien de ce qui touche un homme qui travaille et qui pense avec Proudhon que, dans toute civilisation, *il faut que l'homme travaille*.

Comment un parti, fondé sur une doctrine économique, a-t-il pu devenir à ce point étranger à sa propre histoire? Cela s'explique par la corruption qu'engendre la vie parlementaire dans tout parti politique; cela s'explique aussi, et plus sûrement, par une extrême faiblesse de la pensée socialiste, devenue impuissante à « repenser » ses doctrines, impuissante à les exposer, impnissante à s'en servir pour tirer les leçons des expériences humaines. Il ne faut pas être grand clerc pour conclure, de ces constatations, qu'un groupe idéologique tombé à cette faiblesse intellectuelle est condamné à la décrépitude. Il

n'est pas hors d'état de nuire; mais il est radicalement incapable d'organiser.

Que, devant une situation économique sans précédent, un congrès socialiste demeure muet sur les moyens que sa doctrine peut fournir pour résoudre les problèmes qui se posent, c'est un spectacle d'un haut prix. Rien ne montre mieux que le mouvement socialiste ne se produit pas sur le plan de la production. Les syndicalistes ont apporté leurs solutions, dont quelques-unes, comme celles qui ont été formulées par M. Jouhaux, au Congrès de 1918, étaient rationnelles. Les bourgeois, les chefs de l'industrie ont donné les leurs, et elles sont fortes. Les socialistes n'apportent rien, sinon des déclarations sur l'Internationale.

La guerre, la paix proche offraient pourtant une ample matière à un congrès socialiste qui eût été dominé par une philosophie de producteurs. De 1914 à 1919, le monde européen a mis en pratique presque tous les systèmes économiques. Puis il s'agissait de choisir, à la fin de la guerre, — afin de proposer aux producteurs les moyens propres à la réfection du matériel détruit, à la reconstitution des stocks épuisés, à l'organisation du travail et à la répartition des richesses de la terre pour les peuples diminués et

inégalement frappés par les misères de la guerre, — c'était bien le moment, pour un congrès socialiste, de montrer aux travailleurs quelles méthodes, quel mode de production l'emportent sur les autres. Les exemples ont été ou sont sous nos yeux : industrie d'État, consortiums nationaux, mise en régie, coopératisme, municipalisation, nationalisation, socialisation autoritaire et libertaire, on a tout vu pendant la guerre. Les expériences que les théoriciens souhaitaient autrefois, elles ont toutes été faites. Les socialistes avaient une occasion unique de donner une grande leçon au monde et de faire apparaître l'excellence de leur doctrine pour l'aménagement de la planète et l'exploitation des biens de ce monde par des travailleurs libérés. Ils n'en ont rien fait.

Il est vrai qu'il n'était pas sans difficultés de démontrer la précellence du socialisme par les résultats de la révolution russe. On peut montrer que la révolution russe a atteint un des buts du socialisme, qui est la dépossession de la bourgeoisie, accompagnée de la suppression d'un certain nombre de bourgeois. Mais montrer que ce phénomène a été suivi d'une augmentation de la production agricole ou industrielle, d'une amélioration dans le sort des travailleurs, ou d'une accélération dans les services des transport

collectifs, c'est évidemment une entreprise vouée à l'échec. Est-il seulement possible de dire que la ruine économique des peuples russes est purement transitoire, que, demain, le socialisme fera surgir de ces ruines une économie nouvelle, apportant la prospérité? Entreprise non moins condamnée, au moment où l'on apprenait que les bolchevistes, pour faire vivre leur révolution, étaient obligés de lui donner des cadres qui restituent à l'économie, sous des noms nouveaux, les chefs de l'économie capitaliste.

Il est encore vrai qu'il eût été difficile de tirer des conclusions favorables au socialisme des différentes expériences qui ont été faites par les États, les armées, les villes, de méthodes d'organisation et de production apparentées au socialisme : industrie d'État, régies, municipalisations, collectivisme militaire, ont rendu des services, mais à un prix beaucoup plus élevé que tous les systèmes capitalistes connus, et avec le secours d'une autorité matérielle que le socialisme repousse, au moins dans sa doctrine.

Il est encore vrai qu'il eût été imprudent de tirer argument, en faveur du socialisme, de la socialisation des pays allemands lorsque l'on voyait la république socialiste de l'Empire allemand choisir les délégués techniques qui accom-

pagnent ses plénipotentiaires, non point dans le personnel socialiste, mais dans le plus haut personnel des grandes entreprises capitalistes de l'Empire.

Il est donc vrai que, contre la critique que nous faisons du congrès socialiste, vaut le fait que des conclusions tirées des expériences du temps de guerre eussent été singulièrement troublantes pour les cotisants et les adhérents du Parti qui ne pouvaient y trouver la justification de la politique socialiste. Mais nous ne croyons pas que cette crainte ait empêché les socialistes de commenter les faits de la guerre au point de vue économique. Le vrai, c'est que la pensée socialiste est épuisée depuis longtemps; le vrai, c'est que les parlementaires qui dirigent le parti sont complètement étrangers au monde du travail. Ils continuent d'employer les formules marxistes, sur lesquelles le parti s'est organisé depuis trente ans et avec lesquelles ils avaient gagné autrefois et les jeunes intellectuels, et une élite ouvrière. Mais ces formules qui représentaient alors des principes d'action économique ne sont plus que des moyens électoraux, à l'intérieur et à l'extérieur du parti.

Les travailleurs, les producteurs, les syndicats savent ce qu'il faut penser de la transforma-

tion et de la décomposition du socialisme. Comment certains d'entre eux demeurent-ils attachés au socialisme, alors qu'ils en connaissent la faiblesse? Par le lien de la seule idée qui demeure vivante dans le socialisme, l'internationalisme, dont l'apparence généreuse séduit encore les esprits formés sous le commandement de la parole de Marx : Travailleurs de tous les pays, unissez-vous. Les syndicalistes révolutionnaires croient encore à la réalisation simultanée d'une nouvelle organisation de la production et de l'internationalisme : ils demeurent en liaison avec les socialistes pour la seconde partie du programme. Le parti use et abuse de cette confusion pour conserver quelque influence sur le mouvement ouvrier. C'est la seule puissance qui lui reste; le Congrès s'en est servi aveuglément. Aveuglément, disons-nous. Car il paraît certain que la plupart des socialistes français, séduits par l'idée de la paix des peuples, ne voient pas que, sous ce nom, et en utilisant leur belle passion, de grands seigneurs de la finance et de la très haute industrie voudraient établir le règne international des puissances d'argent. Le Congrès socialiste, s'il avait été dirigé par des producteurs authentiques, eût certainement découvert que, dans la paix sans victoire, objet de son vœu, les finan-

ciers des peuples enrichis n'auraient pas de peine à imposer un redoutable impérialisme économique aux peuples épuisés ou ruinés. Et la justice, le droit, ainsi que la nation française, eussent été satisfaits s'il était sorti, du Congrès socialiste d'avril 1919, une condamnation de cette sorte d'impérialisme.

CHAPITRE XI

LES PRODUCTEURS DEVANT L'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE

Quel sens les socialistes ont-ils voulu donner aux manifestations du 1er mai 1919? On distingue que, au-dessus des manifestations des travailleurs, ils ont voulu affirmer leur volonté de s'opposer aux impérialismes, considérés comme causes de guerre. Mais, fait curieux, ils n'ont dénoncé que les impérialismes territoriaux, et n'ont pas paru voir que, sous leurs yeux, naissent et grandissent de redoutables impérialismes qui ne sont pas territoriaux, qui sont économiques, qui répandent dans le monde de nouvelles causes de conflits et qui, au surplus, constituent une grave menace pour les producteurs de quelques pays de la vieille Europe.

Les socialistes qui devraient être les premiers à saisir les nouvelles réalités économiques, sont

aveugles devant cette grande manifestation du monde moderne. Ils voient le capitalisme où il n'est pas; ils ne le voient pas où il est. Que la France, qui doit rendre à ses travailleurs le pain volé par les Allemands, veuille s'assurer du côté de la Sarre une légitime compensation à ses pertes, ils crient au scandale; que l'Italie veuille arranger ses frontières et ses positions sur une côte où elle n'est pas sans droits historiques, ils s'indignent. Mais que des groupes de puissants capitalistes se servent de l'idéalisme pour soumettre d'innombrables populations au dur joug de l'impérialisme économique, et les voici sans voix. Ils ont des yeux, et ils ne voient pas.

Apportons quelques vues à ceux d'entre eux qui liront ces lignes. Depuis la guerre, les nations à intérêts généraux ou à intérêts particuliers sont divisées en deux groupes : les unes ont leur industrie appauvrie ou ruinée par la guerre ou la révolution, et leur intérêt est de se donner de sérieuses garanties territoriales afin que leurs producteurs puissent, en toute sécurité, reconstituer leur industrie; les autres ont leur matériel industriel intact, sont prêtes à fabriquer pour les besoins du monde entier, et leur intérêt est de s'ouvrir partout de grands marchés pour les produits manufacturés. Celles-ci ont une tendance

marquée à l'impérialisme économique. Plus exactement, chez elles, des consortiums de financiers et d'industriels ont depuis longtemps compris tout l'intérêt que présentent de grandes combinaisons financières qui aboutiraient à des emprunts et à des fournitures de matériel agricole et de matériel roulant à des peuples dont l'industrie est ruinée ou naissait à peine avant la guerre.

Exemple : la Russie. Son industrie et ses transports sont désorganisés et ses ressources agricoles ne pourront plus être exploitées maintenant qu'avec l'aide et sous la direction du capitalisme étranger. Voilà un pays bien préparé pour subir l'impérialisme économique, aussi bien avec le « gouvernement » bolcheviste qu'avec un gouvernement national.

La nationalisation des terres russes apparaît comme la préface d'une énorme opération financière qui fera travailler le paysan russe pour quelques banquiers d'Allemagne ou d'Amérique.

Veuillez en effet, vous rendre compte que, là-bas, on a donné aux paysans toute la terre, c'est-à-dire beaucoup plus qu'ils n'en peuvent cultiver avec leurs bras et avec les pauvres instruments qu'ils possèdent. Pour cultiver cette terre dont ils n'ont d'ailleurs, selon les « lois »

bolchevistes, que la jouissance, il leur faut des machines. Or, ils n'ont ni machines, ni capitaux pour en acheter. Lorsque vous savez ces petits faits, tout s'éclaire.

Si les bolchevistes conservent le pouvoir, l'affaire est d'une extrême simplicité. Les bolchevistes ont fait un monopole d'État du commerce des machines agricoles, des semences, des blés, à l'intérieur comme à l'extérieur. Vous comprenez maintenant pourquoi de grands capitalistes d'Allemagne et d'Amérique ont été pleins de ménagements pour le « gouvernement » de Lénine. Les puissances d'argent que le *Times* dénonçait au printemps de 1919, sont prêtes à avancer, à un « État » bolcheviste bien appuyé sur les baïonnettes lettones et chinoises, les sommes nécessaires pour acheter les machines agricoles dont le paysan russe a besoin. Il est vrai que le placement n'est pas de toute sécurité, mais il n'est pas impossible de prendre des garanties. Avec le temps, on ferait de l'État bolcheviste russe un organe qui percevrait un fameux impôt sur la production russe pour le compte de quelques grands manieurs d'argent de l'ancien et du nouveau monde.

Si un gouvernement national reprend le pouvoir en Russie, la situation ne sera guère plus

brillante pour le paysan russe. Les puissances d'argent y trouveront leur compte, plus rapidement, plus sûrement, mais heureusement pendant un temps moins long. Tout gouvernement national qui rassemblera les terres russes sera obligé de consacrer le paysan russe, non dans la jouissance, mais dans la propriété de la terre. Mais la mesure, préparée dès le printemps de 1919 par l'amiral Koltchak, ne donnera au paysan ni capitaux, ni machines. Les capitalistes des deux mondes seront là pour les leur fournir non sans un honnête bénéfice.

Dans les deux cas, l'agriculture russe travaillera pour les Rois de l'Or. Dans la seconde hypothèse, elle aura l'espoir de pouvoir se libérer. Mais, pendant de longues années, elle paiera un lourd tribut à la finance et à l'industrie étrangères. Pense-t-on que cela contribue à la pacification du monde? Quand les Russes seront en état de faire le compte des millions, des dizaines et des centaines de millions qu'ils devront payer à l'étranger, quand ils verront la sujétion où ils seront devant les Maîtres de l'Or et du Fer, de Hambourg, de Francfort ou d'autres lieux, croyez-vous qu'il ne se trouvera pas parmi eux quelque nouveau chef de la Moscovie pour refuser le tribut et prendre les armes pour se libérer?

Autre exemple, que nous tirons d'un pays moins lointain. Que Fiume appartienne à l'Italie ou au royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates, où est le Droit, où est la Justice, nous n'en déciderons pas, n'ayant pas qualité de juge des nations. Mais nous pouvons voir que, dans le premier cas, Fiume serait exploitée et mise en valeur par des producteurs européens, hors de la sujétion de l'or étranger; que, dans le second, Fiume risque fort de devenir la porte par laquelle de gros intérêts financiers étrangers, armant, organisant et contrôlant le port, pénétreraient dans le pays sans industrie des Croates pour en faire la conquête économique. La pacification du monde y gagnerait-elle quelque chose? Nous en doutons. De tous les pouvoirs, celui de l'or est le plus dur et le moins humain. Si les Croates en font l'expérience, ils ne tarderont pas à désirer d'en secouer le joug. Voilà qui ne serait pas fait pour consolider la paix dans la Société des Nations.

Nous donnons ces considérations en nous plaçant au point de vue des producteurs européens. Que nous soyons ouvriers ou chefs d'industrie, nous avons le plus grand intérêt à travailler sous la protection d'un gouvernement national plutôt que sous le contrôle de quelque

grand banquier d'outre-mer. Nous soumettons ces considérations aux socialistes. Il se trouvera bien chez eux quelque héritier de la pensée des fondateurs du socialisme qui étaient si habiles à distinguer les combinaisons des capitalistes derrière les proclamations des chefs d'État. Des hommes aussi préparés à la connaissance des faits économiques ne peuvent pas demeurer aveugles sur ce point. On conçoit aisément qu'un homme comme le président Wilson, entièrement saisi par un puissant idéalisme, qui s'est élevé au-dessus de tous les particularismes nationaux, ne puisse voir le spectacle des intérêts qui utilisent, pour les détourner de leur but, les plus nobles aspirations. Mais les socialistes sont, ou croient être, en contact direct avec les faits économiques; ils ont tous les éléments d'information; ils connaissent et ont souvent dénoncé le jeu de la finance cosmopolite. Qu'attendent-ils donc pour mettre en garde les travailleurs français contre les lanceurs de l'impérialisme économique qui tend à assujettir les producteurs européens à la Ploutocratie internationale et qui saboterait aussi bien la paix Wilson que la victoire française?

CHAPITRE XII

LES GRÈVES ET LES IDÉES

Nos doctrines sur l'action ouvrière sont connues depuis la fondation de l'Action française; exprimées par des hommes d'origines très différentes, rattachées aux déclarations du comte de Chambord, aux idées de Le Play, du colonel de la Tour du Pin, de Proudhon ou de Sorel, elles ont pour base la reconnaissance nette du droit syndical, avec les formes d'action qu'il implique. Au-dessus du droit syndical, patronal ou ouvrier, nous plaçons l'intérêt de la production. Au-dessus de l'intérêt de la production, l'intérêt national. Voilà vingt ans bientôt que ces doctrines sont exposées par ceux qui ont fondé l'Action française ou y ont adhéré. Notre attitude nous a souvent valu les critiques de quelques représentants des anciens partis conservateurs. Nous n'avons cessé d'exposer ce que nous considérons

être la vérité pour l'action économique et sociale. Nous n'avons jamais voulu la subordonner aux intérêts, aux passions ou aux préjugés d'une classe ou d'une autre. Nous pouvons donc commenter les événements de juin et de juillet 1919 avec une entière liberté d'esprit.

En huit jours, des grèves avaient été déclenchées de tous côtés, dans presque toutes les corporations. Nous trouvions-nous devant un mouvement de nature purement économique n'ayant d'autre moteur que l'intérêt ouvrier? Il est d'une évidence aveuglante aujourd'hui que, si les intérêts ouvriers ont été utilisés dans ces mouvements, la direction n'en a été nullement ouvrière. Utilisant les revendications des employés et des ouvriers dans une crise économique sans précédent, un parti a provoqué ou exploité des mouvements en vue d'un résultat politique. Il les a coordonnés, à l'insu de ceux qui y participaient, leur a donné l'allure de mouvements spontanés afin de faire croire aux uns et aux autres qu'ils agissaient non selon un plan élaboré en dehors d'eux, mais sous la pression des mêmes nécessités. Il s'agissait d'organiser une grève générale, sans prononcer le mot, qui eût déterminé une hostilité profonde dans tout le pays. Ainsi, pouvait-on entraîner les masses vers un objectif

qu'elles ne voyaient pas. Un très petit nombre d'hommes peuvent ainsi manœuvrer une foule considérable.

Veut-on savoir comment l'on procède pour entraîner dans une action révolutionnaire des hommes qui tiennent la révolution pour le pire des maux? En 1919, les conditions économiques étant telles qu'il n'est pas de corporations où l'on ne souffre des difficultés générales, la tactique est d'une extrême simplicité. Si l'on vise une corporation où il n'y a pas de vie syndicale, on choisit quelques hommes de la profession pour engager le mouvement; on les gagne par le cœur ou par l'intérêt; on leur fournit un plan d'action, avec les premiers subsides. Puis, on les invite à réunir leurs camarades et l'on disparaît. À la première réunion, les camarades sont en état de défiance : ils veulent bien présenter des revendications; ils veulent bien se syndiquer; mais ils se défient de la C. G. T. Les entraîneurs se gardent bien de heurter de front cette défiance, et fondent un premier groupement. Le groupement fondé, on parle doucement de la C. G. T. Résistances ; mais il se trouve toujours un camarade pour dire que l'adhésion à la C. G. T. n'entraîne pas l'adhésion à la révolution, un autre déclare que, plus il y aura de non-révolu-

tionnaires à la Confédération et plus le mouvement ouvrier sera « modéré ». Au surplus, il faut des statuts, des bureaux, des salles de réunion. Où cela se trouve-t-il, sans avances de fonds, sinon à la Bourse du Travail? Ceci dit, les propagandistes peuvent reparaître; la défiance à leur égard n'est pas tombée, mais elle est désormais impuissante. Les nouveaux syndiqués ne sont pas encore fiers d'adhérer à la C. G. T., mais ils sont convaincus que l'on ne peut faire grand' chose en dehors d'elle, et comme ils désirent augmenter leurs salaires, ils se laissent faire violence. S'il s'agit d'une corporation bien organisée syndicalement, il suffit d'avoir le bureau du syndicat pour entraîner tout le monde. Si le bureau du syndicat résiste, et c'est très fréquent, on crée à côté de lui un comité d'entente syndicale qui lui suscite toutes les difficultés et qui, exploitant les passions contre lui, le contraint à une action qu'il condamne. S'agit-il de faire marcher les grandes fédérations, le procédé est le même. Veut-on enfin agir sur le comité confédéral lui-même? C'est par l'action de ces groupes extra-syndicaux que l'on obtient le résultat cherché.

Car il faut bien s'en rendre compte : les mouvements observés depuis la fin de 1918 n'ont pas

été conçus par cette entité que l'on nomme la C. G. T., ni par les hommes les plus connus comme « meneurs » ouvriers. La grande majorité des hommes qui participent à la vie syndicale confédérale sont hostiles au mouvement révolutionnaire immédiat. Ils y sont entraînés par une infime minorité, mais par une minorité agissante et qui, utilisant dans la troupe ouvrière les intérêts immédiats, utilise chez les chefs les idées et les doctrines.

L'or étranger, l'or bolcheviste, l'or de la finance facilite cette action et en décuple la force. Mais l'or ne crée pas, il ne permet que de multiplier et d'accélérer les mouvements. L'or n'explique pas l'ardeur de la minorité ni la passivité de la majorité. La vérité, la grande vérité, c'est que la minorité avec ou sans or, exploite l'idée pure contre une majorité qui est obligée de ne regarder sa conscience des réalités que comme une faiblesse humaine, opportuniste, devant l'idée. L'idée, c'est le marxisme, répandu à fortes ou faibles doses dans les groupements syndicalistes. Si les chefs syndicalistes cèdent devant des hommes qui ont peu ou point d'autorité syndicale, c'est parce qu'ils sont tout autant qu'eux pénétrés de marxisme, et qu'ils se trouvent ainsi sans défense contre ceux qui les

accusent de tiédeur dans la foi. Ce n'est pas, comme on le dit trop souvent, le jeu de la surenchère : c'est le rappel aux principes, c'est le rappel à la doctrine qui joue. La plupart des chefs syndicalistes ont vu depuis longtemps que l'application de la doctrine déterminerait une catastrophe ; mais ils ne l'ont pas abandonnée ; ils ont conçu qu'ils laisseraient leurs successeurs se débrouiller dans les difficultés d'application. Il est aisé à leurs adversaires de faire pression sur eux, rien qu'en les dénonçant comme de simples opportunistes.

C'est dans ce prestige des idées qu'il faut chercher l'explication de l'absurdité extraordinaire des événements ouvriers, où l'on vit tant d'hommes entraînés, contre leurs intérêts, contre leur volonté, vers une fin qui leur fait horreur. Que l'intérêt allemand exploite cela, et qu'il provoque l'explosion au moment utile pour lui, c'est un jeu facile, avec le concours de quelques complices bien placés et bien camouflés en humanitaires. Et l'Allemagne est bien outillée pour exploiter une idée qui est née chez elle et qui est représentée aujourd'hui dans son gouvernement. Mais la force et la violence que l'on veut déchaîner résident dans les idées. Il ne faut pas compter sur le « robuste bon sens » des

Français pour réagir contre l'idée marxiste : ce « robuste bon sens », dans le trouble de la vie économique d'après-guerre, fonctionne au profit du marxisme chez tous ceux qui ont été touchés par la propagande socialiste. En l'absence, chez un grand nombre d'ouvriers français, d'une idée qui s'oppose nettement au marxisme, c'est d'ailleurs que viendra le salut. C'est le cœur, c'est le sang français qui rendra au pays le sens de sa destinée, mais non sans obéir aux raisons qui sont enseignées depuis vingt ans par les hommes qui rénovent la pensée pure et la science politique. Et nous ne devrons pas oublier, quand la crise décroîtra, qu'il est périlleux de confier la fortune d'un peuple aux coups du cœur. Si l'on veut que le cœur français demeure sain, donnons à l'esprit sa nourriture. A l'idée, il faut opposer l'idée.

CHAPITRE XIII

COLLABORATION OU LUTTE DE CLASSES?

Ni l'une ni l'autre, car l'une et l'autre sont des fantaisies de l'imagination qui ne correspondent en aucune manière aux réalités, quand on considère la production. L'une et l'autre supposent l'existence, dans l'économie, de groupements qui n'y existent pas. Il y a des classes sociales, aux limites fort incertaines, mais que l'on peut distinguer. Il y a non pas *une* mais *des* classes ouvrières, et *des* classes rurales, *des* classes bourgeoises, à l'intérieur desquelles il y a similitude de mœurs et d'usages. Mais il n'y a pas de classes économiques. Dans la production, il y a des ouvriers, des chefs d'équipe, des commis, des contremaîtres, des chefs de service, des ingénieurs, des directeurs, des patrons, des administrateurs. Les uns et les autres ont des intérêts propres, ou semblables, ou divergents, ou anta-

gonistes, ou communs. Sont-ce des intérêts de classe? Jamais. On peut les nommer ainsi. Mais la vérité est que ces intérêts sont propres à la fonction de chacun dans la production. Ce sont des intérêts de producteurs définis par les fonctions. Si l'on veut les reconnaître par des caractéristiques de classe, on échoue, ou l'on aboutit à des vues de la plus haute fantaisie. Des intellectuels ont pu répandre dans le monde la notion de deux classes distinctes : celle des possédants et celle des non-possédants; celle des ouvriers et celle des patrons; celle des prolétaires et celle des capitalistes. C'était pour se donner le gouvernement politique des uns et des autres. La distinction du monde social en deux classes est une vue d'intellectuel et de politicien, qui peut servir les intérêts politiques d'un clan ou d'un parti. Elle est absolument fausse pour qui veut organiser la production.

Nous ferons bien d'éliminer de notre langage et de notre pensée ces termes inexacts et ces fausses notions qui entravent considérablement notre œuvre de réorganisation économique. Nous demandons aux personnes qui souhaitent la collaboration des classes dans le travail, de bien se rendre compte que leur désir est sans aboutissement. Où sont ces classes que l'on

invite à collaborer? où sont leurs organes de coordination et de direction? Y a-t-il une classe ou des classes qui aient une mission spéciale dans la production? Cherchez, et vous ne trouverez rien. Vous verrez des syndicats de toutes professions dont l'utilité est évidente quand il s'agit d'exercer une action dans une profession donnée, et que l'on ne peut, quels que soient les efforts que l'on fait dans ce sens, unir dans une organisation de classe.

S'il a été créé une sorte d'institution de classe pour un certain nombre de syndicats ouvriers, c'est uniquement par l'effet d'un trompe-l'œil idéologique. Essayez de donner une organisation de même nature aux syndicats patronaux, vous verrez immédiatement que l'unité de classe est un mythe : contre elle se dressent les intérêts économiques différents, intérêts industriels contre intérêts commerciaux, intérêts agricoles contre intérêts industriels et commerciaux, divisés en outre selon les régions ou même selon les lieux. Si l'on se mettait en tête d'organiser ce que l'on appelle la collaboration des classes, il faudrait l'instituer entre les organismes centraux que se donneraient les prétendues classes.

La production serait alors organisée par un conseil réunissant les chefs ou les délégués de

ces classes, donnant des ordres ou des instructions à leurs commettants respectifs. Je ne crois pas qu'il se trouve un homme de bon sens pour désirer une institution où les hommes, patrons et ouvriers, seraient écrasés par l'énormité de leur tâche et seraient impuissants aussi bien à organiser le travail qu'à répartir les produits.

L'idée de collaboration des classes est évidemment née du désir d'opposer une idée à ce que les marxistes ont nommé la lutte des classes. Mais qui ne voit que parler de collaboration de classes, c'est reconnaître la possibilité de la lutte de classes, c'est en somme accepter la philosophie marxiste, c'est employer le jargon des marxistes? Qu'il y ait lutte de classes quand des intellectuels parviennent à faire croire à certains groupes que la lutte de classes existe, c'est une illusion qui a la valeur d'un fait, encore qu'il soit limité à quelques groupements. Mais que la lutte des classes soit un fait économique authentique, qu'elle explique les transformations économiques, voilà qui est faux. Que ce que les marxistes appellent lutte de classes puisse aboutir à la révolution prolétarienne, à l'organisation de la production par le prolétariat, c'est le plus grand « bourrage de crânes » que l'on puisse inventer. Voyez la Russie : il y a là-bas une dic-

tature qui n'est pas du tout celle du prolétariat, mais qui est bel et bien une dictature intellectuelle et militaire qui a recréé, pour la production, les organes de direction et de commandement qui sont indispensables au travail humain.

Ni collaboration, ni lutte de classes, mais accord technique entre les divers éléments de la production, c'est la loi de demain. La production n'est pas divisée en classes; elle est répartie entre des groupes économiques. Les uns vivent du charbon, les autres des tissus, les autres du livre. Qu'ils soient patrons, ingénieurs, contremaîtres ou ouvriers, les membres du groupe ont pour premier intérêt la prospérité du livre, du tissu, du charbon. Si leur production tombe, c'est la ruine pour le patron, c'est le chômage pour l'ouvrier. L'intérêt premier, fondamental, est économique, et propre à une catégorie donnée de la production. Ensuite, mais ensuite seulement, les intérêts se différencient : il y a des intérêts propres aux ouvriers du tissu comme il y a des intérêts propres aux ingénieurs, aux patrons du tissu. Voilà les faits qu'il s'agit de reconnaître si l'on veut donner à ce pays une organisation qui tienne. Nier les divergences d'intérêts à l'intérieur d'une profession, ou nier l'intérêt commun des

membres d'une même profession, c'est nier l'évidence.

Il est vrai que, dans le temps où nous sommes, la conscience des intérêts divergents est beaucoup plus forte, dans certains groupes ouvriers, que la conscience de l'intérêt général de la profession. C'est, au reste, assez humain, et il ne manque pas de patrons à qui échappe la conscience de cet intérêt général. Est-ce à cause d'un vice de l'esprit? Nullement. Mais il manque, dans toute l'économie française, les organes où les membres de la profession puissent, pratiquement, prendre conscience des intérêts généraux de la profession. Le syndicat patronal, le syndicat ouvrier sont des institutions à objectif limité, qui ne peuvent entretenir que la seule connaissance des intérêts particuliers de chaque groupe.

C'est dans une institution supérieure à ces deux groupements que les membres de la profession peuvent parvenir à une vue presque totale de leurs intérêts communs et c'est là que viennent se résoudre les antagonismes, dans la soumission à l'intérêt général de la profession. Que la création de ces organes soit sortie du pays de l'utopie, c'est un fait. Les comités permanents qui se fondent dans le pays en sont la

preuve. Dans la Métallurgie, dans le Bâtiment, ont été fondés des comités permanents réunissant les délégués des Fédérations ouvrières et ceux des Fédérations patronales. Les uns et les autres traitent au nom de leurs mandants, prennent des décisions communes et donnent respectivement à leurs commettants l'obligation de les exécuter. Le premier objet entrevu a été la conciliation, le règlement amiable des difficultés qui naissent dans le travail. Mais il y a beaucoup plus. On a compris immédiatement que ces comités auront un rôle plus étendu. Un rédacteur du *Moniteur des travaux publics* l'a indiqué très nettement : « Le comité permanent, écrit-il, ne doit pas être un simple organe de conciliation; il doit être un centre de création. *C'est de lui que doivent partir les directions pour l'organisation rationnelle du travail; c'est lui qui doit donner aux constructeurs les indications nécessaires pour le développement du machinisme.* »

Voilà l'institution où naîtra et se fortifiera la conscience des intérêts généraux des professions. On voit qu'elle a été rapidement conçue comme un organe supérieur aux organisations patronales et ouvrières. C'est là que seront représentés les différents éléments de la production, appuyés chacun sur les groupements particuliers

et agissant de concert, non pour faire de la collaboration ou de la lutte de classes, mais pour organiser la production au profit du groupe économique tout entier et à la satisfaction des groupes particuliers qui y confronteront sans cesse leurs intérêts propres à l'intérêt général. Étendez ces institutions, imaginez leur liaison par groupes économiques, par régions, et enfin sur toute l'étendue du pays, et vous apercevrez le dessin de l'organisation économique de demain.

CHAPITRE XIV

A PROPOS D'UNE CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU PATRONAT.

On a beaucoup parlé, depuis la fin de 1918, de la Confédération générale du Patronat. On veut la faire sous ce nom ou sous un autre. Nous dénonçons le projet comme un péril national; nous invitons les producteurs à s'y opposer par tous les moyens. L'idée d'une confédération du patronat est une idée aussi absurde que l'idée d'une confédération générale des ouvriers. Ni l'une, ni l'autre ne sont des idées de producteurs. Ce sont des idées de politiciens, qui exploitent en même temps les passions ouvrières et les passions bourgeoises, et qui veulent avoir en mains la C. G. T. pour la manier contre les patrons, et la C. G. P. pour en tirer l'or de la vie large et de la corruption. Entre les deux, au-dessus des deux, politiciens

et financiers feraient leurs affaires. A bas la Confédération générale du Patronat!

On connaît le projet qu'ont mûri secrètement quelques politiciens alliés à quelques grands profiteurs de la guerre : organiser sous le couvert des groupements économiques consultatifs qu'a créés M. Clémentel, une véritable confédération des syndicats patronaux. On a d'abord invité les syndicats patronaux à se fédérer par groupements économiques, l'objet déclaré étant de créer des organes d'information et de consultation pour le gouvernement. Idée excellente, dont il faut louer le ministre, mais qui devient une manœuvre dirigée par un autre ministre, M. Loucheur, et, sur un autre plan, par M. Briand. Les fédérations formées, on confédère et l'on obtient cette confédération générale de la production, dont l'idée est encore excellente, mais à l'abri de laquelle on veut entraîner les patrons vers un but arrêté depuis longtemps par les personnages qui restent dans la coulisse. Le but, c'est la constitution d'un conseil économique national, où siégeraient, avec les délégués du gouvernement, les délégués de la C. G. T. et les délégués de la confédération des syndicats patronaux. Sans l'avoir voulu, les syndicats patronaux seraient organisés en grou-

pement de classe et trouveraient en face d'eux une autre organisation de classe, la C. G. T., devenue institution officielle reconnue pour parler au nom de tous les ouvriers français. Voilà la combinaison préparée et pour laquelle on fait, depuis six mois, une intense propagande dans les milieux patronaux. Des fédérations et des groupements ont été fondés pour propager l'idée, pour amener les patrons à accueillir avec joie et reconnaissance ce don d'une confédération patronale que l'on opposerait à la C. G. T. Un certain nombre d'imbéciles ont sauté sur l'idée. On a pu entendre, au printemps de 1919, un ahuri déclarer que « le jour où les huit millions de patrons seraient unis *contre* les huit millions d'ouvriers », il y aurait quelque chose de changé en France! Voilà les idées de guerre civile répandues dans le pays par les soins du ministère de la Reconstruction nationale! C'est un péril national auquel il faut s'opposer résolument. Les producteurs français sauront faire échouer ce plan.

On voit assez le calcul des politiciens et de leurs protecteurs ploutocrates dans la réalisation de cette combinaison; avec une organisation fondée sur l'idée de la lutte de classes et placée à la discrétion du gouvernement, on consolide le

pouvoir des politiciens habiles à exploiter le monde ouvrier. On tient les patrons, on tient les ouvriers : on les manœuvre les uns contre les autres. On se fait présenter aux ouvriers comme l'homme qui fait céder les patrons; on se présente aux patrons comme l'homme qui calme les colères ouvrières. Résultat : puissance démagogique acquise sur les ouvriers, puissance conservatrice sur les patrons, accompagnée de sérieux profits matériels.

Veut-on réaliser quelques affaires fructueuses? On a sous la main les moyens de diriger l'action ouvrière contre telle ou telle industrie que l'on veut ruiner complètement ou contraindre à accepter les volontés de tel ou tel groupe financier.

On a pu le constater en 1919 : le même homme, Aristide Briand, excite, ordonne les mouvements du bolchevisme, afin d'effrayer la bourgeoisie, et excite, entretient, ordonne les réactions bourgeoises. Pour le soutenir, les politiciens de la Sociale qui veulent razzier quelques bourgeois, et les bourgeois qui suent la peur et qui attendent leur salut des mitrailleuses; au-dessus des uns et des autres, les grands bailleurs de fonds qui spéculent sur les troubles économiques pour rafler la fortune d'autrui. C'est l'utilisation politicienne du dogme marxiste de la lutte des

classes, accommodé à deux sauces différentes pour les bourgeois et les ouvriers.

Opposons la vérité économique à cette prestidigitation de la politique démo-ploutocratique : l'organisation des producteurs en deux classes séparées n'est pas, ne peut être une organisation de la production, parce qu'elle ne crée aucun organe économique; elle ne peut aboutir qu'à la constitution de deux groupes opposés, ennemis, non sur le plan de la production, parce qu'elle ne crée aucun organe économique, mais sur le plan de la guerre. Des politiciens peuvent se flatter d'éviter la guerre à laquelle porterait cette organisation; ils peuvent espérer qu'ils seraient les pacificateurs et les profiteurs du conflit permanent ainsi organisé. Leurs calculs seraient tôt ou tard déjoués par l'explosion des passions soulevées. Ce n'est pas impunément que l'on amplifie la peur bourgeoise, que l'on excite les appétits ouvriers. L'issue de ce jeu, c'est la répression violente et impitoyable ou la révolution non moins violente et non moins impitoyable. Dans les deux hypothèses, c'est la menace de la ruine pour le pays, c'est le sang français versé. Nous voulons égargner le sang et les richesses du pays. Producteurs, patrons et ouvriers, soyez séparés pour défendre vos intérêts respectifs, dans les cadres de vos

industries ; mais soyez unis contre les politiciens pour défendre votre sang et vos biens. Il est faux, il est faux que vous apparteniez à deux classes distinctes et opposées. S'il y a des classes sociales, il n'y a pas de classes économiques. Il y a des groupements économiques propres aux métiers, aux régions et aux nations ; il y a solidarité économique entre tous les membres d'une même nation. Prenez conscience de ces intérêts communs, sans perdre conscience de vos intérêts particuliers de patrons ou d'ouvriers : cela ne conduira ni à la C. G. T. ni à la C. G. P. Vous serez conduits à vous donner les institutions où vous défendrez ensemble vos intérêts communs de producteurs contre les naufrageurs de la finance et de la politique.

L'utile et féconde réalisation d'une Confédération générale de la production française, c'est, non pas la formation en classes, mais la formation par professions, par groupes économiques, par régions, les syndicats ouvriers et les syndicats patronaux étant représentés, par leurs délégués, à chaque palier, les uns et les autres constituant à chaque échelon, leurs conseils de métier. Dans cette formation, le conseil économique national est constitué, non par les états-majors de deux classes sociales, mais par les

délégués-patrons et ouvriers des groupements corporatifs et régionaux de producteurs et l'union économique nécessaire se fait contre les politiciens.

CHAPITRE XV

LA SOLUTION

Indications sur une organisation économique de la France.

Quelles que soient les difficultés de l'heure présente, nous prions les Français de dépasser les événements du jour et de considérer ceux de demain. Nous ne leur demandons pas de les oublier, mais nous les invitons à se mettre en tête une autre pensée que celle de la résistance à la révolution; il faut savoir quelle organisation économique nous nous donnerons, patrons et ouvriers, en parfait accord, et en vue de notre bien commun. Si quelques personnes croient que le moment est mal choisi, dans un temps où le plus vif antagonisme *paraît* se manifester, nous nous permettrons de leur faire observer que, s'il est prudent de veiller à ce que cet anta-

gonisme ne brise pas l'armature de la civilisation, il est plus sage encore de veiller avec une pensée d'avenir, et non avec la mort dans l'âme. Quiconque, au moment où sa maison paraît menacer ruine, pense à l'aménagement nouveau qu'il fera, est beaucoup plus fort que celui qui, devant le même spectacle, ne pense qu'à se garantir de la chute des pierres. Et, au surplus, soyons sérieux : si le mouvement révolutionnaire aboutit, il détermine la chute de la civilisation en Europe, et, dans cette hypothèse, il est indifférent que nous ayons une pensée ou une autre avant l'événement. S'il échoue, et il échouera parce que les Français veulent vivre, il faut être prêt à organiser dès que la crise sera surmontée. Tenons-nous prêts à l'organisation et, quelles que puissent être les erreurs, les fautes que commettent les syndicalistes révolutionnaires au cours de la crise, ne perdons pas de vue l'excellence du principe syndicaliste. Répétons-le : la révolution dite sociale, c'est la mort ; le syndicalisme, c'est la vie et c'est l'ordre.

Faillite du « vieux système de travail ».

Nous nommons « vieux système de travail » le système libéral du XIXe siècle, et nous disons, nous répétons depuis des années que ce système

est absurde, contraire à la tradition française, contraire à l'enseignement chrétien ; irrationnel et inhumain. Il est responsable de la crise où nous sommes. Il fait faillite. La crise d'aujourd'hui le proclame. En quoi a-t-il été impuissant? En ceci qu'il n'a pas su créer un régime économique où les producteurs, chefs et exécutants, possèdent une haute conscience de l'intérêt général de la production. Le « vieux système de travail » avait tué la conscience du producteur, aussi bien chez le patron que chez l'ouvrier; il avait livré la production aux appétits et aux passions individuelles. Il a fait du producteur un être qui ne cherche que les gros bénéfices ou les gros salaires, sans frein, ni en ce qui concerne les bénéfices ni en ce qui concerne les salaires, et il a opposé brutalement les uns aux autres, en dehors de la connaissance de l'intérêt général. C'est lui qui nous a donné ce patron, qui se f... de l'intérêt général, qui veut être le maître absolu chez lui, et qui exploite à la fois le consommateur, le fournisseur et l'ouvrier ; c'est lui qui nous a donné cet ouvrier qui se f... non moins que son patron de l'intérêt général, et qui ne cherche qu'à le rouler et à tirer de lui tout ce que l'on peut en tirer, par la ruse ou par la force. Dans ce système, l'antagonisme naturel devient

l'hostilité, décuplée par la puissance des idées lancées dans le monde, du parti des bénéfices et du parti des salaires, l'un et l'autre tirant sur la corde, jusqu'au moment où elle casse, provoquant la chute de l'un et de l'autre.

Le jeu de la corde.

C'est ainsi qu'un Anglais définit le système de travail du XIXe siècle. Pourquoi et comment? C'est ce qu'a dit cet Anglais réaliste, Mr Whitley, M. P., industriel, dans un rapport remis à Lloyd George au printemps de 1919, au moment où l'Angleterre était secouée par les grèves. Nous citons une page de ce rapport, d'une force et d'une netteté remarquables, afin qu'il apparaisse au lecteur comment, dans le pays classique de l'individualisme économique, on prend conscience des erreurs du siècle passé.

Le vieux système du travail, écrit M. Whitley, le vieux système du travail a fait faillite, et il est aisé de découvrir les raisons de cet échec. Depuis la révolution industrielle, on peut dire, en effet, que les relations entre « employeurs et employés » ont toujours eu comme base : l'antagonisme, la résistance et la contrainte.

Le même fait s'est produit dans toutes les nations civilisées. Le développement parallèle des « trades unions » et des associations d'employeurs, toujours

en opposition, a atteint un tel point que nous pouvons dire sans exagérer que l'état du monde de l'industrie est un état de guerre latent.

Dans de telles conditions, il est à remarquer d'une part que les associations patronales considérent de leur devoir de s'opposer à toute tendance, à toute proposition formulée par les associations ouvrières en vue d'un progrès ou d'une amélioration quelconque, et, d'autre part, que les associations ouvrières croient rester fidèles aux principes du travail, en s'opposant à toute proposition formulée par les associations patronales pour le développement de la production.

Les deux partis ne se rencontrent donc que pour se soumettre mutuellement leurs exigences et leurs revendications qui sont les raisons d'un conflit sans fin. En vérité, les négociations entre employeurs et ouvriers sont des négociations entre ennemis et c'est ainsi que les forces et les moyens des directeurs et des employés (ouvriers), se perdent et s'usent en de vaines et inutiles controverses.

Les deux partis sont, en réalité, les victimes d'un système d'antagonisme qui a fait de l'industrie un véritable *tug of war* (*jeu de la corde*) et qui a entravé l'activité nationale en créant une pensée et des habitudes de classes. Toutes les fois, en outre, que la contrainte a été exercée, elle a soulevé automatiquement la résistance dont les conséquences ont toujours été : stérilité et gâchis.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible de faire disparaître définitivement le conflit, mais nous estimons que la solution de l'avenir repose sur l'asso-

ciation étroite et ininterrompue de la direction et du travail, non point dans le seul but, que nous pourrions appeler négatif, de régler les différences de point de vue, mais dans le but positif d'encourager le progrès industriel, source de la prospérité nationale.

La paix industrielle doit être signée, une paix qui ne doit pas être basée sur la puissance d'un parti, soutenu par des tribunaux, mais une paix qui devra être l'inévitable conséquence de la confiance mutuelle, de la justice, de la bonne volonté créatrice. L'industrie ne doit connaître ni trêves, ni arbitrages obligatoires. Ce qu'elle veut, au contraire, c'est la confiance... Ce qu'elle veut aussi, c'est un courageux mouvement soutenu par le génie créateur des deux partis réunis. Tout individu qu'intéressera cette besogne ne pourra manquer de répondre à cet appel, car la tâche que nous devons affronter aujourd'hui est le plus grand problème de reconstruction sociale que le monde ait jamais connu.

Nous croyons enfin que les intérêts communs de l'industrie sont beaucoup plus importants que ces intérêts que l'on veut aujourd'hui mettre en opposition, et c'est sur la base de ces intérêts communs que pourra être établie en pleine confiance la charpente du nouveau système industriel.

Je ne crois pas que la situation ait souvent été exposée avec tant de clarté, ni le but montré avec tant de précision. Toutefois, il ne serait pas inutile, au moins de ce côté de la Manche, de montrer comment a disparu de l'industrie la

conscience des intérêts généraux de la production.

Avant la révolution industrielle (et avant la révolution politique), la production était assurée par le petit atelier où maître, compagnons et apprentis vivaient en contact étroit, sans grandes différences de situation ni de puissance économique. Par le contact permanent, par les entretiens fréquents sur leur travail, les uns et les autres vivaient dans la connaissance de leur métier, de ses besoins et de ses intérêts généraux. Tout ce qui modifiait ou troublait l'exercice du métier était immédiatement connu des uns et des autres, qui acquéraient ainsi la conscience des intérêts communs que venaient soutenir des coutumes et des institutions communes.

Après la révolution industrielle, maîtres et compagnons se séparent, s'éloignent les uns des autres, perdent le contact, cessent d'échanger leurs vues et leurs connaissances. Leur situation respective est profondément modifiée. Le maître devient peu à peu un employeur dont la force économique individuelle est hors de proportion avec celle du compagnon devenu employé, ouvrier ou prolétaire. De l'un à l'autre, les communications se réduisent, et d'un côté, le maître devient un chef qui ne connaît guère que l'intérêt de son entreprise, tandis que le compagnon,

spécialisé dans une partie du travail, et très éloigné par sa vie, par sa situation, par son instruction, du lieu où l'on voit la production dans son ensemble, ne connaît plus que son intérêt quotidien. Au cours du XIXe siècle, la séparation s'accentue. Au commencement du XXe, elle est quasi complète : le maître est un homme qui vit dans une des branches de la production, sans autre vive préoccupation que celle des bénéfices que l'on y peut réaliser : le compagnon est un homme qui exécute une des pensées, un des ordres du maître, sans savoir (et sans moyens de savoir) la place qu'il tient dans le travail, sans connaissance de l'intérêt général de la profession. Pour ces deux hommes, les notions les plus précises que leur donne le travail ne sont plus que celles du salaire et du bénéfice. C'est par là que l'on arrive à la situation qu'expose Mr Whitley.

A nous, maintenant, d'en sortir. Il faut que nous cessions le jeu de la corde, et que nous redevenions des producteurs conscients des intérêts de la production. Il ne s'agit pas de revenir à un état industriel périmé. Mais il s'agit de recréer, dans une situation économique nouvelle, une conscience des intérêts communs égale à celle qui a soutenu le système antérieur à la révolution industrielle.

Or, veuillez regarder autour de vous : où et comment le patron ou l'ouvrier peuvent-ils acquérir cette conscience ? Il n'y a ni lieu ni moyens. Au syndicat patronal, le patron apprend à connaître quelques aspects des intérêts généraux de sa profession, mais vus presque exclusivement sous l'angle patronal ; au syndicat ouvrier l'ouvrier ne prend conscience que de son intérêt de salarié. On se plaint que, dans la plupart des corporations, les ouvriers ignorent l'intérêt général de leur propre production. Mais où l'auraient-il connu ? S'il y a quelques écoles, quelques livres, quelques journaux professionnels pour les patrons et les ouvriers d'élite, il n'y a, pour l'immense majorité, ni école, ni cours, ni livre, ni journal, ni institution qui enseigne ou représente ces intérêts généraux. Au XIXe siècle, l'horizon intellectuel de l'ouvrier a été rétréci à l'établi ou à l'étau, et les démagogues de la fin du siècle n'y ont fait briller que la lueur des torches. Il faut changer cela. Il nous faut créer les institutions qui rendront à tous les producteurs la conscience de leurs intérêts communs dans le cadre de leurs différents métiers.

ÉBAUCHE D'UNE ORGANISATION

Représentation des intérêts particuliers
Organes des intérêts généraux

Où est la solution ? On a parlé d'un Parlement du travail, d'une représentation professionnelle organisée sur le mode démocratique. De telles institutions seraient inorganiques. Il y a mieux à faire. Suivons les lignes que nous indiquent les conditions de la production elle-même. Nous découvrons qu'il y a un intérêt et des conditions nationales de la production ; de même, un intérêt et des conditions régionales, un intérêt et des conditions locales. A chacun de ces paliers, il y a des intérêts particuliers, qui sont patronaux ou qui sont ouvriers. Cette vue acquise, organisons ; partons du premier palier, et des organisations qui s'y trouvent. Au palier local, réunissons les délégués des organisations syndicales, patronales et ouvrières, et créons un conseil local, à compartiments corporatifs. Voici le lieu matériel et moral, où seront résolus — et prévenus — les conflits du travail, et où seront connues, par l'échange continuel des vues et des informations, les conditions communes de la

production locale, les intérêts locaux de chaque corporation. Au palier supérieur, qui est la région naturelle ou la région économique, les délégués des Conseils, patrons et ouvriers, délégués locaux et délégués corporatifs formeront le conseil régional, où seront représentés les intérêts locaux, où l'on prendra conscience des intérêts régionaux, où les différents métiers se feront connaître les uns aux autres les services qu'ils attendent les uns des autres, où l'Agriculture pourra dire ses besoins à la Construction mécanique, où les ouvriers pourront obtenir du Bâtiment des plans de construction de cités, etc.

Au palier supérieur, qui est celui de la Nation, les délégués patrons et ouvriers des régions, les délégués patrons et ouvriers des fédérations régionales de métiers, formeront le conseil national de la production. Là, intérêts de lieux, de régions, de métiers, d'industries, de grands groupements économiques sont représentés ; là, les compétents et les responsables prennent conscience de leurs intérêts nationaux, de l'ensemble de leurs intérêts communs.

A tous les paliers, donnez à tous ces organismes leurs institutions économiques, professionnelles ou territoriales propres : revues, journaux, écoles, cours, maisons, caisses communes et

particulières, et vous aurez créé, à tous les échelons de la production, les institutions par lesquelles les producteurs pourront connaître leurs intérêts communs et vivre d'une vie commune.

C'est l'ébauche d'une organisation économique de la France qui repose, non sur une idéologie, mais sur des principes tirés de l'observation des faits contemporains et qui tient compte des nécessités de la production et des créations spontanées de la vie économique. Ajoutons que c'est, depuis l'été de 1918, le programme d'un groupe d'industriels, de commerçants, d'agriculteurs qui travaille à l'organisation d'une *Confédération Nationale de la Production*, devant réunir, selon ces principes, les organisations patronales et ouvrières. Ceux qui connaissent l'histoire des idées découvriront sans peine dans ce programme l'heureuse influence de maîtres longtemps regardés comme des hommes hors du siècle et qui étaient des précurseurs. Mais ce qui en fait l'originalité, c'est qu'il est l'œuvre commune d'hommes profondément différents par leur formation politique, qui, saisis par la volonté d'organiser le pays, se sont accordés sur les conditions de la collaboration pour le travail. L'idée positive de la prospérité nationale les a réunis.

Voilà un des signes qui annoncent que, la crise actuelle surmontée, les Français seront prêts à se donner eux-mêmes l'organisation économique qui coordonnera les efforts de tous au nom des intérêts communs.

CHAPITRE XVI

L'AVENIR

Ne nous demandons pas où nous allons. Nous irons où nous voudrons. Il suffit d'avoir une idée en tête, et une forte volonté à son service, pour donner une direction aux événements. Ceci est vrai pour l'homme qui porte l'erreur et pour celui qui porte la vérité. Mais la volonté qui sert l'erreur conduit les peuples à la ruine et à la mort. Celle qui sert la vérité conserve la vie des nations et leur donne la prospérité. Du jour où nous possédons une doctrine vérifiée par l'expérience, une idée dont la force de réalisation a été éprouvée, si nous y joignons la volonté de réussir, nous pouvons marcher hardiment : nous n'aurons pas à nous demander où nous conduisent les événements, car c'est nous qui les engendrerons. Et nous donnerons au monde, à notre société, à notre nation, les formes que nous

aurons imaginées, prévues, la figure que nous donnerons à l'avenir que nous voulons organiser. La catastrophe russe n'est pas issue des conditions politiques et sociales de l'Empire : elle était dans la tête de Lénine et des disciples de Marx. La renaissance française est dans la tête d'un certain nombre de Français qu'anime une ardente volonté de faire vivre la France et de lui restituer son rôle d'initiatrice de la civilisation.

Ceci étant connu, on peut faire sans témérité quelques anticipations :

La période de l'individualisme économique et de la démocratie politique touche à sa fin. Ces deux erreurs de l'intelligence humaine sont connues aujourd'hui comme des erreurs ; il est certain que le monde moderne les rejette et va s'organiser selon les règles d'autres systèmes. Le socialisme n'a aucune chance de réussite, non parce qu'il manque d'adeptes, mais parce qu'il est d'une réalisation impossible ; l'heure de son triomphe serait celle de sa fin irrémédiable ; toutefois, il n'est pas impossible qu'il soit le régime *nominal* de quelques nations arriérées qui, incapables de saisir la contradiction entre les faits et les idées, accepteront ou subiront, sous le nom de dictature du prolétariat, une sorte

d'autocratie intellectuelle, militaire et économique qui leur donnera de nouveaux chefs sous des noms nouveaux et qui, annulant en principe la notion d'autorité, renforcera en fait les institutions du commandement sous toutes ses formes. C'est ce que l'on voit en Russie, où la durée du régime bolcheviste ne s'explique que par le fait que les maîtres du régime reconstruisent, à leur profit, toutes les institutions du régime qu'ils ont détruit : les chefs de l'armée sont ramenés sous le nom de spécialistes militaires ; ceux de l'économie sous le nom de spécialistes de l'économie. Si ce régime dure quelques années, les spécialistes militaires ne pourront, pratiquement, être distingués des officiers de n'importe quelle armée, et les spécialistes de l'économie seront des patrons tout comme ceux de n'importe quelle nation dite capitaliste, et les Soviets ressembleront singulièrement aux Conseils syndicaux ou aux Consortiums économiques des nations capitalistes. Ce n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire, et l'on sait assez que ce fut le mode de transformation de la Révolution française qui aboutit sans heurts, conformément à la logique des nécessités, aux institutions napoléoniennes, avec le concours des hommes qui avaient fait la révolution.

Augereau pouvait dire, au sacre de Napoléon, qu'il ne manquait rien à cette grandiose cérémonie, rien, sinon les cinq cent mille hommes qui s'étaient fait tuer pour mettre fin à tout cela. Il n'y a pas d'autre issue, pour les révolutions, qu'elles soient politiques ou sociales, que la substitution de nouveaux chefs aux anciens, — ou la ruine totale. Mais cette substitution se fait sous des noms nouveaux et peut-être accompagnée de formes nouvelles de commandement et d'organisation économique et sociale.

Dans les pays latins, à l'occident et au centre de l'Europe, les transformations peuvent se faire dans des conditions toutes différentes. Si les chefs actuels de l'économie prennent eux-mêmes en mains l'œuvre de transformation que nous avons à accomplir, ils demeureront chefs de l'économie nouvelle de demain. C'est d'ailleurs ce que nous voyons se produire sous nos yeux : sous la pression des nécessités, sous la pression de l'action intellectuelle qui s'exerce sur eux, les chefs d'entreprise, même ceux qui ont l'esprit complètement soumis aux doctrines de l'économie libérale, les chefs d'entreprise créent des institutions en opposition totale avec les habitudes et les doctrines de l'individualisme. De tous côtés, les producteurs ouvriers et patrons

se syndiquent, pour établir par des contrats collectifs les conditions du travail, les prix d'achat et les prix de vente.

Mais il y a hésitation sur le mode de généralisation du système syndical : sera-t-il, selon une image que Maurras donnait à l'auteur de ce livre il y a dix ans, sera-t-il horizontal ou vertical? En d'autres termes, la généralisation syndicale *divisera*-t-elle les nations en deux groupes opposés, patrons et ouvriers, réunis en deux vastes confédérations, ou *organisera*-t-elle les nations en groupes économiques, chaque groupe réunissant les chefs d'entreprise et les ouvriers unis dans leurs syndicats respectifs, et subordonnés au conseil de patrons et d'ouvriers qui contrôlera le groupe tout entier? Question capitale : selon la réponse que nous donnerons, nous irons à la vie ou à la mort.

Je supplie ceux qui liront ce livre d'arrêter leur méditation en cet endroit : nous sommes ici au lieu où notre avenir est engagé tout entier.

Ou nous nous diviserons en classes, et nous allons sûrement, mécaniquement, à la guerre civile, à la ruine, suivie de la lente et dure construction du seul régime qui puisse assurer notre vie;

Ou nous nous organiserons en groupes économiques, et nous serons en mesure de donner à notre pays la plus large prospérité que les nations modernes puissent connaître. Nous accomplirons une révolution économique profonde non seulement sans dégâts, mais avec profits constants et progressifs.

Si nous nous trouvions dans la situation intellectuelle et politique où la France était il y a trente ans, c'est-à-dire sous la contrainte de l'étroit conservatisme politique et social qui défendait les formes inertes que l'on croyait alors être l'Ordre, je crois que la seule anticipation de l'avenir que nous pourrions faire serait la prévision de la plus sotte et de la plus inutile des révolutions.

Dans l'état intellectuel où se trouve la France aujourd'hui, après les vingt années d'enseignement et de propagande de Maurras et de tout le groupe de l'Action française, il est possible de faire des anticipations d'un tout autre caractère.

Il est connu d'un nombre considérable de Français actifs, ardents et voulant organiser leur pays, que la division en classes est, chez les patrons et chez les ouvriers, le résultat d'une grande erreur intellectuelle.

Un nombre croissant de Français prennent

conscience de ce fait capital que la solidarité des intérêts économiques s'étend non aux classes, mais à tous les membres d'un même groupement économique, et que notre organisation syndicale doit être conforme aux indications données par la conscience de ce fait.

En d'autres termes, et pour faciliter l'intelligence de ce fait :

Dans le régime de la petite industrie, soumis à l'ancienne organisation corporative, la solidarité entre patrons et ouvriers intéressait immédiatement chaque entreprise, et les divergences ou les oppositions d'intérêts se manifestaient à l'intérieur de chaque entreprise où elles pouvaient être résolues par des accords d'homme à homme et selon les usages corporatifs ;

Dans le régime de la grande industrie, soumis à la libre concurrence, la solidarité entre patrons et ouvriers a presque complètement disparu. Les divergences ou oppositions d'intérêts ne pouvaient être résolues que par un abus de force des patrons ou un abus de force — ou d'inertie — des ouvriers ;

Dans le régime de la grande industrie, construit en dehors des données de l'individualisme, on constate préalablement que :

Que l'on en ait conscience ou non, il y a une

solidarité de fait entre tous les membres d'un même groupement économique, devant un autre groupement : les patrons et ouvriers du groupe de la Métallurgie, comme ceux du groupe de la Viticulture et de tous autres, ont un intérêt commun, à savoir que la Métallurgie, la Viticulture, etc., soient prospères, et que leurs intérêts généraux ne soient pas sacrifiés à ceux d'un autre groupe ; patrons et ouvriers sont les uns et les autres solidaires de leur groupe économique, parce qu'ils ne peuvent aisément changer de métier, soit à cause du lieu qu'ils habitent, soit à cause de leur outillage, pour les patrons, de leur formation professionnelle, pour les ouvriers. La solidarité est corporative : elle n'est plus propre à une entreprise ; l'ouvrier peut passer sans dommage ni pertes d'une entreprise à une autre ; si la corporation déchoit, il est obligé de changer de métier et subit une perte passagère ou durable.

A l'intérieur de chaque groupe économique se produisent les antagonismes entre groupements vendeurs et groupements acheteurs ; il s'agit là d'antagonismes normaux et nécessaires : l'intérêt des producteurs-viticulteurs est de vendre au plus haut prix aux négociants en vins ; l'intérêt de ceux-ci est d'acheter au plus bas prix et de

revendre au plus haut prix aux détaillants. Les antagonismes se résolvent par des accords qui limitent les prétentions de chacun. A cet échelon, il y a solidarité entre les patrons et ouvriers d'un même groupement de producteurs, de revendeurs ou de détaillants. Si les producteurs viticulteurs tirent un bon prix de leur production, il y a chance pour que les ouvriers obtiennent de hauts salaires.

Enfin, à l'intérieur de chaque groupement élémentaire, il y a antagonisme entre les différents facteurs du travail : capitalistes, chefs d'entreprise, techniciens, ouvriers. Les uns et les autres tentent de tirer le meilleur parti de leur collaboration. Cela s'appelle, en français vulgaire, tirer la couverture à soi. Quand, dans ce jeu, n'interviennent pas les forces étrangères à l'économie, ces manifestations de l'égoïsme naturel ont un effet heureux, en ceci qu'elles obligent les uns et les autres à être toujours en éveil pour maintenir leurs droits. Les antagonismes se résolvent par des accords qui profitent à tous. Donnant, donnant. Le patron consent un plus haut salaire en échange d'un meilleur rendement du travail de l'ouvrier. L'antagonisme est d'ailleurs limité à une certaine zone des intérêts : une réduction extrême des bénéfices por-

tant le patron à abandonner son entreprise, une réduction extrême des salaires portant l'ouvrier à quitter le métier ou à cesser le travail, les antagonismes s'arrêtent au point où la production elle-même serait mise en péril.

En résumé, à chaque échelon de la vie économique, on constate antagonisme à l'intérieur de chaque groupe, et solidarité des sous-groupes antagonistes devant les membres d'un autre groupe. Ce qui revient à dire : antagonisme à l'intérieur, solidarité quant à l'extérieur. Ces grands groupements économiques complets : Fer, Alimentation, Textile, et autres sont antagonistes à l'intérieur de la nation, et solidaires devant le Fer, l'Alimentation, le Textile des autres nations.

Ceci étant bien et dûment constaté et compris, les grandes lignes d'une organisation économique nationale apparaissent nettement, et le but à atteindre se précise. Il s'agit de rendre consciente la solidarité des groupes, de lui donner une expression, dans une institution permanente, afin que les antagonismes se manifestent et se résolvent sous le contrôle de l'intérêt commun. On imagine donc en partant de la base économique, qu'un groupe élémentaire comprendra : un syndicat d'ouvriers, un syndicat de contre-

maîtres, de techniciens, de chefs de service, un syndicat d'employés, un syndicat de chefs d'entreprises, lesquels envoient un ou plusieurs délégués à un Conseil de la corporation, auquel tous les syndicats intéressés seront subordonnés, où ils prendront conscience de leurs intérêts communs, confronteront leurs intérêts particuliers et résoudront toutes les questions d'organisation qui se poseront.

Ce conseil, ainsi que ceux des groupements élémentaires appartenant à un même groupe économique, enverra des délégués à un Conseil supérieur réunissant les délégués de plusieurs corporations, et l'on obtiendra ainsi une institution où l'on prendra conscience des intérêts généraux du grand groupement économique. Le groupe économique envoie à son tour des délégués-patrons et ouvriers à un Conseil national, où l'on prend conscience des intérêts généraux de l'ensemble des groupes économiques.

Pour sortir d'une expression abstraite de cette organisation, nous pouvons essayer d'en donner un tableau vivant. Il sera permis à tout lecteur de le prendre comme une description du pays d'Utopie ou comme une préfiguration de la vie économique de demain.

Anticipations.

L'auteur de ce livre, empruntant ses images à la corporation qu'il connaît le mieux, la sienne, celle du Livre, imagine ce que pourrait être l'assemblée générale semestrielle des conseils du groupe économique du Livre; il reproduit l'imagination qu'il en fait sous la forme d'un procès-verbal sommaire de l'Assemblée :

Sur convocation adressée par le Président, les membres du Conseil supérieur du groupe économique du Livre se sont réunis en Assemblée générale semestrielle au Cercle de la Librairie, 117, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Sont présents :

Le Conseil des Lettres et des Arts : un délégué de la Société des gens de Lettres, un délégué du Syndicat des Écrivains, un délégué du Syndicat des Auteurs et Compositeurs de musique, un délégué du Syndicat des Poètes;

Le Conseil de l'Édition, de la Librairie et de la Papeterie : deux délégués du Syndicat des Éditeurs, deux délégués de la Chambre syndicale des Libraires de France, quatre délégués du Syndicat des Employés de l'Édition et des Commis de Librairie et de la Papeterie;

Le Conseil des Imprimeurs : deux délégués du Syndicat patronal des Imprimeurs typographes; deux délégués de la Fédération du Livre;

Le Conseil du Papier : quatre délégués de l'Union centrale des chambres syndicales du papier, deux délégués du Syndicat ouvrier du papier, deux délégués du Syndicat des Employés du Papier;

Le Conseil de la Reliure et de la Brochure : deux délégués du Syndicat patronal, deux délégués du syndicat ouvrier ;

Le Conseil de la Fonderie de caractères (même composition) ;

Le Conseil de la Photogravure, de la Clicherie et de la Galvanoplastie : un délégué de chaque Syndicat patronal spécialisé, un délégué de chaque Syndicat ouvrier spécialisé ;

Le Conseil de l'outillage du Livre : deux délégués du Syndicat des Fabricants de machines à imprimer, un délégué de la Chambre Syndicale des Fabricants de machines-outils (à titre consultatif), deux délégués ouvriers du Syndicat ouvrier, deux représentants des ingénieurs spécialistes ;

Le Directeur des services du groupe (à titre consultatif) ;

Le Directeur de la Maison du Livre (à titre consultatif) ;

Tous les Membres des Conseils représentés ont pleins pouvoirs pour traiter au nom de leurs mandants.

La séance est ouverte par le Président, qui prononce le discours d'ouverture ; le Président rappelle à tous leurs devoirs à l'égard du Livre, qui représente un élément matériellement peu important de la production générale mais dont le rôle est capital dans la vie nationale ; parlant au nom de l'intérêt général, il exprime son regret d'avoir vu troubler, au cours du dernier semestre, la vie de l'une des corporations par une grève malheureuse : les Patrons et les Employés de cette corporation ont manqué à la loi du travail commun ; les conseils ont été institués par nos prédécesseurs, au lendemain de la Grande Guerre, pour prévoir les conflits d'intérêts et les résoudre avant qu'ils aient pris un caractère aigu ; la responsabilité de ce fait incombe aux deux parties, mais particulièrement aux

Patrons, qui ont plus d'obligations que les Employés et Ouvriers dans la prévision des événements et qui auraient dû poser eux-mêmes la question des appointements restée en suspens depuis longtemps. Le Conseil supérieur espère que l'on ne reverra pas de pareils faits, qui étaient propres à l'état arriéré du pays, au temps de l'ancien régime économique, quand les classes ouvrières, agitées par la Confédération générale du Travail, et les patrons, qui voulaient se rencontrer dans une confédération patronale, se regardaient comme des ennemis, sans voir qu'ils étaient victimes les uns et les autres d'erreurs intellectuelles. (*L'Assemblée marque son approbation unanime.*)

Le Président, après avoir donné un compte-rendu précis de l'activité des Conseils au cours du semestre écoulé, expose la situation générale du Livre : une fois encore, le Livre est menacé d'une crise, sensiblement moins grave que celle qui sévit de 1917 à 1920, mais qui causera des difficultés assez importantes au Livre français, si l'on ne prend pas d'urgence les mesures préventives nécessaires. Par suite des mesures prises en Suède, en Norvège et en Finlande, qui veulent limiter l'exploitation excessive qui a été faite de leurs forêts depuis dix ans, mesures qui seront applicables dans trois mois, les importations de pâtes de bois baisseront dans une proportion considérable; le Canada et l'Amérique ne seront pas en mesure de combler le déficit avant un an; notre exploitation d'alfa, bien que très développée depuis la Grande Guerre, n'est pas encore en mesure de compenser cette perte. Il va s'ensuivre une hausse sur les prix du papier, du fait que les fabricants français et anglais seront obligés de répar leurs frais d'exploitation sur une production considér blement diminuée. Le prix des Livres, depuis longtem stabilisé, et comportant une faible marge de bénéfic doit être maintenu; il y aurait même lieu de le baiss

au moins en ce qui concerne certaines collections, pour lui restituer le marché slave, enfin rouvert et accessible, mais où les Allemands veulent faire pénétrer des collections nouvelles d'ouvrages en allemand, en russe et en français, qu'ils préparent à des prix inférieurs aux nôtres. Nous avons à faire un effort considérable dans toutes les Russies, à la demande du Conseil économique national, afin de retrouver dans ces pays toutes nos voies d'accès. Cet effort sera rendu très difficile si nous sommes obligés de majorer le prix des livres. Nous avons donc à résoudre le problème d'assurer à prix réduits l'énorme fabrication de livres russes et français qui nous est demandée, dans les conditions difficiles où nous nous trouverons très prochainement.

Il y a à résoudre un problème de fabrication et, ensuite, un problème d'expansion en Russie. Le problème peut être résolu; les Conseils, déjà saisis, vont soumettre à l'acceptation du Conseil supérieur les mesures qu'ils proposent.

Le premier délégué des éditeurs indique que, de l'étude faite par les éditeurs-libraires et les éditeurs de musique, il résulte que le problème de fabrication peut être résolu par les moyens suivants :

Maintien du prix actuel des papiers aux seuls éditeurs de Livres et de Musique pendant la période de disette;

Diminution de 20 p. 100 sur les prix de l'impression, du brochage et de la reliure; la composition en russe facturée au prix de la composition en français.

Dans ces conditions, que l'on a fait connaître aux Conseils intéressés, l'Édition française pourra lutter avantageusement sur le marché russe contre tous les concurrents possibles.

Le premier délégué du Papier fait connaître qu'il est disposé à consentir le maintien des prix des papiers desti-

nés à l'Édition à condition que l'on consente une majoration supplémentaire sur les prix des papiers destinés aux industries et commerces pour lesquels le papier est un accessoire peu important ou peut être élevé sans inconvénient. Il a obtenu l'adhésion des fabricants de boîtes, de sacs et de papiers pour le commerce de détail. Il demande l'adhésion de la Papeterie pour les articles de papeterie.

La Papeterie donne son adhésion.

Le Papier déclare en outre qu'il pourra même consentir des prix légèrement inférieurs pour les papiers destinés aux ouvrages en langue russe, si les éditeurs veulent accepter trois types et trois poids de papier seulement, dont la fabrication sera assurée par trois usines différentes qui acceptent. Il indique que l'on réalisera une économie sensible si l'on peut centraliser la production nouvelle aux environs de Rouen.

Les éditeurs s'engagent à obtenir de leurs confrères l'adoption des trois types et des trois poids. La centralisation de la production nouvelle ne dépend pas d'eux.

Le Conseil des Imprimeurs déclare que la réduction des tarifs d'impression est devenue possible; les capitaux que l'Imprimerie avait dû engager après la Grande Guerre sont sur le point d'être amortis; les Imprimeurs acceptent dès maintenant la réduction de tarifs, non de 20, mais de 15 p. 100. En fait, la réduction possible est de 11; mais on la porte à 15, espérant que les éditeurs, qui ont établi leurs prix en tenant compte de leur bénéfice normal, consentiront une légère diminution de ce bénéfice, temporairement.

Les Éditeurs déclarent accepter.

Les Imprimeurs déclarent qu'en ce qui concerne les pri de la composition en russe aux mêmes prix que pour l composition en français, ils sont prêts à l'accorder au conditions suivantes :

Toute la production nouvelle en russe sera centralisée dans une imprimerie spéciale que cinq de leurs jeunes confrères sont prêts à monter dans la région de Rouen; la Fédération du Livre peut constituer des équipes de linotypistes et de correcteurs russes; les éditeurs auraient donc à donner tous leurs volumes en russe à cette imprimerie, qui selon l'usage, versera une partie de ses bénéfices à la Caisse corporative des retraites;

Les capitaux nécessaires, soient deux millions et demi, seront fournis par le groupe ou par ses soins.

Les Éditeurs acceptent la centralisation; ils déclarent qu'ils font la plus large confiance aux cinq personnes dont on leur a communiqué les noms.

Le Président demande que la question des capitaux soit reportée à la fin de la séance, car elle se joint à d'autres demandes du même genre dont le bureau a été saisi.

Le premier délégué patron du Conseil de la Reliure et de la Brochure déclare que les relieurs et brocheurs pourraient consentir la réduction demandée par les éditeurs. Malheureusement, dans sa corporation, malgré tous les efforts, on a conservé les méthodes de rémunération établies à la fin de l'ancien régime économique, méthodes égalitaires qui font que l'ouvrier habile n'est pas mieux payé que l'ouvrier malhabile. Le Conseil a été impuissant jusqu'ici à modifier cet état de choses.

Le Président tient à protester contre une telle routine.

Le délégué ouvrier de la reliure et de la brochure reconnaît que le fait est exact, que, évidemment la routine l'explique en partie, mais que ses collègues sont disposés à adopter le système de la rémunération différenciée, à condition que tous les patrons relieurs et brocheurs se décident à abandonner les vieux ateliers que certains occupent encore et où le travail se fait dans les plus mauvaises conditions. C'est ce que certains n'ont pas voulu

comprendre. Les ouvriers et ouvrières tiennent à travailler dans des locaux bien aérés et sains. Il faut prendre la résolution de transporter les ateliers ailleurs que dans les maisons qui ont été adaptées tant bien que mal aux nécessités du travail.

Les relieurs et brocheurs font observer que le reproche ne s'adresse qu'à un nombre restreint de maisons, très respectables d'ailleurs, qu'ils s'engagent à mettre en demeure de réaliser la réforme réclamée. Mais peut-on mettre un million à leur disposition ?

Le président promet l'appui du groupe à condition que les patrons et les ouvriers prennent des engagements mutuels avant une quinzaine.

Les uns et les autres prennent l'engagement sur l'heure, aux applaudissements de l'assemblée.

Le Président invite l'assemblée à passer à l'examen de la question de l'expansion ; il fait connaître que le groupe de l'Exportation a promis son concours pour les campagnes à entreprendre. Nous n'avons à considérer qu'un certain nombre de moyens de réalisation. L'État donnera, quand il le faudra, un caractère officiel à nos manifestations pour la culture française. Il est bien entendu que l'effort que nous allons entreprendre n'est pas à proprement parler une conquête du marché russe ; nous devons y reprendre la place qui était la nôtre autrefois ; pour ce qui est de la production des ouvrages en langue russe, nous ne l'entreprenons et ne l'assurerons que pour fournir immédiatement aux peuples russes des moyens de culture et jusqu'à ce qu'ils aient pu reconstituer leurs propres moyens de production. C'est dans ce sens que nous avons négocié avec nos confrères slaves.

Le Conseil des Lettres et des Arts déclare que cinquante de ses membres sont prêts à se charger de conférences artistiques, littéraires, scientifiques.

Le Directeur de la Maison du Livre, sur l'invitation du Président, rend compte que l'organisme commercial corporatif peut assurer l'expédition et la répartition de toutes les expéditions; il pourra envoyer en Russie, pour aider les libraires, un bon nombre d'employés et de commis que le Syndicat des Employés se charge de réunir. Mais si l'on veut agir avec la rapidité nécessaire, il y aura lieu d'ouvrir de très larges crédits aux libraires de Russie sur qui l'on possède toutes les références utiles; eu égard à l'importance des opérations, on ne peut demander ces crédits ni à l'Édition, ni à l'organisme commercial corporatif; il convient de les demander aux Banques.

Le Président expose qu'il n'a pu jusqu'ici pressentir les Banques. Il va pouvoir le faire, étant en possession des chiffres demandés par les Conseils. Les différents crédits demandés s'élèvent à près de 8 millions, qu'il faut évidemment demander aux Banques, car, présentement, on ne peut obliger le groupe à un nouvel effort, si l'on tient compte des crédits énormes qu'il a consentis de tous côtés, depuis sa réorganisation, pour sa tâche d'expansion.

Mais il règne en ce moment, dans certaines banques, un état d'esprit peu favorable aux entreprises de l'intérieur. La dernière République des Soviets, celle du Thibet, lance un emprunt de plusieurs milliards, qui est une mise en vente déguisée des ressources du pays, et un consortium de banques internationales travaille à faire autoriser l'emprunt dans plusieurs pays, afin de prendre hypothèque sur les richesses du Thibet que l'on revendrait à tel ou tel État, dès la ruine définitive des Soviets thibétains. Notre gouvernement national s'emploie à faire échouer ces projets ; mais il doit lutter contre le consortium financier qui s'appuie sur une grande République démocratique dont le gouvernement est entre les mains de gros financiers.

Un délégué ouvrier du Papier déclare qu'il faut faire céder les Banques en organisant une grève de leurs employés.

Le délégué du Syndicat des Employés de l'Édition fait observer que la grève ainsi organisée obligerait au chômage non payé des employés qui ne sont pas responsables de ces manœuvres.

Le Conseil des Imprimeurs propose de refuser d'avance d'imprimer les affiches, circulaires et titres de l'emprunt projeté. L'ordre peut en être donné dans toute la France en quarante-huit heures.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Président fera connaître cette décision au groupe de la Banque ; il sait qu'elle sera bien accueillie par la majorité des banquiers, qui seront heureux de s'en servir contre ceux des leurs qui ont trop d'intérêts hors de France. Il ajoute que l'on peut demander aux employés de Banque, au nom du groupe du Livre, de déclarer qu'ils ne feront aucune opération pour cet emprunt.

Les Syndicats d'Employés présents approuvent et se chargent de faire aboutir ce projet.

Le Président déclare que, dans ces conditions, le groupe du Livre est assuré de l'appui cordial du Conseil supérieur des Banques, où il trouvera une majorité de financiers français, mal armés jusqu'ici pour résister à une pression extérieure.

Le Président met aux voix l'ordre du jour portant ratification de toutes les décisions prises et engagement du groupe pour la garantie des emprunts.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Avant de lever la séance, le Président remercie les Conseils de l'heureuse influence que l'action de chacun a eue sur son prochain, et des preuves de solidarité professionnelle et nationale que tous les délégués ont données en pre-

nant conscience, devant les nécessités, de l'intérêt général.

« Nous avons une fois de plus, Messieurs, conclut-il, prouvé l'excellence du régime économique qui a été instauré au lendemain de la Grande Guerre ; ce n'est pas en vain que nous avons renoncé à ces fantômes de libertés que l'on croyait être les dieux tutélaires de la production et du commerce. Nous jouissons maintenant de la vraie liberté dans la discipline corporative. Nous étions autrefois les membres séparés d'un même corps. Nous sommes devenus un corps, dont les membres agissent en suivant les libres décisions prises par l'esprit qui connaît les vraies nécessités du corps qu'il meut. Messieurs, c'est à notre organisation que nous devons de connaître une prospérité magnifique ; c'est par cette organisation que les Français ont pu donner la preuve éclatante que leurs merveilleuses ressources intellectuelles valaient autant pour le travail que pour la guerre, et qu'ils pouvaient apporter la plus généreuse ardeur au service de..... »

L'auteur s'arrête ici, supposant que les derniers mots du discours se perdent dans les applaudissements provoqués par le souvenir de l'héroïsme dépensé par les Français pendant la Grande Guerre.

La prévision de la prospérité, faite au cours de cette anticipation, pose, au reste, une question qui n'a pas été étudiée au cours de nos études. Rechercher la prospérité, c'est notre objet. Mais pour qui ? pour quoi ? Au service de qui allons-nous faire l'effort vers la prospérité ? La réponse à ces questions sera notre conclusion.

CONCLUSION

AD MAJOREM DEI GLORIAM

C'est à dessein que, au cours des études qui précédent, on a considéré tous les problèmes en réaliste. C'est en réaliste, en physicien, peut-on dire, que l'on a voulu traiter toutes les questions, qu'elles fussent strictement économiques, ou morales ou politiques. L'auteur a entendu montrer, avec le plus grand désintéressement moral, dans quelles conditions l'homme et les nations croissent ou décroissent, vont à la prospérité ou à la ruine. Il croit avoir fait apparaître le mécanisme matériel et intellectuel de nos luttes économiques et sociales. Que son parti-pris apparaisse et s'exprime, cela n'est pas niable : il prend parti pour la France en dehors de toute démonstration scientifique, mais non sans fortes raisons. Mais il s'est gardé d'introduire sa propre métaphysique, sa religion dans les considérations qu'il a développées.

Mais le moment est venu de conclure, et de montrer que si cette mécanique, cette physique de la vie et de la prospérité sont vraies, si elles ont pour elles les preuves fournies par la raison, la science, l'expérience, elles ne résolvent rien qu'un problème intellectuel. S'il est question de passer à l'action, et c'est ce que demandent d'innombrables Français, un autre problème se pose. La science elle-même nous apprend que l'enseignement des vérités peut porter dans une heureuse direction les esprits résolus à agir dans le monde, mais qu'il est inefficace pour ceux qui ne se connaissent aucune raison d'agir.

Quand nous avons démontré aux Français que la prospérité de leur pays nécessite l'adhésion de leur esprit à telle ou telle doctrine, les oblige à repousser telle ou telle autre, avons-nous créé en eux et autour d'eux toutes les conditions de la prospérité? Oui, toutes, sauf une, qui est la condition essentielle, à savoir la volonté d'agir, la volonté d'accomplir l'effort qui nous conduira à cette prospérité.

Il serait vain d'enseigner la plus petite vérité à un peuple qui n'aurait aucun goût pour l'action, aucune volonté de vivre. La guerre a révélé chez les Français une ardente volonté de conserver la France. Y a-t-il chez eux la même volonté de

faire vivre et de faire croître leur patrie? Y a-t-il chez eux la volonté de s'imposer de nouveaux efforts, dont les individus bénéficieront et qui feront la grandeur du pays? Il est certain que les Français sont capables de cet effort de volonté. Mais dans quelle direction et en vue de quoi? Voilà la principale des questions à laquelle il n'a pas encore été donné de réponse. L'expérience révèle que l'homme et les peuples n'agissent et ne travaillent à la prospérité de leurs nations que s'ils sont soulevés par une vision d'avenir, qui donne à leur action une autre fin que celle de la seule prospérité.

L'homme est ainsi construit que, à part un petit nombre d'individus qui ne sont que des ventres, il ne se voue à la prospérité de sa nation, et à la sienne propre que si la prospérité lui est présentée comme un moyen d'atteindre un but beaucoup plus élevé. C'est un fait que la prospérité allemande avant la grande guerre, prospérité qui était le fruit d'un essor économique prodigieux qui faisait du citoyen allemand un des plus riches citoyens du monde, c'est un fait que cette prospérité n'a été obtenue que sous le souffle de l'idée que les poètes, les philosophes et les empereurs-rois avaient donnée à l'Allemagne. Les Allemands ont trouvé la prospérité

individuelle et sociale en cherchant à faire de l'Allemagne la maîtresse et la conductrice des nations.

Ici, nous, Français, nous rentrons dans la loi commune des hommes et des nations : nous n'atteindrons la prospérité que si nous concevons qu'elle sera un des moyens d'action d'une France dont la destinée est de jouer un grand rôle parmi les nations.

Les Français ónt-ils conscience de cette mission? S'impose-elle assez fortement à eux pour qu'ils soient soulevés par elle et s'engagent dans la conquête de l'avenir? Toutes les observations faites pendant la guerre concordent : si quelques élites ont nettement conscience des hautes destinées de la France, la plupart des Français, qu'ils soient plus ou moins éclairés, sont également saisis par l'idée de la grandeur française. Tous ceux qui ont vécu aux armées, en ligne, ont pu constater que, jamais, les authentiques combattants n'ont considéré commc possible la défaite française. Même aux plus sombres jours, alors que tout ce qui était visible des forces en jeu annonçait l'écrasement de nos armées, l'esprit du soldat français, pénétrant l'invisible, était soutenu par la victoire. Quelles raisons donnait-il? Aucune, sinon celle-ci : *La France ne peut pas être battue.*

Le Français ne pouvait imaginer le monde sans la France ; l'humanité, avec une France serve, il lui semble que ce soit un être dont le cœur va cesser de battre et dont la tête va cesser de penser. Une imagination confuse lui montre la France donnant généreusement à l'univers les trésors de sa foi, de sa bravoure, de sa pensée, de son travail. On a pu conter aux Français, depuis vingt ans, que d'autres peuples valent mieux qu'eux, et ils ont répété ces sottises du bout des lèvres : au fond, ils n'en croient rien. La tradition orale, autant et plus que l'enseignement méthodique, a mis dans leur esprit de fortes images qui composent, sous les traits du saint, du guerrier, de l'homme d'État, du savant, de l'inventeur, de l'artisan, une grande figure de la France initiatrice de la civilisation. Sainte Geneviève, Saint Louis, Jeanne d'Arc, Henri IV, Sully et Richelieu, Louis XIV, la Révolution et Napoléon, Bernard Palissy et Pasteur, les Tisserands de Lyon, les Tapissiers des Gobelins, les Ébénistes de Paris ont veillé sur le sommeil des soldats de la Somme aux Vosges. Il se peut, pensait le soldat français, que les nations étrangères aient eu des grands hommes et des ouvriers de la taille des nôtres ; mais les modèles sont à Paris ; c'est en France que l'on sait faire le beau

travail, le travail fini. C'est par cette conception du beau travail que le plus modeste des Français atteint la conception de la vraie grandeur française; c'est par là qu'il comprend que le monde boîterait si la France venait à manquer. Il a toujours refusé d'admettre que la France puisse manquer. La pensée qui l'a soutenue pendant la guerre l'animera-t-elle pour le travail de la paix?

Ici, nous touchons l'âme même de l'homme, le mystère de la destinée des peuples. Nous allons poser la suprême question, celle qu'aucun peuple ne peut éluder : suffit-il d'avoir foi dans sa propre destinée, suffit-il d'avoir foi dans les destinées de son pays pour engager ce mouvement de renaissance comme celui auquel on nous convie?

L'expérience historique nous enseigne encore que ces mouvements n'ont été engagés qu'aux époques où l'âme des peuples adhère aux vérités universelles. Hommes et peuples ne se contentent pas de leur petite vie quotidienne, hommes et peuples consentent, désirent l'effort qui les élève au-dessus d'eux-mêmes seulement lorsqu'ils croient que l'action à laquelle ils participent s'exécute dans le sens du mouvement, de l'ordre universel. L'homme veut voir, au delà de la nation, l'humanité ; au delà de l'humanité,

Dieu. Qu'il ignore Dieu ou qu'il l'honore, l'homme veut agir dans le sens que commande la Pensée, le Verbe qui anime le monde. Les soldats de l'an II obéissaient à la Liberté comme les Croisés à Dieu ; les Allemands ont cru manifester une pensée divine par leur propre triomphe de peuple-dieu comme les socialistes croient atteindre l'aboutissement du mouvement universel par leur révolution. Il est vrai que les gens de Manchester pensent à leurs cotonnades lorsqu'ils parlent de Dieu, mais il est non moins vrai qu'ils pensent à Dieu lorsqu'ils font leurs cotonnades.

Au cœur de tout peuple et de toute assemblée d'hommes qui montent parmi les nations, il y a une foi. C'est la vie elle-même qui pose le dilemme : Crois ou meurs. Celui qui ne croit pas que son action sera comptée dans le mouvement du monde, pourquoi se dépasserait-il? Pourquoi même entreprendrait-il une œuvre? Mais celui qui est mu par une foi, celui-là ne craint pas de construire en vue d'un avenir qu'il ne connaîtra pas mais vers lequel il sait qu'une pensée supérieure dirige ses efforts et ceux de ses frères. L'homme ne cherche point la prospérité pour elle-même; il ne la trouve guère lorsqu'il en fait l'objet de ses désirs, mais s'il fait don de

son œuvre à Dieu; c'est alors que la prospérité lui est donnée.

Lorsque l'on a considéré longuement ce monde dévasté par la guerre, lorsque l'on a mesuré toute l'étendue des ruines, calculé les efforts de la reconstruction, reconnu les moyens d'action, marqué les étapes, on voit le but lumineux qui sera atteint après quelques années de patient labeur. Mais c'est à ce moment que l'esprit hésite à donner un commandement au corps qui repousse l'effort : A quoi bon, si cette œuvre est vaine? A quoi bon, si ce travail est sous la menace constante de la révolution ou de la guerre? C'est alors que l'esprit comprend la grande vérité de l'Écriture, qu'il l'entende en chrétien ou en réaliste : « Cherchez d'abord le Royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. »

FIN

Paris, 16 novembre 1919.

APPENDICE

LE PROBLÈME DE LA VIE CHÈRE

ORIGINES ET SOLUTIONS

Il ne semble pas que, depuis que l'on écrit et discute sur la vie chère, l'essentiel du problème ait été exactement saisi. L'insuffisance des mesures prises, la croyance généralement répandue que le prix de la vie baisserait rapidement si le gouvernement prenait des mesures énergiques, montre que l'on ne s'est pas exactement rendu compte des causes de la vie chère. Faute d'en avoir vu les causes, on ne voit pas exactement les remèdes, et l'on ne peut comprendre que la baisse est encore lointaine. Nous en essayons l'étude à notre tour dans une direction où M. Jacques Bainville a donné d'un seul coup beaucoup de lumière le jour où il a montré que le pouvoir d'achat des monnaies françaises a baissé (*Action française* du 26 août 1919). C'est dans cette direction que l'on peut faire d'utiles découvertes. Mais il faut étudier le problème en se dégageant des idées du socialisme et de l'économie libérale. Si l'on demeure la tête farcie des âneries sur la plus-value ou la loi de l'offre et de la demande, on ne comprendra rien, on n'expliquera rien, on sera incapable de trouver une politique économique qui tienne.

QU'EST-CE QUE LA VIE CHÈRE?

Et d'abord qu'est-ce que la vie chère? La vie est-elle chère du fait que les choses ont doublé ou triplé de prix?

L'augmentation du prix des choses ne définit pas la vie chère. Les denrées et produits peuvent coûter nominalement deux, trois, cinq, dix fois plus sans que la vie devienne chère, si le pouvoir d'achat du consommateur s'élève proportionnellement. Si, avec cinq cents francs par mois en 1919, je puis me procurer autant de déjeuners, de bouteilles de vin, de tabac, de vêtements, de parts de loyer, etc., qu'avec deux cent cinquante en 1914, je me désintéresserai complètement du fait que le paquet de cinquante coûte un franc; la vie ne sera pas plus chère. Mais, si mon pouvoir d'achat de consommateur a diminué, si, avec mes cinq cents francs mensuels de 1919, je me procure moins de choses qu'avec deux cent cinquante en 1914, alors la vie est chère.

C'est ce qui se produit présentement. Le pouvoir d'achat du consommateur a diminué, parce que le pouvoir d'achat des monnaies dont nous nous servons a diminué.

Et ce n'est pas seulement par comparaison avec telle ou telle monnaie que son pouvoir d'achat a baissé. En France même, le franc ne vaut plus un franc quand nous achetons une marchandise, parce que nous payons au moment de l'achat autre chose que la marchandise achetée.

Suffirait-il, pour nous restituer notre pouvoir d'achat que, employés, ouvriers ou patrons, nous recevions sept ou huit cents francs là où nous recevions deux cent cinquante francs en 1914 et cinq cents en 1919? Illusion : l'écart entre les prix majorés proportionnellement, et notre pouvoir d'achat, nominalement accru, ne serait pas modifié. Quelles que soient les mesures que nous prenions actuellement (libérales, socialistes, réalistes),

notre pouvoir d'achat ne peut pas augmenter immédiatement. Dans un an ou deux, si nous avons une bonne diplomatie, une bonne politique, une bonne économie, notre pouvoir d'achat sera très sensiblement relevé. Nous verrons tout à l'heure comment.

POURQUOI LA VIE EST CHÈRE

La vie étant tenue pour chère parce que notre pouvoir d'achat a diminué, il s'agit de savoir pourquoi ce pouvoir d'achat est plus bas qu'en 1914.

Est-ce parce que les ouvriers ont demandé des augmentations de salaires? Parce que les produits sont plus rares? Parce que les mercantis nous exploitent? Parce que nous n'avons pas la liberté du commerce? Parce que, selon les pauvres explications de la vieille économie politique, les demandes sont plus abondantes que les offres?

Toutes ces raisons n'expliquent rien, ou pas grand' chose.

Notre pouvoir d'achat a diminué dans la proportion où le coût de la production a augmenté.

Le coût de la production a augmenté parce que :

1° Avec le matériel fatigué, usé, que nous avons, avec les difficultés de réajustement des démobilisés, un même temps de travail rend moins qu'en 1914;

2° Nous sommes obligés d'acheter à l'étranger plus de matières premières, plus de matériel, plus de produits qu'en 1914;

3° Enfin, et ceci est capital, *parce que l'ensemble de la production française est grevée de frais généraux nationaux* beaucoup plus élevés qu'en 1914, du fait que les charges de l'État ont augmenté dans une très forte proportion eu égard à la production. En 1914, quand nous faisions un achat d'un franc, nous payions, au maximum, 10 p. 100

de frais généraux nationaux (armée, marine, travaux publics, police, rentes); nous recevions donc un objet ou une fraction d'objet dans lequel étaient incorporés au moins quatre-vingt-dix centimes de travail et d'invention. En 1919, pour le même achat, nous payons 25 à 30 p. 100 de frais généraux nationaux. Notre pouvoir d'achat a donc diminué dans cette proportion. Nous payons chaque jour les charges de la guerre. Les dépenses de la guerre ont été payées sur l'avenir. Chaque fois que nous achetons une livre de beurre, nous donnons 25 à 30 pour 100 en plus de la valeur du beurre pour payer les coups de canon et les coups de fusil que nous avons tirés pour nous conserver la vache du paysan. Nous payons le travail dépensé pour la guerre, travail qui est parti en fumée, mais grâce à quoi nous pouvons encore mettre un peu de beurre sur notre pain. Et nous payons en même temps les biens qui ont été détruits par la guerre sur notre sol.

Tout à l'heure, nous vous donnerons quelques chiffres pour préciser notre explication. Auparavant, il est intéressant de voir comment et quand la vie est devenue chère. Cela nous aidera à tirer d'utiles conclusions.

COMMENT ET QUAND LA VIE EST DEVENUE CHÈRE

Du 2 août 1914 à la fin de 1916, le prix de la vie n'a pas sensiblement augmenté. La vie n'était pas tenue pour chère, et elle ne l'était pas. Pourquoi?

Parce que, de 1914 à fin 1915, généralement, on a fait moins d'achats de denrées ou de produits non indispensables.

Parce que, en fait, les denrées et les produits avaient fort peu augmenté de prix.

Le coût des denrées s'était fort peu élevé, parce que le coût des produits manufacturés était resté à peu près sta-

tionnaire, *du fait que l'on vivait sur les stocks d'avant-guerre* fabriqués aux prix d'avant-guerre. Le paysan n'augmentait pas le prix de son beurre parce que le cordonnier n'avait pas augmenté le prix de ses chaussures. Et réciproquement.

Vers la fin de 1915 et en 1916, les stocks s'épuisent un peu de tous côtés. La durée de la guerre dépassant les prévisions, il faut remettre en fabrication sans attendre la fin de la guerre. A partir de ce moment, le coût de la production des fabrications nouvelles s'élève parce que les fabrications sont assurées par une main-d'œuvre d'une moindre valeur technique; parce que l'on est obligé de payer plus cher la main-d'œuvre qualifiée qui reçoit de hauts salaires dans les usines de guerre; parce que l'on est obligé de payer plus cher toutes les matières premières dont la recherche, l'extraction, le transport coûtent plus cher.

Quand le paysan vient, à ce moment, faire réparer ses machines, acheter du matériel, des engrais, des vêtements, il constate et accepte une majoration déjà sensible. A son tour, il augmente ses prix. D'autre part, il y a déjà un accroissement des vignettes mises en circulation par l'État pour payer des dépenses de guerre. La valeur du papier baisse parce qu'une partie représente du travail consommé par la guerre. C'cst alors que la vie devient chère, l'écart entre les prix et le pouvoir d'achat s'accusant. A partir de 1916, l'écart s'accentue.

Les consommateurs subissant la hausse sur les produits de la terre et de la manufacture, réclament des augmentations de salaires, qui retentissent de nouveau sur le prix des produits, puis des denrées. Les emprunts d'État se succèdent, alourdissant les charges de l'État; le papier mis en circulation augmente. Les prix montent tandis que le pouvoir d'achat diminue.

La majorité des Français espéraient une baisse du prix de la vie à l'armistice ou à la signature de la paix. Si l'on avait mieux réfléchi, ou aurait compris que c'était au contraire à ce moment que la cherté de la vie se ferait le plus sentir. C'est, en effet, l'époque où l'on commence à consolider les charges de guerre et où, par suite du réajustement des démobilisés au travail, une baisse de la production était inévitable. La main-d'œuvre qui quitte le travail y apporte moins de goût; celle qui y revient est obligée de faire une nouvelle mise en train.

On aurait pu éviter, par une politique prudente et forte, le bond des prix de fin 1918 à juillet 1919. Une politique imprévoyante a aggravé la situation. La journée de huit heures, dont il y a lieu d'approuver le principe en vue des résultats futurs, a été appliquée au moment le plus mal choisi. Il était inévitable que, dans l'impossibilité où l'industrie était de renouveler son matériel, elle déterminât une baisse de production et, par conséquent, une hausse du coût de la production. Nous payons tous les frais d'une expérience dont le principe seul aurait dû être posé cette année et l'application remise à six mois ou un an après la démobilisation.

En résumé, les causes d'augmentation du prix de la vie, aggravées par une mauvaise politique, par l'accaparement et la spéculation, résident surtout dans la hausse du coût de la production industrielle, et la diminution du pouvoir d'achat vient du fait que la production est grevée de frais généraux nationaux très fortement accrus. Ces deux éléments ne sont en aucune manière irréductibles, mais il ne faut pas se dissimuler que leur réduction très sensible ne peut s'opérer en quelques semaines. Les baraques Vilgrain, les coopératives, les prix normaux peuvent limiter les exercices des mercantis, mais ne changeront rien au fait qu'il faut prélever chaque année

25 milliards sur la production française. Il faut bien voir cela, si l'on veut agir efficacement et le plus rapidement possible vers la baisse des prix.

SITUATION ACTUELLE. LES ÉLÉMENTS DE LA HAUSSE

Le plus gros élément de hausse, je l'ai indiqué plus haut, c'est l'augmentation des frais généraux nationaux. Pour vous en rendre compte, voyez bien que, à toute époque, les frais généraux de la nation, c'est-à-dire toutes les dépenses publiques, sont supportés par la production. Où qu'ils soient placés, sur les terrains, sur les produits, sur les revenus, impôts et droits viennent s'incorporer aux prix des choses. Or, en 1914, les frais généraux de la France étaient de cinq milliards. En 1919, ils atteignent ou dépassent 25 milliards. L'écart entre les deux chiffres ne représente pas, nous le savons assez, des travaux publics dont bénéficierait la production immédiatement, mais du travail entièrement consommé pendant la guerre et dont nous ne bénéficierons, par le prestige, l'élan, la confiance (et les biens matériels aussi) que nous avons acquis, que dans quelques années. Ces vingt-cinq milliards sont incorporés aux prix des choses. Ce que cela produit, des chiffres arrondis le montrent clairement.

Étant admis que, avant la guerre, la production française représentait une quarantaine de milliards, les frais généraux nationaux, c'est-à-dire les charges de l'État, y étaient incorporés pour un huitième; les salaires, appointements, pour tous travaux d'extraction, de production, de transformation, de répartition, de transports, de vente et les bénéfices et dividendes des entreprises, pour sept huitièmes ou 35 milliards.

Le chiffre de 1914 devant nous servir de base, nous dirons que les 40 milliards de production de cette époque

représentaient 40 milliards d'objets ou de quantités de denrées du prix de 1 franc. Un homme salarié ou appointé à 500 francs par mois pouvait acheter 500 de ces unités de la production. Or, combien coûtent aujourd'hui l'ensemble des unités de la production française? En considérant que les salaires et appointements ont en moyenne doublé, que les bénéfices et dividendes ont également doublé (ce qui dépasse la vérité), ce qui coûtait 35 milliards en 1914 en vaut 70 aujourd'hui, et il faut y ajouter les 25 milliards que l'État nous oblige à incorporer à tous les prix. La valeur nominale de la production serait donc de 70 + 25 = 95 milliards. Mais la quantité de notre production ayant baissé, ce n'est pas par quarante, mais par trente-cinq au plus que nous pourrons diviser le chiffre total pour connaître le prix de l'unité qui nous sert de base. A l'aide de ces chiffres simplifiés, on découvre que l'unité (objet, fraction d'objet ou quantité de denrée) qui valait 1 franc en 1914, vaut plus de 2 fr. 50 en 1919 et que les frais généraux nationaux, au lieu d'y être pour 1/8, y sont maintenant pour 1/4.

Dans ces conditions nouvelles, que peut acheter l'homme qui gagnait 500 francs par mois en 1914 et qui en gagne 1 000 aujourd'hui? Alors qu'il pouvait acheter 500 unités de production en 1914, il n'en peut plus acheter aujourd'hui que 1 000 divisés par 2 fr. 50, soit 400. Ce qui revient à dire que le pouvoir d'achat de son salaire a baissé de 20 p. 100. En fait (les chiffres que nous donnons ici ne valant qu'à titre d'indication, et il n'y est pas tenu compte des causes secondaires de diminution du pouvoir d'achat), la baisse du pouvoir d'achat est plus forte : d'après les indications du change, elle dépasse 30 p. 100 [1]. Qui ne voit maintenant que, désormais, les

1. Le taux du change indique ici autre chose que ce qu'il indique en temps de paix entre nations débitrices et créditrices.

augmentations de salaires ne peuvent absolument rien changer à cette proportion, que les baraques Vilgrain et les prix normaux ne pourront avoir aucune action sur les causes essentielles de la cherté de la vie, et que le rétablissement de la liberté commerciale aura autant d'efficacité qu'un cautère sur une jambe de bois ?

CONCLUSIONS

Il n'y a pas de solution immédiate au problème de la vie chère. Que l'on pourchasse les accapareurs et les spéculateurs, cela apportera un léger adoucissement à notre condition. Mais c'est tout à fait insuffisant. Les mesures à prendre doivent avoir un objectif beaucoup plus important. Nous avons à prendre quatre sortes de mesures :

Privées, qui tendront à la restriction de notre consommation ;

Économiques, qui tendront à l'augmentation de notre production ;

Financières, qui tendront à la réduction des charges de l'État ;

Politiques, qui tendront à faire passer le plus tôt possible à la charge de l'Allemagne une partie des charges que nous payons aujourd'hui.

Si, dans les deux années qui vont suivre, les charges de l'État pouvaient être réduites de moitié, la production doublée, nos ventes à l'étranger accrues tant par notre

Il indique que, aux yeux d'une nation dont les charges d'État sont payées avec les ressources normales de l'État (c'est le cas des Etats-Unis), il n'y a pas égalité entre le produit marqué un dollar et le produit marqué 5 francs ; le premier représente sensiblement un dollar de frais de travail, le second représente seulement 3 fr. 50 de frais de travail et 1 fr. 50 de charges d'État découlant de la guerre.

production que par nos restrictions, le problème de la vie chère serait résolu et nous pourrions résumer la situation ainsi :

Charges de l'État	10
Tous frais de la production	70
Total	80

Ces 80 milliards représentant non plus les 40 milliards d'objets, de fractions d'objets ou de quantités de denrées de 1914, ni les 35 milliards de 1919, mais les 80 milliards d'unités d'une production doublée, l'unité qui nous a servi de base pour 1914 coûterait sensiblement 1 franc. Ce serait une situation extraordinairement brillante, puisque, les salaires demeurant doublés, l'homme qui avait 500 francs par mois en 1914 et qui en aurait 1000 à cette époque pourrait acheter 1.000 objets, fraction d'objets ou quantités de denrées contre 500 en 1914. Son pouvoir d'achat aurait doublé. Nous ne pouvons espérer une pareille situation ; mais, en travaillant avec énergie, et en augmentant notre production actuelle de 30 à 50 p. 100, nous serions bien près de toucher le port avant deux ans d'ici. Après quoi nous partirions pour la prospérité.

Moyens et conditions de la réalisation.

Dans l'économie privée, c'est relativement facile. Restrictions volontaires. Les Français les feront. Encore, faut-il le leur demander, leur expliquer quel sera le résultat de ces restrictions. Il faut que chacun comprenne que, présentement, à quelque rang social qu'il vive, son train de vie ne peut être celui de 1914. Il faut le réduire d'au moins 25 p. 100. Naturellement, que les restrictions portent plus sur les objets manufacturés que sur les

denrées. Vous achetiez six paires de chaussures par an : vous n'en achèterez que quatre. Les chaussures que vous n'achèterez pas seront vendues à l'étranger. Il faut que nous consommions moins et que nous vendions plus, beaucoup plus à l'étranger. Chaque objet que nous exportons améliore notre change et fait payer à l'étranger une partie de nos frais de guerre. C'est justice, puisque nous avons sauvé le monde. Restrictions. Restrictions. Il faut le dire, le répéter, et en démontrer la nécessité. On a trop cru que, au jour même de la paix, ce serait l'abondance. Pas d'illusions : c'est la gêne. Supportons la gêne. Si nous voulons vivre cette année sur le pied de 1914, il est inutile d'essayer : c'est impossible. L'objet de notre effort, ce n'est pas la recherche de la majoration de salaires par cherté de vie, c'est le travail pour faire baisser le prix de la vie.

Dans l'économie des entreprises, c'est plus difficile. Mais il faut que les chefs d'entreprise, les patrons se mettent au travail avec acharnement. Secoués comme ils viennent de l'être par la loi de huit heures, ils sont dans d'excellentes dispositions d'esprit pour rénover matériel et méthodes, afin de produire deux où ils produisaient un en 1914. Les méthodes, c'est l'affaire d'un an d'études et de mise au point. Le matériel, ce sera plus long. Dans deux ans, il est probable qu'un large renouvellement aura été fait. Mais il faut aussi enseigner les patrons, les arracher à la paresse d'esprit qui les enlise dans les conceptions de l'économie libérale. Il faut les amener à renoncer définitivement à l'individualisme qui les condamnerait à être battus à plate couture par l'Allemagne et par nos alliés et associés. Syndicats d'achat, de vente, d'exportation, de publicité, d'assurances, unification des types de fabrication, des types de machine, donc règle et discipline corporatives, voilà ce qui s'impose à eux. S'ils veulent produire,

mettre en valeur toutes nos ressources, il faut qu'ils renoncent au dogme mortel de la liberté.

Financièrement, un des premiers moyens, que M. Jacques Bainville a suggéré, c'est celui auquel pense le gouvernement italien. L'emprunt forcé à 2 1/2, ce n'est pas une mauvaise chose. C'est même une heureuse combinaison. Encore faut-il y préparer les Français. Nous souscrirons tous avec entrain dès que nous saurons que c'est une bonne mesure pour la France et une excellente pour notre économie privée. Il faut expliquer à la France qu'une des conséquences d'un emprunt fait dans ces conditions signifie l'augmentation de notre pouvoir d'achat.

Il y a lieu également de réduire par d'autres moyens la circulation des billets de banque. Il faut développer le mouvement des chèques. C'est, dit-on, une question d'usage et de mœurs. Si vous voulez. Mais comme nous n'avons pas le temps de changer les usages par la propagande, nous pouvons en faire une question de gouvernement. Que l'État, au nom de l'intérêt public, invite les corporations à organiser les règlements par chèques dans le délai de trois ou six mois ; que les salaires seuls soient payés en espèces. Plus de garçons de recettes ; des comptables pour les chambres de compensation.

Politiquement? Politiquement, il faut agir de telle manière que l'Allemagne paie le plus possible et le plus vite possible, et, s'il se peut, que le traité de paix, pourvu d'un ou plusieurs avenants, diminue les charges de l'État français. Notre pouvoir d'achat s'en ressentira fortement.

Évidemment, il y a plus. Le programme que nous indiquons suppose l'ordre en France, une vie politique sans heurts, sans à-coups, tout autre chose que le chaos que veut recréer chez nous M. Aristide Briand. Ce n'est pas chose aisée dans le régime des partis où nous sommes

Si, comme le demande M. Fayol, l'État était administré comme une bonne Compagnie privée, la remise en ordre serait rapide. Mais nous sommes en société anonyme, et chacun sait que les sociétés anonymes ne marchent bien que lorsqu'elles sont entre les mains d'un homme. Quand les conseils dirigent, c'est médiocre. Soviets de patrons et soviets d'ouvriers, cela se vaut. Or, la société anonyme où nous sommes est de la forme la plus détestable : elle est perpétuelle et elle est gérée par une assemblée de mandataires dont les intérêts sont opposés à ceux des actionnaires que nous sommes tous. Société anonyme perpétuelle gérée par des hommes qui changent sans cesse et qui touchent de gros jetons de présence, que la Société soit prospère ou non. Mauvaises conditions pour liquider la situation difficile où nous sommes. Il est hors de doute que notre pouvoir d'achat augmenterait plus rapidement si nous avions une autre forme de Société nationale. Nous avons gagné la guerre dès que nous avons eu un seul chef des armées. Nous gagnerons la paix dès que nous aurons un seul patron pour les affaires du pays. Politique d'abord. C'est aussi vrai pour le problème de la vie chère que pour le problème militaire et tout autre problème national.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

DEUXIÈME PARTIE

CONFRONTATION DES DOCTRINES DEVANT LES FAITS

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CONCLUSIONS.

APPENDICE.

Paris. — Typ. PH. RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères — 54970.

1398. EUG. MORIEU, IMP.